

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS,  
UNISSEZ-VOUS!

# L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE  
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAIT SIMULTANÉMENT EN RUSSE, EN FRANÇAIS, EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

---

**N<sup>o</sup> 1**  
1<sup>er</sup> MAI 1919

---

BUREAUX (ÉDITIONS)  
PETROGRAD, SMOLNY, 58,  
Tél. 17-27.

RÉDACTION:  
PETROGRAD, SMOLNY,  
CABINET DE G. ZINOVIEV.

# MANIFESTE

## DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Aux prolétaires du monde entier

---

Il y a soixante douze ans le Parti Communiste présenta au monde son programme sous la forme d'un manifeste écrit par les plus grands prophètes de la Révolution Proletarienne, Karl Marx et Friedrich Engels. A cette époque déjà, le Communisme, à peine entré dans la lutte, était accablé sous les poursuites, les mensonges, la haine et les persécutions des classes possédantes, qui devinaient justement en lui leur ennemi mortel. Pendant ces trois quarts de siècle le développement du Communisme a suivi des voies complexes, connaissant tour à tour les tempêtes de l'enthousiasme et les périodes de découragement, les succès et les durs échecs. Mais au fond le mouvement suivit la route tracée par le Manifeste du Parti Communiste. L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'escomptaient et ne l'espéraient les apôtres de la Révolution Sociale. Mais elle est arrivée. Nous, Communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire des différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie Soviétiste, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante douze ans.

Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les Partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial

et par là même de faciliter et de hâter la victoire de la Révolution Communiste dans le monde entier.

\* \* \*

Aujourd'hui que l'Europe est couverte de débris et de ruines fumantes, les plus coupables des incendiaires s'occupent à rechercher les responsables de la guerre. Ils sont suivis de leurs laquais, professeurs, parlementaires, journalistes, social-patriotes et autres souteneurs politiques de la bourgeoisie.

Au cours d'une longue série d'années le socialisme a prédit l'inéluctabilité de la guerre impérialiste, il en a vu les causes dans l'amour insatiable du lucre et de la propriété des classes possédantes des deux concurrents principaux et en général de tous les pays capitalistes. Deux ans avant l'explosion, au Congrès de Bale, les chefs socialistes responsables de tous les pays dénonçaient l'impérialisme comme le fauteur de la guerre future. Ils menaçaient la bourgeoisie de déchaîner sur sa tête la Révolution Sociale, vengeance du prolétariat contre les crimes du militarisme. Maintenant, après une expérience de cinq ans, alors que l'histoire, ayant mis au jour les appétits rapaces de l'Allemagne, dévoile les agissements non moins criminels des Alliés, les socialistes officiels des pays de l'Entente, à la suite de leurs Gouvernements, ne cessent de dénoncer dans le Kaiser allemand déchu le grand coupable de la guerre. Bien plus, dans leur abjecte servilité, les so-

cial-patriotes allemands, qui en août 1914 faisaient du livre blanc diplomatique du Hohenzollern l'évangile sacré des nations accusent maintenant à leur tour cette monarchie allemande abattue, dont ils furent les fidèles serviteurs, d'être la cause principale de la guerre. Ils espèrent ainsi à la fois faire oublier le rôle qu'ils ont joué et gagner l'indulgence des vainqueurs. Mais à côté du rôle joué par les dynasties déchues des Romanov, des Hohenzollern, des Habsbourg et des cliques capitalistes de leurs pays, le rôle des classes dirigeantes de France, d'Angleterre, d'Italie et des Etats-Unis apparaît dans toute son ampleur criminelle à la lumière des événements accomplis et des révélations diplomatiques.

Jusqu'à l'explosion même de la guerre, la diplomatie anglaise ne leva point son masque mystérieux. Le Gouvernement de la City craignait que s'il déclarait catégoriquement son dessein de participer à la guerre aux côtés de l'Entente, le Gouvernement de Berlin ne reculat et qu'il n'y eût pas de guerre. A Londres on voulait la guerre. C'est pourquoi on se conduisit de façon à faire espérer d'une part à Berlin et à Vienne la neutralité de l'Angleterre, et à permettre d'autre part, à Paris et à Pétrograd, de compter fermement sur son intervention.

Préparée par la marche de l'histoire pendant plusieurs dizaines d'années, la guerre fut déchaînée par une provocation directe et conciente de la Grande-Bretagne. Le Gouvernement de ce pays avait fait le calcul de soutenir la Russie et la France exclusivement dans la mesure nécessaire pour les épuiser en épuisant l'Allemagne, son ennemie mortelle. Mais la puissance du système militaire allemand apparut trop dangereuse et imposa une intervention non plus apparente, mais réelle de l'Angleterre.

Le rôle de spectateur souriant, auquel la Grande-Bretagne prétendait par tradition, revint aux Etats-Unis. Le Gouvernement de Wilson accepta d'autant plus facilement le blocus anglais, qui diminuait les possibilités de spéculation de la Bourse américaine sur le sang européen, que les Puissances de

l'Entente dédomagèrent par de gros bénéfices la bourgeoisie américaine de cette violation du « droit international ». Cependant l'énorme supériorité militaire de l'Allemagne obligea à son tour le Gouvernement de Washington à sortir de l'état de neutralité fictive à l'égard de l'Europe. Les Etats-Unis se chargèrent de la mission que l'Angleterre avait remplie dans les guerres passées et qu'elle avait essayé de remplir dans la dernière guerre par rapport au continent: affaiblir un des camps en se servant de l'autre, et ne se mêler des opérations militaires que dans la mesure indispensable pour s'assurer tous les avantages de la situation. L'enjeu exposé par Wilson, conformément aux méthodes de la loterie américaine, n'était pas grand, mais il fut le dernier et par là il lui assura le gain.

Les contradictions du régime capitaliste se révélèrent à l'humanité, à la suite de la guerre, sous forme de souffrances physiques: la faim, le froid, les maladies épidémiques et une recrudescence de barbarie. Ainsi est jugée sans appel la vieille querelle académique des socialistes sur la théorie de la paupérisation et du passage progressif du capitalisme au socialisme. Les statisticiens et les pontifes de la théorie de l'arrondissement des angles avaient pendant des dizaines d'années recherché dans tous les coins du monde des faits réels ou imaginaires capables de démontrer le progrès du bien-être de certains groupes ou catégories de la classe ouvrière. La théorie de la paupérisation des masses était regardée comme enterrée sous les coups de sifflets méprisants des cunuques occupant les tribunes universitaires de la bourgeoisie et des mandarins de l'opportunisme socialiste. Maintenant ce n'est plus seulement la paupérisation sociale, mais un appauvrissement physiologique, biologique, qui se présente à nous dans toute sa réalité hideuse.

La catastrophe de la guerre impérialiste a balayé de fond en comble toutes les conquêtes des batailles syndicalistes et parlementaires. Et pourtant cette guerre est née des tendances internes du capitalisme dans la même mesure que les marchandages éco-

nomiques ou les compromis parlementaires qu'elle a enterrés dans le sang et dans la boue.

Le capital financier, après avoir précipité l'humanité dans l'abîme de la guerre a subi lui-même durant cette guerre une modification catastrophique. L'état de dépendance dans lequel était placé le papier-monnaie vis-à-vis du fondement matériel de la production, a été définitivement rompu. Perdant de plus en plus sa valeur de moyen et de régulateur de l'échange des produits dans le régime capitaliste le papier-monnaie s'est transformé en instrument de réquisition, de conquête, et en général d'oppression militaire et économique.

La dépréciation totale des billets de banque marque la crise mortelle générale qui affecte la circulation des produits dans le régime capitaliste. Si la libre concurrence comme régulateur de la production et de la répartition fut remplacée dans les champs principaux de l'économie par le système des trusts et des monopoles plusieurs dizaines d'années avant la guerre, le cours même de la guerre a arraché le rôle régulateur et directeur aux groupements économiques pour le transmettre directement au pouvoir militaire et gouvernemental. La répartition des matières premières, l'exploitation du naphte de Bakou ou de Roumanie, de la houille du Donetz, du froment d'Ukraine, l'utilisation des locomotives, des wagons et des automobiles d'Allemagne, l'approvisionnement en pain et en viande de l'Europe affamée, toutes ces questions fondamentales de la vie économique du monde ne sont plus réglées par la libre concurrence, ni même par des combinaisons de trusts ou de consortiums nationaux et internationaux. Elles sont tombées sous le joug de la tyrannie militaire pour lui servir de sauvegarde désormais. Si l'absolue sujétion du pouvoir politique au capital financier a conduit l'humanité à la boucherie impérialiste, cette boucherie a permis au capital financier non-seulement de militariser jusqu'au bout l'Etat, mais de se militariser lui-même, de sorte qu'il ne peut plus remplir ses fonctions économiques essentielles que par le fer et par le sang.

Les opportunistes, qui avant la guerre invitaient les ouvriers à modérer leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme, qui, pendant la guerre l'ont obligé à renoncer à la lutte de classes au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement du capitalisme se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes nouvelles, encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale. Par bonheur pour l'humanité cela n'est plus possible.

L'étatisation de la vie économique, contre laquelle protestait tant le libéralisme capitaliste, est un fait accompli. Revenir non point à la libre concurrence, mais seulement même à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes, est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera désormais. Celui qui prendra la production étatisée: l'Etat impérialiste ou l'Etat du prolétariat victorieux.

En d'autres termes l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui sous l'enseigne de la Ligue des Nations, au moyen d'une armée «internationale» et d'une flotte «internationale», pillera et étranglera les uns, entretiendra les autres mais, toujours et partout enchaînera le prolétariat, dans le but unique de maintenir sa propre domination? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays les plus avancés des autres parties du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes?

Abréger l'époque de crise que nous traversons ne se peut que par les méthodes de la dictature du prolétariat, qui ne regarde pas le passé, qui ne compte ni avec les privilèges héréditaires, ni avec le droit de propriété, qui, ne considérant que la nécessité de sauver les masses affamées, mobilise pour cela tous les moyens et toutes les forces,

décète pour tout le monde l'obligation du travail, institue le régime de la discipline ouvrière, afin seulement de guérir non ainsi, en quelques années, les plaies béantes faites par la guerre, mais encore d'élever l'humanité à une hauteur nouvelle et insoupçonnable.

\* \* \*

L'Etat national, après avoir donné une impulsion vigoureuse au développement capitaliste, est devenu trop étroit pour l'expansion des forces productives. Ce phénomène a rendu plus difficile la situation des petits Etats encastrés au milieu des grandes puissances de l'Europe et du Monde. Ces petits Etats, nés à différentes époques comme des fragments des grands, comme la menue monnaie destinée à payer divers tributs, comme des tampons stratégiques, possèdent leurs dynasties, leurs castes dirigeantes, leurs prétentions impérialistes, leurs filouteries diplomatiques. Leur indépendance illusoire a été basée jusqu'à la guerre, exactement comme était basé l'équilibre européen sur l'antagonisme incessant des deux camps impérialistes. La guerre a détruit cet équilibre. En donnant d'abord un immense avantage à l'Allemagne, la guerre a obligé les petits Etats à chercher leur salut dans la magnanimité du militarisme allemand. L'Allemagne ayant été vaincue, la bourgeoisie des petits Etats, de concert avec leurs «socialistes» patriotes, s'est retournée pour saluer l'impérialisme triomphant des Alliés, et dans les articles hypocrites du programme de Wilson elle s'est employée à rechercher les garanties du maintien de son existence indépendante. En même temps le nombre des petits Etats s'est accru: de la monarchie Austro-Hongroise, de l'Empire des Tsars se sont détachés de nouveaux Etats qui aussitôt nés se saisissent déjà les uns les autres à la gorge pour des questions de frontières. Les impérialistes alliés pendant ce temps préparent des combinaisons de petites puissances, anciennes et nouvelles, afin de les enchaîner les uns les autres par une haine mutuelle et une faiblesse générale.

Ecrasant et violentant les peuples petits et faibles, les condamnant à la famine et à l'a-

baissement, de même que, peu de temps auparavant les impérialistes des Empires Centraux, les impérialistes alliés ne cessent de parler du droit des nationalités, droit qu'ils foulent aux pieds, définitivement, en Europe et dans le monde entier.

Seule, la Révolution Proletarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre, car elle libérera les forces productives de tous les pays des tenailles serrées par les Etats nationaux, en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique, conformément à un plan économique commun. Seule, elle donnera aux peuples les plus faibles et les moins nombreux la possibilité d'administrer avec une liberté et une indépendance absolues leur culture nationale, sans porter le moindre dommage à la vie économique unifiée et centralisée de l'Europe et du monde.

La dernière guerre qui a été dans une large mesure une guerre pour la conquête des colonies, fut en même temps une guerre faite avec l'aide des colonies. Dans des proportions jusqu'alors inconnues les peuples coloniaux ont été entraînés dans la guerre européenne. Les Hindous, les Nègres, les Arabes, les Malgaches, se sont battus sur la terre d'Europe, au nom de quoi? Au nom de leurs droits à demeurer plus longtemps esclaves de l'Angleterre et de la France. Jamais encore le spectacle de la malhonnêteté de l'Etat capitaliste dans les colonies n'avait été aussi édifiant; jamais le problème de l'esclavage colonial n'avait été posé avec une pareille acuité.

De là une série de révoltes ou de mouvements révolutionnaires dans toutes les colonies. En Europe même l'Irlande a rappelé par de sanglants combats de rues qu'elle était encore et qu'elle avait conscience d'être un pays asservi. A Madagascar, en Annam, en d'autres lieux les troupes de la République Bourgeoise ont eu plus d'une fois au cours de la guerre à mater des insurrections d'esclaves coloniaux. Dans l'Inde le mouvement révolutionnaire n'a pas cessé un seul jour. Il a abouti en ces derniers temps à des grèves ouvrières grandioses, auxquelles le Gouvernement Bri-

tannique a répondu en faisant intervenir à Bombay les automobiles blindées.

Ainsi la question coloniale est posée dans toute son ampleur non-seulement sur le tapis vert du Congrès des diplomates à Paris, mais dans les colonies mêmes. Le programme de Wilson a pour but, dans l'interprétation la plus favorable, de changer l'étiquette de l'esclavage colonial. L'affranchissement des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles. Les ouvriers et les paysans non, seulement de l'Annam, d'Algérie ou du Bengale, mais encore de Perse et d'Arménie ne pourront jouir d'une existence indépendante que le jour où les ouvriers d'Angleterre et de France, après avoir renversé Lloyd George et Clémenceau, prendront entre leurs mains le pouvoir gouvernemental. Dès à présent dans les colonies les plus développées la lutte n'est plus engagée seulement sous le seul étendard de l'affranchissement national, elle prend de suite un caractère social plus ou moins nettement accusé. Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elles les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socialiste à son tour viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, son organisation, son influence morale, afin de hâter leur passage à la vie économique régulièrement organisée par le socialisme.

Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie: l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance.

\* \* \*

Le monde bourgeois tout entier accuse les Communistes d'anéantir la liberté et la démocratie politique. Cela est faux. En prenant le pouvoir le prolétariat ne fait que manifester la complète impossibilité d'appliquer les méthodes de la démocratie bourgeoise, et créer les conditions et les formes d'une démocratie ouvrière nouvelle, et plus élevée. Tout le cours du développement capitaliste, en particulier dans la dernière époque impérialiste, a sapé les bases de la démocratie politique,

non-seulement en divisant les nations en deux classes ennemies irréconciliables, mais encore en condamnant au déperissement économique et à l'impuissance politique de multiples couches de la petite bourgeoisie, et du prolétariat au même titre que les éléments les plus déshérités de ce même prolétariat.

La classe ouvrière des pays où le développement historique l'a permis a utilisé le régime de la démocratie politique pour son organisation contre le capital. Il en sera de même à l'avenir dans les pays où ne sont pas encore réalisées les conditions préliminaires d'une Révolution Ouvrière. Mais les masses de la population intermédiaire non-seulement dans les villages, mais encore dans les villes, sont maintenues par le capitalisme loin en arrière, en retard de plusieurs époques sur le développement historique.

Le paysan de Bavière ou de Bade, encore étroitement attaché au clocher de son village, le petit vigneron français, ruiné par la falsification des vins des gros capitalistes, le petit fermier américain obéré et trompé par les banquiers et les députés, toutes, ces couches sociales rejetées par le capitalisme loin de la grande route du développement historique, sont conviées sur le papier par le régime de la démocratie politique à participer au gouvernement de l'Etat. En réalité, dans les questions fondamentales dont dépend la destinée des nations, c'est une oligarchie financière qui gouverne dans les coulisses de la démocratie parlementaire. Il en fut ainsi naguère dans la question de la guerre. Il en est ainsi maintenant dans la question de la paix.

Dans la mesure où l'oligarchie financière se donne encore la peine de faire sanctionner ses actes de tyrannie par des votes parlementaires, l'Etat bourgeois se sert pour atteindre les résultats désirés de toutes les armes du mensonge, de la démagogie, de la persécution, de la calomnie, de la corruption, de la terreur, que les siècles passés d'esclavages ont mises à sa disposition et qu'ont multipliées les prodiges de la technique capitaliste.

Exiger du prolétariat que dans sa dernière lutte à mort contre le capital il observe peu-

sement les principes de la démocratie politique, cela équivaut à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre les brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, instituées par son ennemi et que son ennemi n'observe pas.

Dans le domaine de la dévastation, où non-seulement les moyens de production et de transport, mais encore les institutions de la démocratie politique ne sont plus qu'un amas de débris ensanglantés, le prolétariat est obligé de créer un appareil à lui, qui serve avant tout à conserver la cohésion interne de la classe ouvrière elle-même et qui lui donne la faculté d'intervenir révolutionnairement dans le développement ultérieur de l'humanité. Cet appareil ce sont les Soviets.

Les anciens partis, les anciennes organisations syndicales, se sont manifestés en la personne de leurs chefs, incapables non-seulement de décider, mais même de comprendre les problèmes posés par l'époque nouvelle. Le prolétariat a créé un nouveau type d'organisation, large, englobant les masses ouvrières indépendamment de la profession et du degré de développement politique, un appareil souple, capable d'un perpétuel renouvellement, d'un perpétuel élargissement, pouvant toujours entraîner dans son orbe des catégories nouvelles et embrasser les couches de travailleurs voisines du prolétariat de la ville et de la campagne. Cette organisation irremplaçable de la classe ouvrière se gouvernant elle-même, luttant, et conquérant finalement le pouvoir politique a été mise dans différents pays à l'épreuve de l'expérience; elle constitue la conquête et l'arme la plus puissante du prolétariat à notre époque.

Dans tous les pays où les masses travailleuses vivent d'une vie consciente, se forment aujourd'hui et se formeront des Soviets de Députés Ouvriers, Soldats et Paysans. Fortifier les Soviets, élever leur autorité, les opposer à l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie, voilà quel est maintenant le but essentiel des ouvriers conscients et loyaux de

tous les pays. Par le moyen des Soviets la classe ouvrière peut échapper aux éléments de dissolution qui portent dans son sein les souffrances infernales de la guerre, de la famine, de la tyrannie des riches avec la trahison de ses anciens chefs. Par le moyen des Soviets la classe ouvrière de la manière la plus sûre et la plus facile peut parvenir au Pouvoir dans tous les pays où les Soviets réuniront autour d'eux la majorité des travailleurs. Par le moyen des Soviets la classe ouvrière, mattresse du pouvoir, gouvernera tous les domaines de la vie économique et morale du pays, comme cela se passe déjà maintenant en Russie.

La débâcle de l'Etat impérialiste, depuis ses formes tsaristes jusqu'aux plus démocratiques, va de pair avec la débâcle du système militaire impérialiste. Les armées de plusieurs millions d'hommes mobilisées par l'impérialisme n'ont pu tenir qu'aussi longtemps que le prolétariat acceptait le joug de la bourgeoisie. La destruction de l'Unité Nationale signifie la destruction inévitable des armées. C'est ce qui arriva d'abord en Russie, puis en Allemagne et en Autriche. C'est encore ce qu'il faut attendre dans les autres pays impérialistes. La révolte du paysan contre le propriétaire, de l'ouvrier contre le capitaliste, de tous les deux contre la bureaucratie monarchiste ou „démocratique“ entraîne inévitablement la révolte des soldats contre les officiers, et ensuite une scission caractérisée entre les éléments prolétaires et bourgeois de l'armée elle-même. La guerre impérialiste opposant les Nations aux Nations, s'est changée et se change de plus en plus en guerre civile opposant les classes aux classes.

Les lamentations du monde bourgeois sur la guerre civile et la terreur rouge constituent la plus monstrueuse hypocrisie qu'ait jamais enregistrée l'histoire des luttes politiques. Il n'y aurait pas de guerre civile, si les coteries d'exploiteurs qui ont conduit l'humanité au bord de l'abîme ne s'opposaient pas à toute progression des travailleurs, n'organisaient pas des complots et des meurtres et ne sollicitaient pas le secours armé de l'étranger pour conserver ou restaurer leurs privilèges usurpés.

La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels. Si elle ne veut pas se suicider et renoncer à son avenir qui est l'avenir de toute l'humanité, la classe ouvrière ne peut pas éviter de répondre par des coups aux coups de ses agresseurs. Les Partis Communistes, ne suscitant jamais artificiellement la guerre civile, s'efforcent d'en diminuer autant que possible la durée toutes les fois qu'elle surgit comme une nécessité inéluctable, de réduire au minimum le nombre des victimes, mais par dessus tout d'assurer le triomphe du prolétariat. De là découle la nécessité de désarmer à temps la bourgeoisie, d'armer les ouvriers, de créer une armée communiste pour défendre le pouvoir du prolétariat et l'inviolabilité de sa construction socialiste. Telle est l'Armée Rouge de la Russie Soviétiste, qui a surgi et qui s'élève comme le rempart des conquêtes de la classe ouvrière contre toutes les attaques du dedans et du dehors. Une armée soviétiste est inséparable d'un Etat Soviétiste.

Conscients du caractère universel de leur cause, les ouvriers les plus avancés ont tendu, dès les premiers pas du mouvement socialiste organisé vers une union internationale de ce mouvement. Les bases en furent posées en 1864 à Londres, par la première Internationale. La guerre franco-allemande dont est née l'Allemagne des Hohenzollern, faucha la première Internationale et en même temps donna le branle au développement des partis ouvriers nationaux. Dès 1889 ces partis se réunissent en Congrès à Paris et créent l'organisation de la II-ème Internationale. Mais le centre de gravité du mouvement ouvrier était placé entièrement à cette époque sur le terrain national, dans le cadre des Etats nationaux, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national. Plusieurs dizaines d'années de travail d'organisation et de réformes ont créé une génération de chefs dont la majorité acceptaient en paroles le programme de la révolution sociale, mais y ont renoncé en fait, se sont enfoncés dans le réformisme, dans une adaptation servile à la domination bourgeoise. Le caractère opportuniste des partis

dirigeants de la II-ème Internationale s'est clairement révélé et a conduit au plus immense krach de l'histoire mondiale au moment précis où le cours des événements historiques réclamait des partis de la classe ouvrière des méthodes révolutionnaires de lutte. Si la guerre de 1870 porta un coup à la première Internationale en découvrant que derrière son programme social et révolutionnaire il n'y avait encore aucune force organisée des masses, la guerre de 1914 a tué la II-ème Internationale en montrant qu'au-dessus des organisations puissantes des masses ouvrières se tiennent des partis devenus les instruments dociles de la domination bourgeoise.

Ces remarques ne s'appliquent pas seulement aux social-patriotes qui sont passés nettement et ouvertement dans le camp de la bourgeoisie, qui sont devenus ses délégués préférés et ses agents de confiance, les bourreaux les plus sûrs de la classe ouvrière; elles s'appliquent encore à la tendance centriste, indéterminée et inconsistante, qui tente de restaurer la II-ème Internationale, c'est-à-dire de perpétuer l'étroitesse de vues, l'opportunisme, l'impuissance révolutionnaire de ses cercles dirigeants. Le parti indépendant en Allemagne, la majorité actuelle du parti socialiste en France, le groupe des menchéviki en Russie, le parti ouvrier indépendant d'Angleterre et tous les autres groupes semblables essayent en fait de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les anciens partis officiels de la II-ème Internationale. Ils se présentent comme autrefois avec des idées de compromis et d'unité, paralysant par tous les moyens l'énergie du prolétariat, prolongeant la crise et multipliant par là les malheurs de l'Europe. La lutte contre le centre-socialiste est la condition indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

Rejetant loin de nous toutes les demi-mesures, les mensonges et la paresse des partis socialistes officiels caducs, nous, communistes, unis dans la III-ème Internationale, nous nous reconnaissons les continuateurs directs des efforts et du martyre héroïques ac-

ceptés par une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Si la I-ère Internationale a prévu le développement à venir et a préparé ses voies, si la seconde Internationale a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la III-ème Internationale est l'Internationale de l'action des masses, l'Internationale de la réalisation révolutionnaire, l'Internationale de l'action.

La critique socialiste a suffisamment flagellé l'ordre bourgeois. La tâche du Parti Communiste international est de renverser cet ordre de choses et d'édifier à sa place le

régime socialiste. Nous demandons aux ouvriers et ouvrières de tous les pays de s'unir sous l'étendard du communisme qui est déjà le drapeau des premières grandes victoires. Proletaires de tous les pays! Dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie et les classes privilégiées, contre l'Etat bourgeois et la propriété bourgeoise, contre tous les aspects et toutes les formes de l'oppression des classes ou des nations, unissez-vous!

Sous le drapeau des Soviets ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat, sous le drapeau de la III-ème Internationale, prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

*Ont signé, mandatés. par les délégations:*

d'Allemagne	<i>Eberlein (Max Albert).</i>
de Russie	<i>Lénine.</i>
d'Autriche-Allemande	<i>Karl Steinhart.</i>
de Hongrie	<i>A. Rudnyansky.</i>
de Suède	<i>Otto Grimlund.</i>
de Suisse	<i>Fritz Platten.</i>
d'Amérique	<i>Boris Reinstein.</i>
de la Fédération des Balkans	<i>C. Racovski.</i>
de Pologne	<i>J. Unglicht (Jurovski).</i>
de Finlande	<i>Jrjö Sirola.</i>
d'Ukraine	<i>Skrypnik.</i>
de Lettonie	<i>K. Gailis.</i>
d'Esthonie	<i>G. Pegelmann.</i>
d'Arménie	<i>Haicuni.</i>
des Colons allemands du Volga	<i>G. Klinger.</i>
des peuples de l'Orient Russe	<i>Jalymoff.</i>
de la gauche française de Zimmerwald	<i>Henri Guilbeaux.</i>



*Proletaires de tous les pays, unissez-vous!*

## Vive le 1<sup>er</sup> Mai!

## Vive le Communisme!

### Aux travailleurs de tous les pays

CAMARADES!

Il y a juste 30 ans que fut proclamée la fête du 1<sup>er</sup> Mai. En 1889, au Congrès socialiste-international de Paris, au moment où naissait la deuxième Internationale, les ouvriers de tous les pays décidèrent de fêter le 1<sup>er</sup> Mai, comme jour de mobilisation des forces prolétariennes, comme jour de lutte, comme jour de la fraternité universelle et de la propagande socialiste. La journée de travail de 8 heures, l'action contre la guerre, la suppression des armées permanentes, tels étaient les mots d'ordre de la fête du 1<sup>er</sup> Mai voici 30 ans.

La bourgeoisie européenne attendit avec crainte la première fête du 1<sup>er</sup> Mai, en 1890. A Vienne, à Paris et dans toute une série d'autres capitales européennes la bourgeoisie prépara des régiments entiers, s'attendant à une révolte immédiate des ouvriers.

Depuis lors, la fête du 1<sup>er</sup> Mai devint le symbole de la solidarité prolétarienne, de l'unité fraternelle des ouvriers de toutes les nations. Des masses d'ouvriers et d'ouvrières toujours plus grandes participaient à la commémoration du 1<sup>er</sup> Mai.

Mais dans les partis socialistes officiels s'introduisaient toujours davantage des éléments hostiles à la masse du prolétariat. A la fin de son existence, la deuxième Internationale faisait de plus en plus perdre de sa couleur à la fête du 1<sup>er</sup> Mai. On donnait à la plus grande fête prolétarienne un caractère officiel. On en chassait l'âme. Certains chefs de la deuxième Internationale, vendus à la bourgeoisie, conseillèrent même tout simplement aux ouvriers de l'abandonner.

En 1914, quand commença le massacre impérialiste, ce vœu des chefs subornés se réalisa. Lorsqu'arriva le 1<sup>er</sup> Mai 1915 les traitres du socialisme, Allemands et Français, proposèrent à la classe ouvrière de renoncer à la fête du 1<sup>er</sup> Mai. La guerre „jusqu'au bout“, la guerre „jusqu'à la victoire finale“, tels étaient les mots d'ordre de ce jour. L'assassinat des ouvriers d'un pays par ceux d'un autre devait se poursuivre sans arrêt. Dans l'intérêt de la „défense nationale“, les ouvriers ne devaient pas interrompre leur travail un seul jour, une seule heure afin que, grâce à Dieu la production militaire c'est-à-dire celle des armes au moyen desquelles les ouvriers d'un pays exterminaient ceux d'un autre, ne pût se ralentir. Les partis socialistes officiels conclurent une „paix sociale“ avec la bourgeoisie. Rien ne devait troubler le bon accord entre les ouvriers et leurs patrons. Le 1<sup>er</sup> Mai devait être offert en holocauste à cette paix sociale.

Et la fête du 1<sup>er</sup> Mai du prolétariat se transforma en fête du 1<sup>er</sup> Mai de la bourgeoisie.

La bourgeoisie de tous les pays accueillit avec un rire satanique, avec une mauvaise satisfaction et force railleries, la renonciation des social-démocrates officiels à la commémoration du 1<sup>er</sup> Mai. Pour la bourgeoisie de tous les pays cette renonciation des ouvriers à leur fête universelle, à leur fête de la fraternité, à leur fête du travail et de la solidarité internationale, cette renonciation, pour la bourgeoisie de partout valait n'importe quelle victoire remportée sur les champs de bataille.

Quatre années ont passé depuis lors, quatre années longues, torturantes, au cours desquelles la bourgeoisie

a impitoyablement exterminé par le fer et par le feu la fleur de la classe ouvrière et ruiné tous les pays d'Europe. Maintenant s'achève le massacre impérialiste provoqué par la bourgeoisie. Les ouvriers de tous les pays peuvent compter leurs victimes. 30 millions de tués et, de mutilés, une dizaine de pays dévastés, des milliers d'affamés, de nouvelles dettes de guerre se chiffrant par milliards. Tel est le bilan de la guerre impérialiste. La guerre est terminée et la bourgeoisie des pays où elle reste debout, n'exige pas grand chose de la classe ouvrière. Qu'elle paye elle-même les pertes de la production causées par l'extermination de ces 25 millions d'ouvriers et de paysans. Payer par emprunts, verser de nouveaux impôts, parce que nous avons si brillamment remédié à la surpopulation de l'Europe. Ni plus, ni moins.

La deuxième Internationale a péri. Elle a signé sa propre condamnation à mort le 4 août 1914, quand les social-démocrates allemands et français avec une égale absence de pudeur, votèrent les crédits de guerre c'est-à-dire votèrent leur appui au massacre impérialiste.

Mais l'idée de l'Internationale est vivante. Jamais encore les ouvriers de tous les pays n'éprouvèrent un besoin si vif qu'en ce moment de s'unir internationalement.

Comme la terre crevassée après une longue et torride sécheresse, souhaite la pluie vivifiante, les ouvriers de tous les pays excédés par 4 années de guerre, livrés et trompés par leurs chefs, souhaitent l'union internationale les uns avec les autres.

Les forbans impérialistes s'efforcent de créer à Paris une Internationale Noire, appelée „Ligue des Nations“. Les ouvriers conscients du monde entier savent parfaitement que cette soi-disant Ligue des Nations n'est que la Ligue des détresseurs bourgeois pour l'oppression des nations, pour le partage du monde, pour l'assujétissement des ouvriers, pour l'écrasement de la révolution prolétarienne.

Et les traîtres du socialisme, les gens qui au nom du socialisme ont livré la classe ouvrière à la bourgeoisie et aux propriétaires tentent à leur tour de créer à Berne leur Internationale Jaune.

La résurrection du cadavre de la seconde Internationale n'a pas réussi. Les ouvriers révolutionnaires de tous les pays ont refusé de prendre part à la vile comédie de Berne. Ils n'ont pas envoyé leurs délégués à cette réunion qui se qualifiait internationale pour cette seule raison que les assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg s'y rencontraient avec les assassins des ouvriers français et anglais. Scheidemann et Albert Thomas, Branting et Henderson, Huysmans et Axelrod apparurent également comme les laquais de la bourgeoisie. L'Inter-

nationale de Berne n'est qu'une filiale de l'Internationale Noire de Paris.

Les Internationales Jaune et Noire s'efforcent de convaincre les ouvriers de tous les pays de renoncer à la fête du 1-er Mai ou de lui conférer un caractère officiel sacerdotal. A la Constituante réactionnaire allemande de Weimar la bande de Scheidemann avec l'appui de la prétraille et de la bourgeoisie noire a déjà décidé de transformer le 1-er Mai 1919 en une fête nationale et patriotique, c'est-à-dire *bourgeoise* et d'exiger ce jour-là, la restitution à l'Allemagne de ses colonies, etc.

Mais en 1919 s'est constituée l'Internationale Rouge, l'Internationale du Communisme. Notre Troisième Internationale réalise la camaraderie universelle des prolétaires qui se donneAt pour tâche de détrôner la bourgeoisie et d'installer la république internationale des Soviets. Notre Troisième Internationale Communiste prend en main l'organisation de la fête universelle du 1-er Mai.

*Ouvriers et ouvrières, soldats, matelots, paysans, vous tous, travailleurs!* L'Internationale Communiste vous appelle à prendre part à la grande fête prolétarienne du 1-er Mai.

*Proletaires!* Jetez un coup d'œil derrière vous. Nous laissons derrière nous des monceaux d'innombrables cadavres, ceux de nos frères tombés dans la plus sanglante et la plus malfaisante des guerres. Jetez un coup d'œil en avant! Que nous promettent les bourgeois esclavagistes s'ils restent au pouvoir? Ils ne nous promettent qu'une nouvelle guerre, de nouvelles cabales, des milliards de nouveaux impôts, la famine et l'esclavage sans fin.

Dans quelles circonstances accueillons-nous la première fête de Mai après la guerre impérialiste? Dans toute l'Europe les ruines fument, souffrant de la faim des milliers d'enfants de prolétaires s'étiolent. Nulle part il n'y a de pain, car pendant 4 années, les hommes au lieu de cultiver les terres s'égorgeaient les uns les autres selon les ordres d'un petit groupe de maîtres d'esclaves. Les villes sont désertes. Dans certains pays on a tué presque toute la population masculine. L'Europe est inondée de sang. Au nom de quoi? Maintenant, que se dissipe la fumée du chauvinisme et que l'on dresse le bilan de la guerre chaque homme voit au nom de quoi cette guerre était conduite. 4 ministres détresseurs de „grandes“ puissances impérialistes, dans le silence des cabinets, se cachant des peuples, partagent le monde, déchiquètent les populations, échangent des pays comme les bohémiens échangent des chevaux. Voilà pourquoi des milliers d'ouvriers et de paysans sont tombés, voilà pourquoi on a fait cette guerre, que les Judas qui s'intitulent socialistes ont glorifiée comme „libératrice“, „grande“, „civilisatrice“.

Mais des ruines du vieux monde naît le nouveau. Plus la bourgeoisie de tous les pays étouffa pendant la guerre le mouvement ouvrier, et plus forte jaillit maintenant la flamme révolutionnaire. La classe ouvrière prend sa revanche pour la torturante opération que la bourgeoisie accomplit sur elle en alliance avec les socialistes officiels qui l'ont vendue.

Le communisme est descendu dans la rue. La révolution communiste grandit sous nos yeux. République des Soviets en Russie, en Hongrie, en Bavière, tel est le bilan de la lutte du prolétariat pour ces derniers temps.

Toute l'Allemagne tressaille, tendue par la guerre civile. En Allemagne il ne reste pas une ville où la classe ouvrière ne se révolte contre le pouvoir de la bourgeoisie et des social-patriotes.

Dans la péninsule des Balkans, la lutte des classes bouillonne et se transforme en guerre civile. Si ce n'est aujourd'hui, c'est demain que le communisme remportera dans les Balkans une victoire complète.

En Autriche et en Bohême, les ouvriers se groupent sous la glorieuse bannière du communisme et le moment s'approche de la dernière lutte décisive.

En France de grandes manifestations ouvrières ont commencé. L'acquiescement de l'assassin de Jaurès a désillé les yeux des prolétaires français les plus arriérés.

En Italie la lutte bout et les communistes invitent le prolétariat à prendre la dictature.

En Angleterre les grèves ont acquis un caractère épidémique. Tantôt ici, tantôt là s'organisent des Soviets.

En Amérique la classe ouvrière descend dans la rue et s'apprête au combat décisif.

Au Japon, les mouvements ouvriers acquièrent de plus en plus un caractère de masses.

Dans les pays scandinaves, la lutte des classes commence à se transformer en guerre civile.

Dans les pays neutres tels que la Hollande et la Suisse des centaines de milliers d'ouvriers participaient dernièrement à des grèves politiques.

Les mains des prolétaires, des ouvriers se tendent vers les épées.

Il ne se passera pas une année que toute l'Europe n'appartienne aux Soviets. Les travailleurs de tous les pays ont compris que le moment décisif est venu.

Les Soviets: Avec eux tu vaincras! Ainsi parlent les travailleurs de tous les pays.

Les ouvriers passent avec mépris à côté des socialistes officiels, qui leur prêchent la „démocratie en général“, c'est-à-dire en fait la démocratie bourgeoise. Les ouvriers voient que dans tous les pays avancés la démocratie tant vantée n'est rien de plus que l'arbitraire, la dictature sans limite

d'une bande de malfaiteurs, banquiers et généraux. Les ouvriers s'aperçoivent que dans les démocraties bourgeoises les plus libres on assassine les chefs glorieux de la classe ouvrière, comme on a tué Liebknecht et Rosa Luxembourg dans la démocratie allemande. Les ouvriers constatent que la bourgeoisie de tous les pays par ses efforts réunis s'apprête à étouffer la révolution prolétarienne en Russie, en Bavière, en Hongrie, et la révolution prolétarienne naissante en Autriche et en Allemagne. Les ouvriers de tous les pays savent comment la bourgeoisie russe pendant toute une année s'est vendue tour à tour au monarque allemand, aux banquiers français, à la bourgeoisie japonaise. Les ouvriers savent que seule la dictature du prolétariat est capable de sauver l'humanité de l'horreur sanglante où l'a plongé la bourgeoisie de tous les pays. Les ouvriers savent que la dictature prolétarienne conduira à la victoire du socialisme.

Il n'y a pas de milieu: ou la dictature sanglante des bourreaux-généraux, égorgeant des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans au nom des intérêts d'une bande de banquiers, ou la dictature de la classe ouvrière, c'est-à-dire de la grande majorité de travailleurs désarmant la bourgeoisie, créant sa propre armée rouge et libérant le monde de l'esclavage.

**A bas l'autocratie des tsars et des rois!** Ce cri retentit en 1917 en Russie et son écho s'est répété par toute l'Europe. Les couronnes sont tombées des têtes de Nicolas Romanoff, de Wilhelm Hohenzollern, de Charles d'Autriche et d'autres bourreaux d'un plus grand ou d'un moindre calibre.

**A bas l'autocratie du capital!** Ce cri retentit maintenant, quand les ouvriers de la majorité des pays commencent une seconde révolution, quand ils se révoltent pour la seconde fois, quand ils se préparent à la dernière, à la décisive bataille.

**Journée de travail de 8 heures**—tel était par le passé le mot d'ordre de la fête du 1-er mai. Les républiques des Soviets ont déjà satisfait à cette revendication. Les ouvriers des pays où le pouvoir des Soviets a déjà vaincu mettent à l'ordre du jour la réalisation de la journée de travail de 6 heures.

**Contre le militarisme bourgeois**,—cette vieille revendication de l'ancien 1-er Mai conserve maintenant toute sa force et c'est en son nom que nous créons notre propre armée de classe, l'armée du travail, l'armée des pauvres, l'armée du socialisme. L'armée rouge, existe déjà en Russie, en Hongrie et en Autriche l'armée rouge existera bientôt dans le monde entier. L'armée rouge vaincra.

**A bas la guerre impérialiste!** s'écriaient les ouvriers du monde entier le jour du 1-er Mai. A bas leur guerre, à bas la guerre que les impérialistes de l'Entente veulent déclarer aux Soviets de Russie

et de Hongrie, dirons-nous maintenant. Vive la guerre civile, la seule guerre juste dans laquelle la classe opprimée combat contre les oppresseurs!

La dette d'honneur des ouvriers exige une intervention immédiate contre les Etats bourgeois qui veulent étouffer les républiques des Soviets nées ou naissant sous leurs yeux en Europe.

A bas les impérialistes français, à bas la bourgeoisie de l'Entente, à bas les malfaiteurs qui veulent envoyer leur armée en Russie pour restituer le pouvoir aux propriétaires, restaurer la monarchie, réinstaller la bourgeoisie!

*Travailleurs et soldats français, anglais, américains, italiens, serbes, roumains, polonais!* tournez vos baïonnettes contre votre propre bourgeoisie. Votre ennemi est dans votre propre pays. Insurgez-vous à l'arrière contre les gouvernements bourgeois. Qu'ils ne puissent même pas songer à vous donner le rôle de bourreaux et d'étrangers de la révolution russe et hongroise.

*Travailleurs et soldats allemands et autrichiens!* Tournez vos baïonnettes contre votre propre bourgeoisie et les social-démocrates qui la servent. Abrégez les douleurs de l'enfantement de la société communiste. Seuls vous pouvez sauver votre pays des souffrances de la faim et du chômage auxquelles les rois, les bourgeois et les généraux unis aux traitres „social-démocrates“ l'ont condamné.

*Travailleurs et soldats polonais, lithuaniens, esthoniens, finlandais!* Votre propre bourgeoisie et les impérialistes de l'Allemagne et de l'Entente vous excitent contre la grande république des Soviets russes. Rappelez-le vous: la grande république fédérative des Soviets de Russie unit tous les travailleurs sans distinction de nationalité. La bourgeoisie veut se servir de vos mains pour vous forger des chaînes. A la lutte! Dans la rue! le jour du Premier Mai, jurez de conquérir le pouvoir et la liberté dans chacun de vos pays.

*Ouvriers, paysans et soldats turcs!* Vous avez commencé la révolution, menez-la jusqu'au bout. Ne permettez pas à votre bourgeoisie de vous tromper. Edifiez des Soviets, créez votre armée rouge, tendez votre main à toutes les républiques des Soviets d'Europe.

L'assaut commence. L'incendie de la révolution prolétarienne se propage par toute l'Europe avec une force irrésistible, le moment approche qu'attendaient nos prédécesseurs et nos maîtres, que prévoyaient les génies fondateurs du socialisme scientifique: Marx, Engels. Ce dont rêvaient les meilleurs

hommes de l'humanité, devient une réalité. Notre drapeau rouge teint du sang des cœurs de générations entières, de grands lutteurs et de martyrs de la classe ouvrière, ce drapeau flotte dans le monde entier. Le glas de vos oppresseurs a sonné. Le 1-er Mai 1919 doit devenir le jour de l'attaque, le jour de la révolution prolétarienne dans toute l'Europe. Ce qui faisait trembler la bourgeoisie européenne il y a 30 ans se réalise maintenant.

#### NOS MOTS D'ORDRES:

Vive la dictature du prolétariat dans le monde entier!

Vive la république internationale des Soviets!

Tout pour la défense des républiques des Soviets russe, hongroise, bavaroise!

Vive l'armée rouge internationale!

Vive la Troisième Internationale!

Vive le Communisme!

Vive le Premier Mai Communiste!

Que dans les rues de toutes les capitales européennes, le 1-er Mai 1919, se montrent les bataillons nombreux de la garde rouge prolétarienne. Que partout où vivent et luttent les travailleurs ils descendent dans la rue le 1-er Mai; que dans chaque ville et dans chaque village la fête du 1-er Mai soit marquée par des démonstrations. Que retentissent impitoyablement aux oreilles de la bourgeoisie européenne les cris: A bas le capital, vive le communisme!

Que les travailleurs de tous les pays ne lâchent pas le fusil que la bourgeoisie a mis par force dans leurs mains en 1914. Armement des ouvriers, désarmement de la bourgeoisie, telle est la parole du jour.

Les luttes qui se sont produites jusqu'à présent en différents pays n'ont été que des rencontres d'avant-postes entre le travail et le capital. La grande bataille est imminente, la bataille décisive approche. Toute l'Europe retentit de la clameur des prolétaires mécontents et tendus vers la lutte. Des secousses sismiques se perçoivent en divers points de notre planète. Dans l'orage et dans la tempête, dans le sang et dans les larmes, dans la faim et dans la souffrance infinie un nouveau monde naît, le monde clair du communisme, de l'universelle fraternité des travailleurs.

En 1919 la grande Internationale Communiste est née. En 1920 naîtra la grande république internationale des Soviets.

## VIVE LE PREMIER MAI!

*Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.*

## HIER ET AUJOURD'HUI.

C'était hier le jour du grand mensonge,—le dernier jour de son règne.

Depuis l'antiquité, fil à fil, comme les araignées, les hommes tissaient laborieusement la toile solide de leur prudente vie bourgeoise, l'imprégnant toujours plus de mensonge et de cupidité. On considérait comme une vérité inattaquable ce cynique mensonge que l'homme doit se nourrir de la sueur et du sang de son prochain — et que les moyens de production — ses armes dans la lutte contre la nature — doivent servir contre l'homme de moyens d'oppression.

Et voici qu'hier nous arrivions par ce chemin jusqu'à la folie de la guerre européenne dont les pourpres lueurs de cauchemar éclairèrent tout-à-coup la nudité monstrueuse et totale du vieux mensonge commode,—et voici qu'à présent nous voyons le vieux monde ébranlé dans ses fondements, miné, ses ténébreux secrets sont mis à jour, et les aveugles mêmes, guéris, aperçoivent toute la hideur du passé.

Aujourd'hui,—le jour est venu de payer la terrible rançon du mensonge qui régnait hier.

La violence de l'éruption,—la patience des peuples étant à bout — a ruiné la vie gangrenée, et il n'est déjà plus possible de la rétablir dans ses formes anciennes. Mais tout le vieux monde est-il tué? Non. Mais il le sera demain.

Que de choses sont terribles, mais tout est naturel, intelligible. N'est-il pas naturel que les hommes, empoisonnés par l'âpre venin du pouvoir, par l'alcool et par la syphilis ne puissent pas être généreux? N'est-il pas naturel que les hommes volent — si le vol était hier la loi fondamentale? N'est-il pas naturel de tuer les gens par milliers, par centaines de mille après que nous avons été, pendant quatre ans, accoutumés à les tuer par millions? Ce qui fut semé hier ne pouvait pas ne pas croître aujourd'hui; le jour présent est cruel, mais ce n'est pas lui qui a engendré la cruauté. Le mal est créé par la force humaine, rien ne se produit hors de nous. On voit nettement parmi les ruines du passé tout ce par quoi le mal fut lié, cimenté, et tout ce qui se cachait dans l'âme des opprimés les excite aujourd'hui à opprimer. L'homme apparaît devant le miroir de l'histoire, nu comme un fauve, enflammé d'un tardif mais inutile désir de vengeance; et certes l'on peut dire beaucoup de mal de l'homme d'aujourd'hui.

Mais, le jour est trop clair,—et c'est pourquoi les ombres sont si noires. Il faut comprendre qu'aujourd'hui, dans la poussière, dans la boue, dans le chaos de la destruction la grande œuvre est déjà commencée, de la libération des hommes, hors des

toiles d'araignées, d'une solidité de fer, du passé, travail terrible et difficile comme les douleurs de l'enfantement; il faut sentir que le mal d'hier achève de vivre ses dernières heures avec les hommes d'hier...

Or ce sont les Russes qui vont au combat, pour le triomphe de la justice, à l'avant-garde des peuples du monde les guerriers les moins aguerris, les plus faibles—les Russes, gens d'un pays doublement arriéré au point de vue de l'économie et de la culture, gens que le passé tortura plus que les autres. Hier encore l'univers les considérait comme des demi-sauvages; et aujourd'hui, mourant presque de faim, ils vont vers la victoire ou vers la mort, ardents et braves comme de vieux combattants.

Tout homme qui croit sincèrement que l'invincible tendance de l'humanité vers la liberté, vers la vie simple et rationnelle n'est pas une inféconde chimère, mais une force parfaitement réelle, seule capable de créer de nouvelles formes de vie, que cette force est vraiment le levier grâce auquel on peut retourner le monde, tout honnête homme doit reconnaître la signification mondiale de ce que font aujourd'hui les plus probes révolutionnaires de Russie.

Ce qui s'accomplit en ce moment en Russie doit être compris comme une tentative géante de fonder dans la vie, de traduire en faits les grandes idées, les grandes paroles, créées, prononcées par les maîtres de l'humanité, par les sages de l'Europe. Hier la pensée socialiste de l'Europe apprenait au peuple russe à réfléchir; aujourd'hui le peuple russe travaille pour le triomphe de la pensée européenne.

Et si les probes révolutionnaires russes, peu nombreux, entourés d'ennemis, affamés, étaient vaincus, les conséquences de ce grand malheur peseraient lourdement sur les épaules de tous les révolutionnaires d'Europe, de toute la classe ouvrière.

Et pour cette catastrophe—si elle se produisait—tous ceux qui ne sentent pas, ne comprennent pas quelle lutte terrible mènent d'un jour à l'autre les ouvriers russes, payeraient de leur sang et de leur vie.

Le cœur droit ne défaille pas, la pensée scrupuleuse est étrangère à la séduction des compromis, la main honnête ne se lassera pas de travailler tant que battra le cœur,— et l'ouvrier russe croit que ses frères en esprit ne permettront pas d'étouffer la révolution en Russie, ne permettront pas de susciter à tout ce qui est blessé à mort, tout ce qui expire, disparaît, disparaîtra,—si les grandes tâches d'aujourd'hui sont comprises par la pensée révolutionnaire de l'Europe.

Maxime GORKY.

## La 3<sup>ème</sup> Internationale et sa place dans l'histoire.

Les internationalistes des pays de l'Entente bloquent la Russie, tendant à isoler la République des Soviets du monde capitaliste comme un foyer de contagion. Ceux qui se flattent du démocratisme de leurs institutions sont à ce point aveuglés par leur haine envers la République des Soviets qu'ils ne remarquent pas qu'ils se rendent eux-mêmes ridicules. Songez seulement que les pays les plus cultivés, les plus civilisés, les plus démocratiques, armés jusqu'aux dents, dominant au point de vue militaire, indiscutablement, la terre entière craignent comme le feu une contagion idéologique, venant d'un pays ruiné, affamé, arriéré et même à demi-sauvage selon leurs propres affirmations. Cette seule contradiction ouvre les yeux aux masses de tous les pays, et nous aide à démasquer l'hypocrisie des impérialistes Clémenceau, Lloyd George, Wilson et de leurs gouvernements.

Mais ce n'est pas cette haine aveugle des capitalistes envers les Soviets, ce sont encore leurs basses querelles entre eux qui nous aident en les incitant à se gêner les uns les autres. Ils ont conclu entre eux un véritable pacte tacite craignant plus que tout la diffusion d'informations exactes sur la République des Soviets en général et en particulier ses documents officiels. Pourtant l'organe de la bourgeoisie française *Le Temps* a publié des informations sur la fondation, en mars de la III<sup>ème</sup> Internationale Communiste.

Nous en remercions très respectueusement le plus important organe de la bourgeoisie française, le moniteur du chauvinisme et de l'impérialisme français. Nous sommes tout prêts à envoyer au *Temps* une adresse solennelle lui manifestant notre gratitude pour l'aide si réussie et si habile qu'il nous apporte.

Par la façon dont le *Temps* a composé ses informations en se basant sur notre radio, l'on voit clairement les motifs qui ont inspiré cet organe des coffre-forts. Il voulait donner un coup d'épingle à Wilson, une petite piqûre: «Regardez donc quels sont ceux avec qui vous voulez discuter». Les gens qui écrivent selon les commandes du coffre-fort ne s'aperçoivent pas que leur manière d'effrayer Wilson au

moyen du bolchévisme devient aux yeux des masses de travailleurs une réclame pour les bolchéviki. Encore une fois nous remercions très respectueusement l'organe des millionnaires français.

La fondation de la III<sup>ème</sup> Internationale s'est accomplie dans de telles circonstances que nulle prohibition, nulle mesquine et hypocrite embûche des impérialistes de l'Entente et des laquais du capitalisme, tels que Scheidemann en Allemagne et Renner en Autriche ne sauraient empêcher les nouvelles relatives à cette Internationale et à ceux qui sympathisent avec elle de se répandre dans la classe ouvrière du monde entier.

Ces circonstances sont créées par la révolution prolétarienne partout croissante, non de jour en jour, mais d'heure en heure. Ces circonstances sont créées par le mouvement des Soviets parmi les masses laborieuses, mouvement qui atteint déjà une telle force qu'il est devenu véritablement international.

La I<sup>ère</sup> Internationale (1864—1872) a posé le fondement de l'organisation universelle des travailleurs pour la préparation de leurs attaques révolutionnaires contre le capital.

La II<sup>ème</sup> Internationale (1872—1914) a été l'organisation des prolétaires de tous les pays se développant en largeur, ce qui ne fut pas sans entraîner un abaissement momentané du niveau révolutionnaire, un accroissement momentané de l'opportunisme qui devait amener à la fin des fins la faillite honteuse de l'Internationale.

La III<sup>ème</sup> Internationale se créa en fait en 1919 à Moscou, quand le processus de longues années de lutte contre l'opportunisme et le social-chauvinisme, surtout pendant la guerre, aboutit dans une série de pays, à l'organisation de partis communistes. Formellement, la III<sup>ème</sup> Internationale est fondée lors de son premier Congrès, en mars 1919, à Moscou. Le trait caractéristique de la III<sup>ème</sup> Internationale, la mission qu'elle doit accomplir, est d'introduire dans la vie les principes du marxisme, de réaliser les idéals séculaires du socialisme et du mouvement ouvrier — ce trait caractéristique de la III<sup>ème</sup> Internatio-

nale s'est nettement fait remarquer en ce que la nouvelle troisième « Association Internationale des Travailleurs » commence à *coïncider dès maintenant* dans une certaine mesure avec *l'union des Républiques socialistes des Soviets*.

La I-ère Internationale a posé le fondement de la lutte prolétarienne internationale pour le socialisme.

La II-ème Internationale a marqué la période de préparation du terrain pour une large diffusion du mouvement dans de nombreux pays.

La III-ème Internationale a recueilli les fruits des labeurs de la II-ème, a retranché ses mauvais éléments de bourgeoisie, de petite bourgeoisie opportuniste et social-chauviniste et a commencé à réaliser la dictature du prolétariat.

L'union internationale de partis dirigeant le mouvement révolutionnaire dans le monde, le mouvement du prolétariat vers l'abolition du joug du capital a maintenant une base d'une solidité sans précédent : plusieurs républiques de Soviets qui, à une échelle internationale, représentent dans la vie la dictature du prolétariat et sa victoire sur le capitalisme. La signification historique et mondiale de la III-ème Internationale Communiste consiste en ce qu'elle a conféré la vie au plus important mot d'ordre de Marx, au principe qui résume le bilan du développement séculaire du socialisme et du mouvement ouvrier, au mot d'ordre que définit la notion de dictature prolétarienne.

Cette géniale anticipation, cette géniale théorie devient réalité.

Cette parole latine est traduite maintenant dans toutes les langues populaires de l'Europe contemporaine et, mieux que cela dans toutes, les langues du monde.

Une nouvelle époque de l'histoire contemporaine commence.

L'humanité rejette la dernière forme de l'esclavage, celle du capitalisme et du salariat.

En se libérant de l'esclavage, l'humanité passe enfin à la véritable liberté. Comment est-il arrivé que le premier pays qui réalisa la dictature prolétarienne, organisa la République des Soviets, soit l'un des pays de l'Europe le plus arriéré? Nous ne nous trompons guère en disant que ce fut justement la contradiction entre la situation arriérée de la Russie et son « saut » vers une forme sincère de démocratisme, par-dessus la démocratie bourgeoise, vers la démocratie des

Soviets ou prolétarienne, que cette contradiction fut justement l'une des causes (outre le joug d'habitudes opportunistes et des préjugés philistins sur la plupart des chefs socialistes) qui rendit particulièrement difficile ou retarda, dans l'occident, la compréhension du rôle des Soviets.

Les masses ouvrières dans le monde entier saisissent d'instinct la signification des Soviets en tant que moyen de lutte du prolétariat et forme de l'état prolétarien. Mais les « chefs » corrompus par l'opportunisme continuèrent et continuent à adresser leurs prières à la démocratie bourgeoise en l'appelant « démocratie » tout court.

Est-il étonnant que la réalisation de la dictature prolétarienne ait révélé avant tout la « contradiction » entre la situation arriérée de la Russie et son « saut » par-dessus la démocratie bourgeoise? Il eut été étonnant que la réalisation d'une nouvelle forme de la démocratie nous soit donnée sans amener une série de contradictions.

N'importe quel marxiste et même n'importe quelle personne au courant de la science moderne en général, si vous lui posez la question: Le passage mesuré ou harmonieux et proportionné à la dictature prolétarienne est-il possible? répondra sans doute à cette question par la négative. Ni la mesure, ni l'harmonie, ni les justes proportions n'existent jamais dans le monde capitaliste et ne pouvaient y exister. Chaque pays faisait ressortir de façon particulière tel ou tel côté, tel ou tel trait ou groupement de traits propres au capitalisme et au mouvement ouvrier. Le processus du développement était inégal.

Quand la France accomplissait sa grande Révolution bourgeoise, éveillant à une nouvelle vie historique tout le continent européen, l'Angleterre se trouva à la tête de la coalition contre-révolutionnaire parce que son capitalisme était à ce moment beaucoup plus développé que celui de la France. Le mouvement anglais de cette époque fait pressentir bien des choses du futur marxisme.

Lorsque l'Angleterre donna au monde le premier mouvement de masses large, politiquement achevé, prolétarien, révolutionnaire, le chartisme, sur le continent européen il ne se passait dans la majorité des cas que de faibles révolutions bourgeoises tandis qu'en France éclatait la première grande guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie. La bourgeoisie a vaincu les différents contin-

gents nationaux du prolétariat séparément et différemment selon les divers pays.

L'Angleterre fournit le modèle du pays où, selon l'expression d'Engels, la bourgeoisie suscita, à côté d'une aristocratie embourgeoisée, une minorité gouvernante prolétarienne des plus embourgeoisées. Le pays le plus avancé apparut, en retard de quelques dizaines d'années au point de vue révolutionnaire de la lutte prolétarienne. La France semble avoir épuisé les forces du prolétariat en deux batailles héroïques qui ont donné énormément, au sens historique, à l'influence de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, en 1848 et 1871. L'hégémonie dans l'Internationale du mouvement ouvrier passa ensuite à l'Allemagne vers 1870, quand l'Allemagne était économiquement en retard sur l'Angleterre et la France et quand l'Allemagne rejoignait économiquement ces deux pays. Au cours de la deuxième dizaine d'années du vingtième siècle il se trouva à la tête du parti ouvrier marxiste et bourgeois d'Allemagne, un petit groupe de gredins avérés servis par la plus vénale canaille à la solde des capitalistes, de Scheidemann à Noske, de David à Legien, — les plus écœurants bourreaux des ouvriers au service de la monarchie et de la contre-révolution bourgeoise.

L'histoire universelle mène inflexiblement à la dictature du prolétariat, mais n'y va pas, loin de là, par des chemins trop aplanis, simples, droits.

Quand Kautsky était encore marxiste, avant d'être le renégat du marxisme qu'il est devenu au cours de sa lutte pour l'unité, avec Scheidemann et pour la démocratie bourgeoise contre celle des Soviets ou du prolétariat, il écrivait tout au début du vingtième siècle un article intitulé: «Les Slaves et la Révolution». Dans cet article il exposait les conditions historiques qui indiquaient la possibilité de la transmission, aux Slaves de l'hégémonie dans le mouvement révolutionnaire international.

Il en fut ainsi pour une fois — il va sans dire pour un temps très court — l'hégémonie du mouvement prolétarien international passa aux Russes comme elle appartient à diverses époques du dix-neuvième siècle aux Anglais, aux Français, puis aux Allemands.

Il m'est arrivé déjà de le dire plus d'une fois: en comparaison avec les pays avancés il est beaucoup plus facile aux Russes de commencer la Révolution prolétarienne, mais il leur sera beaucoup plus difficile de la con-

tinuer et de la conduire à bonne fin, à une victoire décisive dans le sens d'une organisation complète de la société socialiste.

Il nous a été beaucoup plus facile de commencer, d'abord parce que l'archaïsme politique de la monarchie tsariste, extraordinaire — pour l'Europe du vingtième siècle — provoqua de la part des masses un effort révolutionnaire exceptionnel. En second lieu la situation arriérée de la Russie unit d'une façon qui lui est propre la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie, à la révolution paysanne contre les propriétaires. Nous avons commencé par là en octobre 1917 et nous n'eussions pas vaincu si facilement si nous n'eussions pas commencé ainsi. Dès 1858 Marx indiquait en parlant de la Prusse la possibilité de faire coïncider la révolution prolétarienne avec la guerre des paysans. Les bolchéviki depuis le début de 1905 défendaient l'idée d'une dictature du prolétariat et des paysans révolutionnaire et démocratique. En troisième lieu la Révolution de 1905 a fait énormément pour l'éducation politique des masses ouvrières et paysannes, tant pour initier leur avant-garde au «dernier mot» du socialisme dans l'occident, que dans le sens de l'action révolutionnaire des masses. Sans cette «répétition générale» de 1905 la Révolution de 1917, bourgeoise en février, prolétarienne en octobre, n'eût pas été possible. En quatrième lieu, les conditions géographiques de la Russie lui ont permis d'avantage qu'aux autres pays de tenir en dépit du contre-poids des pays capitalistes avancés. En cinquième lieu, les relations particulières du prolétariat envers la classe paysanne permettaient un passage de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste, facilitaient l'influence des prolétaires de la ville sur les demi-prolétaires, sur les plus pauvres travailleurs des campagnes. En sixième lieu, la longue école des grèves, l'expérience du mouvement ouvrier des masses européennes facilitaient l'apparition dans des circonstances révolutionnaires profondes et promptement tendues d'une forme d'organisation prolétarienne aussi originale que les Soviets. Cette énumération naturellement n'est pas complète.

Mais on peut pour l'instant s'en tenir à elle.

La démocratie des Soviets ou prolétarienne est née en Russie. Si on la compare à la Commune de Paris, un second pas d'une importance historique universelle a été fait. La révolution prolétarienne et paysanne des Soviets apparaît dans le monde comme la

première république socialiste solide. Elle ne peut pas mourir comme nouveau type d'état. Elle n'est déjà plus seule.

Pour l'accomplissement du travail constructif du socialisme, pour qu'il soit mené à sa fin il faut encore beaucoup et beaucoup de choses. Les républiques des Soviets des pays plus cultivés où le prolétariat a un plus grand poids et une plus grande influence ont toutes les chances de rattraper la Russie dès qu'elles seront entrées dans la voie de la dictature prolétarienne.

La II-ème Internationale en faillite meurt maintenant et se décompose avant même d'être morte. Elle joue en fait le rôle d'un instrument de la bourgeoisie.

Ses plus grands chefs idéologiques, tel que Kautsky, vantent la démocratie bourgeoise, l'appellent démocratie «tout court», ou, ce qui est encore plus grossier et plus bête, démocratie «pure».

La démocratie bourgeoise a fini son temps comme la seconde Internationale, accomplissant un travail historique nécessaire et utile quand se trouvait à l'ordre du jour la préparation des masses dans le cadre de cette démocratie bourgeoise.

La République bourgeoise la plus démocratique ne fut jamais et ne pouvait être rien de plus qu'une machine à écraser les travailleurs au moyen du capital, qu'un moyen de gouvernement politique du capital, que la dictature de la bourgeoisie. La république démocratique bourgeoise a promis le pouvoir à la majorité, l'a proclamé, mais n'a jamais pu le réaliser tant que dura la propriété privée de la terre et des moyens de production. La liberté dans la république démocratique bourgeoise a été, pour un jour, la liberté des riches. Les prolétaires et les travailleurs des campagnes pouvaient et devaient s'en servir pour préparer leurs forces au renversement du capital, à la lutte victorieuse contre la démocratie bourgeoise, mais en fait, les masses laborieuses ne pouvaient généralement bénéficier de la démocratie dans l'ordre capitaliste. La démocratie des Soviets ou prolétarienne a créé dans le monde la première démocratie des masses des travailleurs, celle des ouvriers et des paysans pauvres. Il n'y eût jamais encore dans le monde entier un tel pouvoir gouvernemental de la majorité de la population, un tel pouvoir de fait de la majorité, que le pouvoir des Soviets.

Il supprime la «liberté» des exploités et de leurs agents, il leur enlève la «liberté»

d'exploiter, la «liberté» de s'enrichir par la faim des autres, la «liberté» de lutter pour le rétablissement de la domination du capital, la «liberté» d'alliance avec la bourgeoisie étrangère contre les ouvriers et les paysans de la patrie.

Que les Kautsky défendent ces «libertés» là. Il faut être pour cela un renégat du marxisme, un renégat du socialisme.

Le krach des chefs théoriques de la II-ème Internationale, tels que Helfferding et Kautsky, ne s'est jamais mieux montré que dans leur incapacité absolue de comprendre la signification de la démocratie des Soviets ou prolétarienne, son lien avec la Commune de Paris, sa place historique, sa nécessité comme forme de dictature prolétarienne. Dans le numéro 74 du journal «Freiheit» organe des socialistes indépendants, c'est-à-dire de la petite bourgeoisie social-démocrate allemande, on a publié le 11 février 1919 un appel au prolétariat révolutionnaire d'Allemagne.

Cet appel est signé de la direction du Parti et de tous ses représentants à l'Assemblée Nationale, à la Constituante Allemande.

Cet appel accuse Scheidemann de tendre à écarter les Soviets et propose — ne riez pas — de les accorder avec la Constituante, de leur donner certains droits au gouvernement, certaines places dans la constitution. Réconcilier, unir la dictature de la bourgeoisie avec la dictature du prolétariat, comme c'est simple, comme elle est géniale cette idée!

Il est seulement regrettable que l'aient expérimentée en Russie sous Kerensky, les mencheviki, socialiste-révolutionnaires, ces démocrates petits bourgeois qui s'intitulent socialistes.

Qui n'a compris en lisant Marx que dans la patrie capitaliste, à chaque moment de tension, à chaque collusion sérieuse des classes il n'y a de possible que la dictature du prolétariat ou celle de la bourgeoisie? Celui qui n'a pas compris cela n'a rien compris dans l'enseignement politique et économique de Marx.

Mais la géniale et philistine conception des Helfferding, des Kautsky et Cie d'unir la dictature bourgeoise à la dictature prolétarienne exige un examen approfondi, si l'on veut pénétrer les naïvetés économiques et politiques accumulées dans ce remarquable et comique message du 2 février. Mais nous devons remettre cet examen à un autre article.

N. LÉNINE

Moscou, 15 avril 1919.

# Les Perspectives de la Révolution prolétarienne

Le 4 mars 1919, à Moscou, la troisième Internationale est née. Il serait plus exact de dire que le nourrisson était venu au monde dès 1918. Au printemps de 1919, on l'a baptisé, on l'a inscrit sur le registre des naissances — au moment où il a déjà pris des forces et se tient debout. Lorsque en mai 1918, en Russie, le parti des bolchéviki, détenant le pouvoir changea de nom pour devenir le Parti Communiste Russe et quand, quelques mois plus tard, les spartakistes allemands, au si glorieux, passé adoptaient le nom de Parti Communiste allemand, il devint clair, pour tout révolutionnaire, que la troisième Internationale était née. En 1919, il ne nous restait qu'à sanctionner le fait accompli.

Ainsi donc les objections, il est vrai isolées, qui se résumaient à dire prématurée l'organisation de la III-ème Internationale, n'étaient pas fondées. Au Congrès de Moscou, au début de mars 1919, la Hongrie était représentée par un camarade qui avait assez longtemps vécu comme émigré en Russie et le parti communiste hongrois semblait à beaucoup d'entre nous n'être qu'un groupement assez peu nombreux; et pourtant deux semaines après notre congrès le parti des communistes hongrois était déjà au pouvoir et réunissait sous ses drapeaux toute la classe ouvrière du pays.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la troisième Internationale a pour assises trois républiques de Soviets — en Russie, en Hongrie, en Bavière. Mais personne ne s'étonnera si, au moment où paraîtra cet article, nous n'avons plus trois, mais six républiques de Soviets ou davantage. La vieille Europe roule à une vitesse vertigineuse à la rencontre de la révolution prolétarienne.

Et combien nous paraissent aujourd'hui naïves, enfantinement naïves, nos vives discussions d'il y a quelques trois ou quatre ans à peine. Quand, à l'automne de 1915, à Zimmerwald, le premier noyau international des communistes irréductibles (la gauche de Zimmerwald) proclama la nécessité d'une séparation d'organisation, d'une scission abso-

lue d'avec les social-patriotes, cela parut une insolence extraordinaire, une hérésie sans précédent. Quand la gauche de Zimmerwald défendit cette résolution, que tout le mouvement ouvrier contemporain doit se fractionner en trois tendances (social-chauvinistes, groupes du centre et communistes) on nous appela doctrinaires, sectaires et utopistes. Maintenant la scission est devenue un fait absolu. Maintenant chaque ouvrier comprend (seul «l'ex-homme» Kautsky ne le comprend pas), qu'on ne peut unir le parti de Liebknecht avec les assassins de Liebknecht, Scheidemann et Ebert. Le fétiche *unité* est brisé. Tout socialiste honnête comprend maintenant que seule doit nous être chère l'unité dirigée contre les socialistes transfuges, passés au camp de la bourgeoisie. Les divergences autrefois solutionnées dans les cadres d'un seul parti, sont maintenant descendues dans la rue et se décident sur les barricades avec le concours efficace des mitrailleuses et des canons. Nous voyons maintenant à l'œuvre les trois courants indiqués; sur les immenses écrans du monde. La politique de ces trois tendances passe maintenant devant les yeux de millions d'ouvriers. Et le nombre d'ouvriers confiants dans les deux premiers courants diminue rapidement. Les masses de ceux qui se groupent autour de la troisième tendance (communiste), la seule restée fidèle aux intérêts de la classe ouvrière, s'accroissent avec une rapidité vertigineuse.

Ce qui déconcerte dans la position de notre adversaire le plus fort — le «Centre» — c'est sa totale impuissance idéologique.

Poursuivre dans ces colonnes une discussion d'idées avec la première tendance, c'est-à-dire avec les Scheldemann de tous les pays, serait chose superflue. Ici nous avons affaire à un ennemi de classe conscient qui, sous le drapeau de la «social-démocratie» développe des idées tout à fait bourgeoises. Ici l'arme de la critique sur tout le front doit être remplacée au moyen de *la critique par les armes*. Notre mot d'ordre, à l'égard des social-démocrates blancs, c'est la parole de Lassalle :

«Prendre l'ennemi à la gorge et mettre le genou sur sa poitrine!»

Mais voici la deuxième tendance («Centre») dont Kautsky est le chef idéologique.

On lutte encore avec lui au moyen des idées. Feue Rosa Luxembourg disait déjà en 1910 que s'il vaut encore la peine de discuter avec le révisionnisme ce n'est qu'avec le révisionnisme dans sa forme hétérodoxe, genre Kautsky.

Une totale absence de perspectives, une inconcevable liquéfaction, la pauvreté spirituelle, l'absence lamentable de pensée, la peur infinie des idées, voilà les traits qui caractérisent la position du «Centre».

Les adeptes du «Centre» continuent à insister sur les idées de «démocratie en général», sur la conservation des anciennes subdivisions de notre programme en programmes minimum et maximum. Au premier regard superficiel les adeptes du «Centre» restent, au moins formellement, fidèles au vieux programme socialiste. Au fond, leur position dissimule l'abandon total du socialisme.

Supposons en effet que l'opinion de Kautsky et de ses élèves soit vraie. Supposons une minute, bien que ce soit absolument faux, que pour un proche avenir le mouvement d'émancipation en Europe tienne dans les cadres de la «démocratie», c'est à dire de la démocratie bourgeoise. Cela voudra dire que la première partie du programme de la social-démocratie européenne, le programme minimum, a reçu sa confirmation.

Quelle obligation en découlerait pour les hommes restés fidèles au socialisme? Evidemment celle de mettre désormais au premier plan le programme maximum, en d'autres termes, celui de la réalisation du socialisme. Si la bourgeoisie a faibli au point de céder et de consentir à réaliser la «démocratie», le devoir du socialiste, à ce moment précis, c'est d'aller plus avant et de faire ressortir ce qui le *distingue* de la démocratie bourgeoise.

Les adeptes du «Centre» font le contraire. Précisément à cet instant historique ils mettent en poche le programme minimum et guerroyent justement contre ceux des défenseurs de la classe ouvrière qui placent à l'ordre du jour la lutte pour le socialisme par tous les moyens.

Examinez avec attention les «théories» développées par Kautsky et par ses amis à la fameuse conférence de Berne de la II<sup>ème</sup> Internationale, au début de l'année 1919. On ne peut se représenter une plus grande timidité idéologique.

Kautsky et ses amis ont lapidé les communistes, demandé la mise en accusation et la condamnation des bolchéviki. Admettons qu'en fait les ouvriers n'aient pas d'ennemis plus dangereux que les communistes. Admettons que le plus grand obstacle à la conquête du socialisme par le prolétariat soit constitué par les bolchéviki. Admettons-le; mais en quoi consiste le programme propre à ces Messieurs du groupe Kautsky? Comment se représentent-ils la réalisation du socialisme?

Kautsky ne veut pas le «socialisme de la pauvreté». Il ne veut pas que la classe ouvrière prenne le pouvoir en mains au moment où les forces productrices de presque tous les pays sont brisées, où la guerre vient d'amener presque toute l'Europe à une famine sans analogue.

A quoi bon insister? Il est bien difficile à la classe ouvrière d'instaurer le socialisme dans les conditions auxquelles la bourgeoisie et sa valetaille de social-patriotes ont conduit l'Europe. Mais quel autre chemin y a-t-il, selon Kautsky?

Attendre?

Jusqu'à quand? Jusqu'à ce que les Etats les plus importants de l'Europe se soient remis des suites de la guerre, jusqu'à ce que la bourgeoisie ait restauré l'économie, jusqu'à ce que la production soit de nouveau prospère? Mais quelle garantie Kautsky possède-t-il de ce qu'à ce moment la bourgeoisie ne nous jettera pas dans une autre boucherie plus sanglante encore? Et surtout, où est la garantie, pour Kautsky, de ce qu'en *conservant la propriété privée la bourgeoisie sera en état* de reconstituer les forces productrices qu'elle même a si aprement, si sauvagement détruites?

Ou bien prenez la question des Soviets. On peut haïr les Soviets comme les haïssent en effet la bourgeoisie et ses serviteurs, qui y voient justement une menace pour la domination du capital. On peut les considérer avec une chaude sympathie comme c'est le cas pour tout ce qui est honnête et noble dans le mouvement ouvrier de tous les pays. Mais rester neutre, ni chaud ni froid, à l'égard des Soviets, aucun politique qui se respecte ne le peut. Biaisé, éluder, équivoquer à l'égard des Soviets est complètement indigne. Chacun voit que «Soviet» est un mot nouveau, prononcé par des millions d'ouvriers après la guerre. On ne peut être que *pour* ou *contre*. Et pourtant le «Centre» Kautsky et Cie, à la Conférence de Berne et dans toute sa propagande, fait semblant de ne pas remarquer

le problème du pouvoir des Soviets. Dans les meilleurs cas, des «audacieux» tels que Helfferding et ses amis s'efforcent d'unir par un mariage légal l'idée réactionnaire bourgeoise d'une constituante à l'idée des Soviets révolutionnaires prolétariens. La Conférence de la II-ème Internationale de Berne, sur laquelle planait l'esprit de Kautsky a timidement tourné la question des Soviets. Ce faisant elle s'est elle-même accordé un certificat de stupéfiante indifférence idéologique.

Nous avons supposé plus haut que le mouvement révolutionnaire en Europe pourrait se borner à la victoire de la démocratie. Nous avons dit que, dans ce cas, renoncer à réaliser par tous les moyens le programme maximum, c'est-à-dire la lutte par tous les moyens pour le socialisme, serait criminel. Mais cette supposition ne correspond pas du tout aux faits. A l'heure actuelle il n'est que trop évident que le mouvement, en Europe, se développe au contraire beaucoup plus rapidement que ne l'espéraient les plus grands optimistes, au Congrès de la III-ème Internationale, à Moscou. L'incendie de la guerre civile embrase toute l'Europe. Quand la bourgeoisie hongroise démissionna, ce ne fut pas un fait local. Ce fut un signe des temps des plus caractéristiques. Au sens historique toute la bourgeoisie européenne commence à abdiquer. La victoire du communisme dans toute l'Allemagne est complètement inévitable. Il subira encore, dans un avenir rapproché, des défaites partielles. Il arrivera peut-être çà et là que la couleur noire puisse vaincre pour un temps la couleur rouge. Mais la victoire définitive n'en restera pas moins à la couleur rouge. Et cela au cours des mois prochains, peut-être même au cours des semaines qui viennent. Le mouvement s'étend avec une telle rapidité que l'on peut dire avec assurance que dans un an nous commencerons déjà d'oublier qu'il a fallu lutter pour le communisme en Europe, — car dans un an toute l'Europe sera communiste. Et la lutte pour le communisme se transporterà déjà en Amérique, peut-être en Asie et dans les autres parties du monde.

Au point de vue géographique la révolution prolétarienne évolue de l'orient à l'occident. Cette marche de la révolution prolétarienne s'observe maintenant d'une façon tout à fait nette. La première victoire des communistes s'est produite en Russie. La principale cause en est que la bourgeoisie russe était plus faible, moins organisée que

celle des autres pays. L'une des colonnes actualisées de la contre-révolution russe, Pierre Struve, qui fut autrefois un socialiste, a dit dans une de ses œuvres: «plus on va vers l'orient, plus la bourgeoisie s'avilit». Nous pourrions aujourd'hui ajouter: plus elle est vile et *plus elle est faible*. C'est pourquoi la première, la classe ouvrière russe a pu accomplir la tâche devant laquelle se trouvent maintenant les ouvriers du monde entier.

La bourgeoisie allemande et autrichienne comme celle de tous les pays vaincus expire sous nos yeux et, en fait, se débat déjà dans les affres de l'agonie. Mais celle des pays victorieux aussi, celle de l'Entente, sent nettement approcher vers sa gorge la main osseuse de la mort. Un des grands journaux de la bourgeoisie parisienne écrivait il n'y a pas longtemps: «gens singuliers, ces Messieurs les ministres du Conseil des quatre; ils font la paix, ils se préoccupent de partager proprement la péninsule Balkanique, la Russie et d'autres sphères d'influence; mais ils ne remarquent pas qu'ils sont eux-mêmes déjà entourés du cercle de feu du bolchévisme et qu'ils perdent leurs propres pays».

Ce qui est vrai est vrai!

Une partie des impérialistes de l'Entente se rend nettement compte du danger. L'autre se croit plus solide. De là tout le désaccord entre eux.

Pourquoi la bourgeoisie française et italienne apparaît-elle en ce moment comme la plus belliqueuse? Parce que la révolution sociale est plus mûre que partout ailleurs en France et en Italie. Parce que les capitalistes français et italiens n'ont presque plus rien à perdre. Il ne leur reste qu'une issue: aller au devant, déclarer la guerre à la Russie et à la Hongrie. Ils s'efforcent de pousser l'Allemagne contre la Russie, en un mot d'agir par la «chirurgie».

Pourquoi les impérialistes d'Angleterre et d'Amérique penchent-ils (ou penchèrent tout au moins un moment) vers de plus pacifiques solutions de la question dite «russe», mais qui est en réalité une question universelle, celle pour le capitalisme d'être ou de ne pas être? Parce que la situation de la bourgeoisie en Angleterre et en Amérique est comparativement plus stable. Parce que les vagues du mouvement prolétarien n'ont pas encore, dans ces pays, ébranlé les assises du capitalisme comme en France et en Italie.

Voici pourquoi une partie des impérialistes de l'Entente espère encore se tirer d'affaire,

éviter sa destinée. D'ici deux lignes de conduite dans le camp des vainqueurs. Tous voudraient également égorger la révolution socialiste en Russie et, plus généralement, en Europe. Mais certains d'entre eux, peut-on dire, veulent et ne veulent pas...

À la fin de ses jours la bourgeoisie traversant sa période de décadence, de décomposition, doit produire une sorte de Hamlets, de découragés. La bourgeoisie réactionnaire de l'Europe a eu ses sabreurs — Gallifet, Clémenceau. Elle apprend maintenant à connaître d'autres figures de «chefs», qui n'ont point foi en eux-mêmes, de «chefs» qui, au sens historique du mot, ont abdiqué. *Facies hypocratica* — voilà ce que l'on voudrait dire même de la partie la plus saine de la bourgeoisie européenne, après avoir fixé son visage cadavérique...

Comment se dénouera la crise dans un avenir immédiat, nul ne peut le prévoir. Nul ne le sait même parmi quatre «puissants» arbitres des destinées de l'humanité qui ont formé à Paris le Conseil de Quatre. Qui vaincra, Clémenceau ou Wilson? Les impérialistes de l'Entente se résoudront-ils à une guerre ouverte contre la Russie?

L'organe officieux du gouvernement français *le Temps* (N° 21047) dans son éditorial intitulé la «Défense de la Paix» écrivait dernièrement:

«La société des nations et le gouvernement bolchéviste sont deux institutions qui ne peuvent pas vivre ensemble. Qui veut une paix qui dure? Qu'on occupe Pétrograd.»

C'est assez éloquent.

Nos ennemis tenteront-ils de réaliser ce programme même après Odessa? On ne peut le dire à cet instant. Au point de vue des destinées de la révolution prolétarienne dans son entier cela n'a pas d'importance décisive.

Il peut arriver qu'en Amérique le capitalisme continue son existence pendant quelques années à côté de l'Europe communiste.

Il peut même arriver qu'en Angleterre le capitalisme vive quelques années à côté du communisme triomphant sur tout le continent. Mais une telle coexistence ne peut pas se prolonger. Nous servant des propres termes de l'organe de la bourgeoisie française nous pouvons dire: l'Amérique capitaliste et l'Europe communiste ne peuvent pas vivre ensemble. Tout au moins, est-ce impossible pour un temps quelque peu prolongé. Mais pour une époque de transition de telles perspectives sont possibles.

En tout cas le sort en est jeté. L'attaque contre les remparts du capitalisme a commencé. Et elle finira par notre victoire. Nous entendons déjà les craquements des édifices de la vieille Europe capitaliste prêts à s'effondrer. La révolution prolétarienne ira triomphalement de pays en pays. Avec ses bottes de sept lieues il lui arrivera de franchir à la fois, une, deux frontières ou plus. Des dizaines de millions de travailleurs prennent la revanche de l'avalissement qu'ils subirent pendant quatre années de folle boucherie impérialiste.

La classe ouvrière ne peut plus prendre le pouvoir prématurément. Ainsi écrivait Kautsky, il y a dix ans à l'époque où il était socialiste. Avec raison, dirons-nous à présent. La classe ouvrière ne peut plus proclamer trop tôt sa dictature. Les conditions ont mûri pour le socialisme. La dictature du prolétariat est à l'ordre du jour dans tout le monde civilisé. Tous nos échecs actuels nous apparaitront dans quelques mois insignifiants en comparaison des grandes victoires que nous remporterons pendant ce laps de temps. Nul édifice n'est plus solide que celui de la III-ème Internationale, dont les fondements ont été posés à Moscou en mars 1919. Sous les drapeaux de la III-ème Internationale la classe ouvrière vaincra dans le monde entier.

G. ZINOVIEV



# La révolution prolétarienne en Hongrie

Cinq mois se sont à peine écoulés depuis l'écroulement de la monarchie austro-hongroise, et, sous l'influence de la situation économique du pays, étant donnée l'incapacité totale des classes dirigeantes à mener dorénavant les affaires de l'état, le prolétariat hongrois a dû jeter à bas l'appareil de gouvernement bourgeois et établir à la place d'une démocratie bourgeoise la deuxième république des Soviets de l'Europe. Il fallait s'attendre à ce que l'irrésistible développement de la révolution en Hongrie, amenât des réformes prolétariennes et cependant l'étonnement de tous a été grand devant ce fait que la bourgeoisie a reconnu son incapacité à diriger davantage l'organisme social et l'état, si bien que la dictature du prolétariat a été atteinte en Hongrie presque avec l'approbation de la bourgeoisie, sans effusion de sang. Et la question se pose: quelles sont les causes de cette transformation presque pacifique? Et ensuite, peut-on craindre pour l'avenir une contre-révolution?

Lorsque en octobre 1918, atteignant la limite de sa millénaire agonie, la monarchie austro-hongroise s'écroula, en Hongrie s'engagea une lutte sans merci entre les classes possédantes et le prolétariat des villes et des campagnes. Les fabriques transformées pendant la guerre en prisons devinrent aussitôt les avant-postes des ouvriers révoltés contre leurs exploiters. Le prolétariat des campagnes marcha les armes à la main contre les propriétaires, et les prolétaires armés revenus du front menacèrent d'en finir à jamais avec tout gouvernement de classe. Ouvriers et soldats organisèrent partout leurs Soviets; dans les rues on arracha aux officiers leurs insignes. La révolution adoptait de suite des formes prolétariennes, le prolétariat la conduisait, l'accomplissait. En fait tout le pouvoir se trouvait déjà entre les mains du prolétariat et de la pauvreté paysanne. L'oligarchie des propriétaires depuis longtemps déjà ne gouvernait qu'avec le concours de la force. Depuis longtemps elle entravait le développement économique du pays; pauvre de capitaux elle ne pouvait entreprendre une culture rationnelle de la terre et sur le marché mondial les céréales de l'étranger la concurrençaient toujours plus avantageusement. Au moyen de droits d'entrée sur le blé, au moyen d'ordonnances de vétérinaire arbitrairement interprétées, elle s'assurait une rente augmentant

de plus en plus le coût de la vie pour la population laborieuse.

L'aristocratie liée avec elle exploitait cependant d'une façon éhontée le prolétariat industriel. On sait comment ce double règne conduisit à la guerre impérialiste de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie et aux annexions de la Bosnie-Herzégovine et de l'Albanie. A la chute de l'impérialisme, le pouvoir apparent des propriétaires se révéla tellement impuissant que tous ces représentants, partis et politiciens disparurent des fondements politiques de la Hongrie presque sans laisser de traces. Les classes dominantes sont entraînées à l'abîme par des lois économiques: poursuivant leurs intérêts immédiats, elles travaillent à leur propre ruine. En même temps que s'écroulait l'oligarchie des propriétaires, s'écroula l'édifice artificiel de l'impérialisme particulier de la Hongrie. Les peuples opprimés et asservis par l'oligarchie hongroise s'affranchirent et s'unirent à leurs frères de race de l'autre côté des anciens frontières de la Hongrie. Le domaine économique soumis au gouvernement austro-hongrois s'émita en parties correspondant à des peuples différents. Et la Hongrie agricole, pas viable, resta seule, isolée des sources de matières brutes, de houille, etc. La bourgeoisie hongroise demeura désarmée devant la bourgeoisie étrangère fortifiée et animée d'un nouvel esprit impérialiste. Seule, la classe qui ne comprend pas sa propre économie et l'ordre social, qui s'efforce au contraire de tout son pouvoir de masquer les lois de cet ordre et qui en vue d'avantages momentanés met ainsi en jeu toute son existence — comme nous le montre tout le développement de l'impérialisme — seule, la bourgeoisie pouvait imaginer qu'après la chute de l'oligarchie propriétaire s'instituerait une autre forme de la domination bourgeoise, celle de la bourgeoisie industrielle et commerciale. La bourgeoisie elle-même faisait opposition. Dès le moment où s'étaient accusés les antagonismes de classes auxquels l'impérialisme amenait la Hongrie comme les autres pays, toute la bourgeoisie unanimement se groupa autour de l'oligarchie gouvernante; si en Hongrie les propriétaires mettaient moins d'obstacles à l'organisation du prolétariat industriel qu'à celle du prolétariat des campagnes, ce qui produisait assez souvent chez la bourgeoisie industrielle un désir de gouverner seule,

cette condescendance envers les associations professionnelles prolétariennes disparaissait peu à peu dans le cours du développement de l'impérialisme et la bourgeoisie presque entière se concentrait dans un seul camp hostile au prolétariat. Au cours de la guerre elle ne chercha que des bénéfices de guerre et les milliards qu'elle devait enfouir. L'effondrement de toutes ces splendeurs la surprit tout à fait au dépourvu, désorganisée. Hier, encore toute puissante, retenant les ouvriers d'une armée de millions d'hommes, elle se révélait aujourd'hui impuissante. Politiquement impuissante, économiquement tout à fait désorganisée, et privée sous la pression de l'impérialisme des états voisins, du moindre espoir de recouvrer ses forces. De la sorte, à la chute de la monarchie, le prolétariat industriel apparut la seule classe qui comme organisée et éduquée dans la lutte des classes par une sévère discipline de parti reçut en mains tout le pouvoir. Les prolétaires et les paysans pauvres revenus du front, la pauvreté paysanne dans les campagnes purent ainsi briser sous la direction du prolétariat industriel la domination bourgeoise et instituèrent sur les bases de la dictature prolétarienne, la république des Soviets.

Mais justement cette sévère discipline fut un obstacle à la tactique qu'il aurait convenu d'appliquer. Les chefs social-patriotes trahirent la classe ouvrière de Hongrie et la livrèrent. Les actes révolutionnaires par lesquels le prolétariat avait justement apprécié la situation et sous l'influence de l'agitation, alors faible encore, du groupe communiste, se mit à exproprier immédiatement les fabriques, chassa les actionnaires et les directeurs, les remplaçant par des hommes de confiance pris parmi les ouvriers, — ces actes étaient blâmés par la social-démocratie comme des manifestations inorganisées. — créant une nouvelle classe de capitalistes à la place de l'ancienne; quant à la chute de la monarchie on l'a chantait comme une «victoire» de la classe ouvrière et les ouvriers étaient invités à défendre l'ordre. Les ouvriers se laissèrent désarmer, ils permirent l'organisation au moyen d'officiers, de policiers, de gendarmes de l'ancien régime, de bourgeois ruinés pendant la guerre et de va-nu-pieds d'une garde blanche, avec le concours de laquelle on désarma les soldats revenant du front.

Ils voyaient avec indifférence fusiller à coup de mitrailleuse ou torturer — on leur brûlait la plante des pieds au moyen de pointes rougies au feu — des centaines de révoltés appartenant à la pauvreté paysanne.

Ainsi la social-démocratie se précipitait au secours de la bourgeoisie se transformant toujours en «police du parti de l'ordre». La bourgeoisie com-

prit bientôt quel concours lui apportait la social-démocratie et honora ses leaders comme des politiques réalistes des plus perspicaces qui «malgré leurs positions de principe d'antagonistes» de la société capitaliste, sont assez «raisonnables» pour ne pas poursuivre des utopies; et la bourgeoisie se pénétra toujours plus de son rêve de gouverner enfin sans partage.

Il arriva que tout le monde devint social-démocrate, depuis l'officier de l'armée active jusqu'au dernier policier et au marchand de la rue, tous devinrent des «camarades». Le parti social-démocrate fut submergé par des éléments petit-bourgeois qui le rendirent de plus en plus contre-révolutionnaire, de moins en moins apte à répondre aux exigences prolétariennes. Ainsi dans toutes les questions d'actualité, le parti social-démocrate — défendit le point de vue bourgeois, justifia naturellement par une phraseologie prolétarienne.

Ainsi grâce au concours du parti, «prolétarien» social-démocrate, se créait une démocratie radicale — dont le caractère embrouillé et petit-bourgeois se manifesta déjà par le nom qu'elle adopta «république populaire de Hongrie», comme si, à l'époque de l'impérialisme, quand les antagonismes de classe atteignent le degré le plus aigu, il existait encore un «peuple» formant un tout unique. Ce ne fut possible que parce que la chute de l'impérialisme en Autriche et Hongrie créa de nouveau une situation où les classes se trouvaient en équilibre et où le gouvernement acquérait une existence relativement autonome. La bourgeoisie étant condamnée à l'impuissance et le malheur du prolétariat étant que ses forces étaient paralysées par ses propres chefs, la petite bourgeoisie s'empara de l'état. Et comme toujours quand elle règne, les partis gouvernaient sans aucune plate-forme, sans comprendre nettement la situation, balancés en avant et en arrière entre la bourgeoisie, désireuse de prendre le gouvernement et le prolétariat qui restait trop fort, trop conscient, même aveuglé par la social-démocratie, pour céder aux tendances de la bourgeoisie. Il est vrai que le prolétariat se laissa convaincre que le moment n'était pas encore venu d'organiser l'état prolétarien. Mais il ne pouvait pas et ne voulait pas renoncer aux revendications économiques en même temps qu'à ses revendications politiques. Les phrases sentimentales dont la bourgeoisie le louait dissimulaient mal la haine et la colère avec lesquelles elle s'efforçait de convaincre le prolétariat, présentant toujours de nouvelles exigences, que l'économie capitaliste désorganisée n'était pas en état d'y répondre. La bourgeoisie dut voir avec une méfiance croissante le prolétariat paysan s'unir au prolétariat industriel exigeant l'expropriation

des gros propriétaires terriens; et elle invita vainement à la création d'une armée disciplinée et à la lutte résolue de l'état contre les «perturbateurs de l'ordre» qui ne se contentant pas des phrases de la démocratie bourgeoise présentaient hardiment les revendications prolétariennes au soviét, dans les réunions des fabriques, dans les mines, dans les campagnes.

Enfin la bourgeoisie se résolut à une résistance passive; les fabriques commencèrent à se fermer — et on eut pour cela un bon prétexte dans ce fait que les meilleures mines de charbon étaient occupées par les nouveaux états nationaux voisins. La bourgeoisie céda le pouvoir aux partis petit-bourgeois qui, groupés autour de la social-démocratie, suivaient maintenant une politique de phrases assez personnelle, politique incapable d'empêcher la bourgeoisie de réunir des forces dans le camp de la contre-révolution, et d'empêcher le prolétariat de présenter chaque jour de nouvelles revendications à ses propres «chefs», aux ministres «social-démocrates» précheurs de modération.

Cette période fut celle du groupement des forces. La bourgeoisie réunissait les siennes pour la contre-révolution, le prolétariat — représenté à ce moment par le parti communiste s'affermir et prit conscience de sa propre puissance. Cependant gouvernaient les partis de politique petite bourgeoise et social-démocrate. Nous eûmes même un bonapartisme caricatural incarné par le comte Karroli, qui ne put devenir un Napoléon hongrois pour cette seule raison que la Hongrie avait perdu à la guerre son armée en même temps que son honneur national et que les soldats étaient trop hostilement disposés envers leurs officiers pour fournir un appui au bonapartisme. Tout de même l'élévation de Karroli à la présidence de la république fut une tentative de placer un arbitre au-dessus des classes.

Le jeu des politiciens petit-bourgeois devait laisser toutes les questions pendantes, sans solution, parce que dans les cadres de la politique petit-bourgeoise elles n'en comportaient pas. Le vacarme élevé autour de chaque entreprise de compromis ne dissuadait de son insuffisance ni la bourgeoisie, ni le prolétariat. Le vacarme est toujours un signe de faiblesse et il était clair que le pouvoir de la firme petite-bourgeoise social-démocrate devrait bientôt céder la place à la contre-révolution bourgeoise ou au développement ultérieur de la révolution prolétarienne.

Ce fut la social-démocratie qui parmi les partis petit-bourgeois le comprit la première. D'abord elle se mit ardemment du côté de la contre-révolution; elle jeta en prison le chef du parti communiste qui luttait pour une révolution toute proléta-

rienne; elle écarta impitoyablement tous ceux qui se pronçaient en faveur de la dictature du prolétariat ou du système des soviets, elle fit assisila par dizaine les mineurs de Salgotartan et prépara les élections de la Constituante. Mais de la sorte ces leaders conservateurs ne faisaient que hâter la crise entre la droite et la gauche. Cette dernière en arrivait inévitablement à reconnaître le système des soviets et à revendiquer la dictature prolétarienne.

La contre-révolution dura trop peu de temps. Le pouvoir gouvernemental, étant donné l'équilibre des deux partis appelés à décider — grosse bourgeoisie et prolétariat, tombé entre les mains du parti de la petite bourgeoisie n'était qu'une autorité complètement ruinée en faillite, privée de presque tous les attributs réels du pouvoir. Les finances, dans la situation la plus désespérée, l'armée — émiettée, désorganisée, sans espoir, la bureaucratie faisant du sabotage, la police et la gendarmerie «social-démocrates» indociles, — et alentour, soutenues par l'Entente, les petits états impérialistes nationaux, dont le voisinage condamnait à l'impuissance économique et à la cessation de la production: un pareil gouvernement ne pouvait constituer un appui pour la contre-révolution. Chaque tentative d'assurer à la bourgeoisie l'exploitation de ce qui restait de la Hongrie devait se briser contre les calculs de conquête de l'Entente et des états voisins qu'elle protégeait, et l'impuissance économique de la bourgeoisie entraînait une totale banqueroute politique. Après une courte domination de la petite bourgeoisie et bien des tentatives de calmer par des discours sentimentaux le prolétariat industriel et rural, ces partis comprirent leur incapacité absolue, durent renoncer à leur tâche et transmettre le pouvoir au prolétariat. Au prolétariat et non à la bourgeoisie parce que celle-ci était trop évidemment vaincue, anéantie, condamnée à la mort économique et politique. Le prolétariat s'empara de l'état et, proclamant sa dictature, transformant la démocratie purement bourgeoise en démocratie prolétarienne, — en république des soviets.

Le radio-télégramme, par lequel le commissaire des affaires étrangères, Bela-Kun, en informait le prolétariat du monde entier, souligne que la politique impérialiste de l'Entente qui voulait livrer la Hongrie à l'oligarchie roumaine, hâta les événements. Sans doute, la politique de l'Entente a rempli son rôle pour ouvrir les yeux au prolétariat hongrois: en arrachant le masque de la politique wilsonienne elle a facilité au prolétariat le choix entre Wilson et Lénine. Cependant les conséquences n'en eussent pas été la domination du prolétariat, si le pouvoir de fait n'avait pas été déjà auparavant dans ses mains. La faillite totale du capitalisme ne laissait qu'une voie ouverte, la reprise par le prolétariat

de l'organisation économique tombée des mains de la bourgeoisie.

Mais la question était déjà résolue au début de la révolution bourgeoise en octobre 1918. Cette révolution fut accomplie par le prolétariat. Le prolétariat l'ayant commencée par la grève de janvier 1918, la menait maintenant à bonne fin. Au moment de la victoire il fut trahi par la social-démocratie et trompé sur sa propre force. Mais il dut bientôt comprendre d'une part que le capitalisme n'était déjà plus en état de gouverner l'organisation économique, de trancher les questions nationales, agraires, etc., d'autre part que la démocratie bourgeoise ne voulait pas amener à la victoire la classe ouvrière. Les élections austro-allemandes lui désillèrent les yeux. Et l'on peut plutôt dire que l'attitude de l'Entente retarda le triomphe des idées communistes chez le prolétariat hongrois; il avait perdu le pouvoir parce que la social-démocratie l'avait effrayé par la menace d'une intervention des armées de l'Entente. Mais malgré cette crainte, le prolétariat hongrois devait accomplir sa révolution s'il ne voulait rester à la merci de la contre-révolution et probablement de la faim et des tortures d'une exploitation capitaliste désorganisée, sans force et d'autant plus cruelle. La révolution prolétarienne devint partout une nécessité inéluctable, nécessité économique et historique.

A la deuxième question: faut-il craindre une contre-révolution? Nous avons une réponse. La contre-révolution a déjà commencé son jeu, mais

elle devait retomber sans force sous la puissance prolétarienne à cause de l'incapacité de la bourgeoisie de diriger son organisme économique et social. Le fait de son impuissance se révéla avec une telle netteté que même la social-démocratie ne put continuer à l'ignorer et, à l'exclusion de quelques chefs qui depuis longtemps déjà avaient trahi les idéals prolétariens, tout le parti reconnut la nécessité d'une dictature prolétarienne. Et maintenant le prolétariat forme un tout complet derrière le nouveau parti socialiste; par suite de l'impuissance de la bourgeoisie et des forces de son antagoniste la transformation s'est accomplie sans effusion de sang, et seule l'Entente peut tenter de venir en aide aux éléments contre-révolutionnaires dépourvus de toute influence. Mais la capacité des idées révolutionnaires communistes est de donner aux nouveaux états impérialistes assez de travail chez eux-mêmes. Le prolétariat hongrois sait bien que l'effondrement économique du capitalisme est une cause d'exprimables souffrances; la dictature ne lui donnera ni charbon, ni matières premières, etc.; puis la production s'est arrêtée; méfiant le paysan de condition moyenne reste dans le meilleur cas indifférent. Mais le prolétariat compte sur la victoire de la révolution mondiale et malgré la ruine de toute vie économique, sans charbon et sans matières premières, il saura pourtant organiser la nouvelle république des soviets et la défendre contre tous ses ennemis.

L. RUDAS

(Délégué du Parti Communiste hongrois).



## Aux Camarades Italiens

*„Je suis délégué officiellement du parti socialiste italien, pour exprimer au bolchévisme la solidarité sans réserve, enthousiaste et reconnaissante du Parti et du prolétariat communiste italiens. „J'espère être en Russie sans peu.“*

Extrait d'une lettre du camarade Morfari du 3. III. 1919.

*„Le 18 mars le Parti Socialiste Italien a résolu de se séparer du Bureau de la II-ème Internationale de Bruxelles et d'entrer dans l'Internationale Révolutionnaire Socialiste.“*  
Extrait de la même lettre.

*Chers Camarades!*

La censure et l'infâme blocus impérialiste qui séparent la libre Russie Soviétiste des pays n'ayant pas encore brisé le joug de leur propre impérialisme et de celui de l'Entente, vous ont empêchés de vous

convaincre personnellement des sentiments de joie, de satisfaction et d'orgueil que votre décision d'entrer dans l'Internationale Communiste a suscités dans les larges masses de la Russie prolétarienne et communiste. Par l'adoption du programme communiste et par l'application immédiate des méthodes révolutionnaires de la lutte de classe, de même que par la rupture définitive avec la II-ème Internationale, vous couronnez le long et compliqué cycle de développement de l'aile gauche du socialisme italien.

Ce fut d'un petit groupe de camarades qui, dès la fondation du parti, avaient lutté inébranlablement pour la pureté des principes socialistes et pour leur application pratique et conséquente; d'un petit groupe tantôt augmentant, tantôt diminuant que naquit la

fraction aujourd'hui importante en quantité comme en qualité. Après la défaite des réformistes en 1912, celle-ci se plaça à la tête du mouvement. C'est grâce à cette fraction influente que le socialisme italien put conquérir un des premiers rangs dans la politique intérieure du pays et dans l'Internationale socialiste, lors de l'orageuse période de la guerre qui a été décisive pour tous les partis révolutionnaires. Elle contribua dans une large mesure à relever le prestige de l'Internationale prolétarienne au moment même de la chute honteuse de la 2<sup>ème</sup> Internationale. Vu la faiblesse du mouvement d'alors, le niveau théorique et politique fort bas des masses et du parti étant donné ce ne fut pas sans peine que ce groupe des „intransigeants“,—ainsi nommé pour les distinguer des tendances démocrato-révissionnistes prétendues révolutionnaires—, parvint à se séparer dans la conscience des masses elles-mêmes du réformisme de Turati et Bissolati, du „révolutionnarisme“ vulgaire d'un Ferri et de la cynique démagogie syndicaliste de Labriola. C'était d'autant plus difficile qu'à ce moment là ce groupe n'avait à sa disposition ni un journal important ni les grandes organisations professionnelles et que la majorité des organisations du parti étaient hostiles à ses tendances; seuls trois députés et quelques organes hebdomadaires paraissant en province défendaient sa cause, tandis que l'organe central du parti et son unique périodique scientifique comme, bien entendu, le comité central du parti se trouvaient entièrement entre les mains de réformistes jurés. La lutte fut menée sur tous les fronts dans l'espoir d'un grand succès extérieur; de sorte que notre surprise fut grande quand, ayant exigé, à la suite de l'attitude „social-coloniale“ des réformistes de droite envers la guerre de Tripoli, leur expulsion du parti, nous vîmes notre agitation couronnée de succès: le pouvoir du parti passait à notre groupe. Tout le comité central fut élu dans notre fraction et Constantino Lazzari, militant vieilli dans la lutte contre le social-patriotisme et dont le nom est pour toute l'Italie le symbole de la lutte de classe irréconciliable, devint le secrétaire du parti. Mais dans notre joie, dans notre satisfaction une angoisse nous étreignit— „dispositions nous d'assez de forces, viendrions-nous à bout de notre tâche?“

L'histoire du mouvement italien des dernières années a répondu à cette question. L'expérience de tous les pays a démontré l'importance de l'attitude des organes exécutifs auxquels est confié le drapeau de l'avant-garde révolutionnaire, précisément à des moments où l'ouragan impérialiste anéantit physiquement les avant-gardes du socialisme et du prolétariat, fauché ses rangs, met en mouvement sa diabolique machine de mensonges, de calomnies et d'inventions, érigeant ainsi une cloison entre la conscience du prolétariat et ses intérêts de classe et

son idéologie, entre les classes prolétariennes des divers pays.... Le parti italien est du petit nombre de ceux dont les historiens devront dire qu'ils n'ont point entravé la guerre de classe et l'indignation générale provoquées dans les masses par la guerre, que, tout au contraire, bien qu'isolé dans le parti et dans l'Internationale, il a combattu fièrement tous les courants hormis le courant révolutionnaire, le courant intransigeant poursuivant la lutte de classe.

Ces faits sont présents non seulement à votre mémoire, chers camarades, mais encore le prolétariat du pays tout entier les évoque, quoique l'attitude inflexible du comité central ait eu pour conséquence qu'il fut peu à peu éliminé par la violence. Il fallut le compléter d'abord, le réélire ensuite, afin de remplacer ses membres languissant dans les prisons et dans l'exil ou envoyés au front et dans les bataillons de correction. C'est avec épouvante que la presse bourgeoise a constaté que le remplacement de membres bien connus par d'autres qui ne l'étaient pas n'opéra nulle modification dans l'attitude du parti. C'est avec orgueil que nous constatons que les principes pour lesquels, il y a à peine six ans, la minorité des „dogmatiques“ luttait, sont demeurés la profession de foi du peuple italien conscient et que ni la dictature impérialiste, ni celle de la mort, ni la croisade de toute la presse bourgeoise et social-patriote contre l'internationalisme, ni la trahison de quelques éléments pitoyables et traîtres n'ont pu l'empêcher.

C'est avec une rare solidarité que les socialistes italiens et la plus grande partie des masses laborieuses d'Italie suivent de longue date la lutte et le martyre des révolutionnaires russes et du peuple russe. Ceux qui ont assisté à une des innombrables réunions organisées par les socialistes italiens pour manifester leur solidarité avec le prolétariat russe au moment de la plus sombre réaction ne pourront jamais oublier ces réunions. L'on n'oubliera jamais non plus que, quand le gouvernement italien effrayé des manifestations de sympathie croissante du prolétariat italien envers le prolétariat russe, eut l'idée de „restreindre quelque peu la liberté de parole“ des milliers de prolétaires conquiert aux orateurs socialistes la plus grande liberté et leur procurèrent la possibilité de révéler plus librement que dans aucun autre pays le despotisme russe et sa clique, ainsi que les intérêts communs de tous les gouvernements comme ceux du prolétariat de tous les pays. Le vif enthousiasme révolutionnaire qui s'était emparé des masses et son caractère impétueux et constant contribuaient largement au développement d'étroites relations de sympathie entre le prolétariat italien et russe. Tous, notamment l'avant garde de la révolution russe, se rappellent fort bien la grande agitation de protestation pleine de succès, organisée

par le prolétariat italien et le parti socialiste, lorsque les milieux dirigeants d'Italie voulaient inviter Nicolas II. Le bourreau du peuple russe ne devait pas fouler le sol italien... Le camarade Morgari mit à la disposition des nombreux abonnés de son périodique hebdomadaire et des prolétaires en général des centaines de milliers de sifflets avec lesquels „l'hôte“ devait être reçu. Les démocrates et les réformistes italiens mêmes étaient à ce moment contre cette visite. Toutefois, dès que les intérêts impérialistes rendirent opportune une alliance russo-italienne, les socialistes restèrent seuls dans leur opposition. Le camarade Morgari, incarnation du courage et du devoir, se rendit à Turin pour y attendre seul l'auguste visite. Grâce à vous, chers camarades, Nicolas II n'a pas eu l'honneur de voir les villes d'Italie: il devait se contenter d'un séjour de vingt quatre heures dans une ville d'eau... Et lorsque l'orientation impérialiste devint de plus en plus impudente avec le dechainement de la guerre mondiale, et que les „démocrates“ et les réformistes s'allièrent avec l'autocratie, les socialistes et les prolétaires d'Italie insistèrent plus énergiquement encore sur leur opposition contre la guerre et soulignèrent leur solidarité avec les classes exploitées et trompées de Russie et avec son avant-garde révolutionnaire internationaliste.

La dure époque d'épreuves qui avait commencé avec la guerre pour tous les socialistes restés fidèles aux intérêts prolétariens, forgea des liens plus étroits encore entre le peuple russe et italien. La révolution de février ne produisit nulle part une tension aussi grande qu'en Italie: nos camarades savaient fort bien que les acquisitions de la révolution ne pourraient être conservées qu'en tant qu'elles seraient élargies et approfondies par la lutte de classe et que le prolétariat russe réussirait à conclure la paix. En dépit des persécutions et de la censure, la presse italienne socialiste déclarait nécessaire et désirable ce que précisément les alliés craignaient le plus. Les noms du camarade Serrati et d'autres collaborateurs permanents de „l'Avanti“ seront chers à tout jamais au prolétariat pour le courage et la perspicacité avec lesquels ils jugeaient alors déjà la situation russe. Le procès historique de Turin qui anéantit la liberté de centaines de prolétaires, qui jeta en prison les camarades Serrati, Barberis et d'autres membres du parti était le résultat des efforts des socialistes italiens pour soutenir par l'action les révolutionnaires russes. C'est le même

courage et la même compréhension politique qui animaient les socialistes italiens lorsque, malgré la campagne démagogique des alliés, malgré les „intérêts sacrés“ de la patrie, malgré les calomnies, ils défendaient la paix de Brest et estimaient déjà alors sa portée politique pour la révolution mondiale. Seuls ceux qui connaissent le dur calvaire que les socialistes italiens ont gravi de 1914 à 1919, peuvent comprendre cette situation. Ils ont atteint glorieusement leur but: aujourd'hui l'aurore de la fête prolétarienne mondiale commence à illuminer la route qu'ils ont parcourue et qui conduit au but final du socialisme tant attendu. L'ennemi „puissant“ est brisé. La révolution allemande dont l'impossibilité était un des principaux arguments des ennemis des internationalistes italiens, confirme grandement les espérances les plus audacieuses des vrais révolutionnaires. Votre „délégué rouge“ Morgari dont on se moquait naguère encore à cause de sa lutte contre l'autocrate de Russie, arrive dans un pays qui est libéré de cet autocrate ainsi que de l'exploitation économique et politique; il arrive ardemment attendu par des millions d'exploités qui considèrent le parti italien comme leur plus cher allié. Il apporte à ce peuple la garantie que vous vaincrez notre ennem commun en employant, pour surmonter les obstacles qui entravent la route de la délivrance des classes exploitées, tous les moyens appropriés.

L'Internationale Communiste et le Parti Communiste Russe saluent avec une joie particulière et avec profond orgueil votre adhésion; elle resserre les liens que l'expérience des dernières années a forgés. Le blocus impérialiste, la censure, les entraves policières nous séparent, mais l'idée commune et les intérêts des masses laborieuses du monde entier, la puissante flamme de la révolution mondiale nous unissent indissolublement.

Le premier numéro de „L'Internationale Communiste“, paraissant à l'occasion de la fête impatiemment attendue et grosse de promesses du 1<sup>er</sup> mai vous envoie, chers camarades, ses chaleureuses salutations fraternelles et vous dit, au nom des communistes de tous les pays, les paroles avec lesquelles des millions de prolétaires d'Italie ont coutume de saluer le 1<sup>er</sup> Mai: „Buon Primo Maggio, Compagni!“

**Angelica BALABANOV**

Moscou,  
Bureau de l'Internationale  
Communiste



## Bienvenue au 1<sup>er</sup> numéro de «l'Internationale Communiste»

L'Internationale Communiste voit le jour en un temps où ses lecteurs n'ont guère de loisir à consacrer aux entretiens théoriques, — où les Communistes de tous les pays sont engagés dans la lutte la plus ardente, la plus passionnée. Cette revue doit, et peut soutenir les travailleurs dans leur combat. Elle accomplira sa tâche si, au lieu d'être uniquement un ornement de modestes bibliothèques, elle devient le guide et le conseiller que l'ouvrier porte avec lui, afin de profiter des minutes de répit que lui laisse le combat pour s'orienter en le consultant.

Quand, au Comité Exécutif, nous décidâmes la publication de cette revue, il nous fut clair que l'organe de la III<sup>e</sup> Internationale ne pourrait accomplir sa mission que si les Communistes de tous les pays y collaboraient activement. Non seulement les enseignements pratiques de la révolution russe, les souffrances des révolutions naissantes d'Allemagne et d'Autriche doivent être publiés ici, mais encore les informations des Communistes de tous les pays, pour donner aux camarades de chaque pays un tableau du mouvement communiste dans les autres contrées. Précisément, les échanges de vues du premier congrès de l'Internationale ont montré combien est nécessaire une étroite union internationale de tous les communistes. Cette revue doit constituer le lien qui reliera fortement, les uns aux autres les communistes internationaux. L'important pour les camarades allemands ce n'est pas seulement de sa-

voir ce qui se passe en Russie; ils doivent aussi savoir où en est le mouvement communiste en Espagne ou en Portugal, — quelles agitations révolutionnaires se manifestent en Inde, dans l'Afrique du Sud ou en Australie.

Cette tâche d'information n'est pas facile à remplir, mais elle correspond à une nécessité et doit être accomplie.

Le premier numéro de «l'Internationale Communiste» paraît dans les principales langues du monde. Puisse-t-il rapprocher encore les vieux amis communistes, — puisse-t-il aussi porter la pensée communiste et nous faire des frères d'armes dans les coins les plus sombres du monde, où le prolétariat gémit encore sous le joug du capitalisme.

Dans les pays où les ouvriers livrent aujourd'hui à la bourgeoisie la suprême bataille révolutionnaire, elle doit être entre leurs mains, elle doit être une arme affilé et prompte. Là, où le mouvement révolutionnaire se développe elle doit entretenir le combat; là, où le Capital mène encore tranquillement ses esclaves au travail, elle doit réveiller ceux-ci, les convier à remplir leur devoir international de prolétaires. Nous souhaitons de tout cœur à cette revue de contribuer à la réalisation de la puissante devise de Karl Marx:

„Proletaires de tous les pays, unissez-vous!“

**Max ALBERT**

(Délégué du Parti Communiste allemand)

## LA DERNIÈRE ETAPE

La lutte titanique du prolétariat approche de son apogée. Aux Soviets de Russie se sont déjà unis fraternellement les Soviets de Hongrie. Et les forces révolutionnaires du prolétariat de l'ancienne monarchie danubienne suivront bientôt ces grands pionniers. C'est à une heure si grande que Moscou élève le drapeau de l'Internationale Communiste. Le prolétariat du monde entier s'est forgé une nouvelle, une puissante arme de combat. Et le projet si adroitement conçu de la bourgeoisie anglo-américaine d'organiser sous la forme d'une Ligue des Nations une sainte alliance destinée à étouffer le bolchévisme dans tous les pays, est ainsi condamné à un lamentable échec. Et les social-patriotes de toutes les nationalités, qui après l'éroulement piteux de la vieille internationale voulurent aussi créer à Berne une ligue de tous les prolétariats, peuvent, avec résignation, s'exclamer comme le Méphistophélès de Faust: „Que de forces dépensées en vain!“

Les champions avancés du communisme international qui, à cette minute sérieuse et grande créaient à Moscou une nouvelle Internationale, se rendaient nettement compte de toutes les difficultés de leur tâche. Créer cette nouvelle œuvre sera infiniment plus difficile et exigera infiniment plus de sacrifices que la création de la défunte Internationale. Les mots, la passivité, la légitime défense ne suffisent plus — il faut des faits, il faut l'élan et l'efficacité des actes engendrés par une inébranlable volonté tendue vers la victoire. Non plus la seule propagande des idées, mais — et cela dans une beaucoup plus large mesure — l'organisation pratique du travail.

La situation économique et politique de tous les pays d'exploitation capitaliste est plus que mûre pour une transformation radicale. Si le prolétariat semble encore respecter les réformes pacifiques, ses anciennes divinités et la soumission aux dogmes vieilliss,

aux autorités périmées, il est néanmoins, en fait, profondément imbu d'une volonté — qui n'est pas toujours parvenue à la pleine conscience — la volonté de jeter bas toute oppression, de s'affranchir de toute entrave quels que soient ceux qui l'imposent. Et l'heure sonnera inévitablement pour chaque pays quand le prolétariat se lèvera comme un seul homme et réduira la bourgeoisie en poussière.

La Hongrie fournit un bon exemple. La bourgeoisie et les social-patriotes y menaient, la main dans la main, une lutte désespérée contre le communisme. Sa presse a été étouffée, ses meilleurs militants ont été poursuivis et emprisonnés. Les associations professionnelles et les vieux partis s'efforçaient de ne permettre en aucun cas à l'idée communiste de se répandre dans les milieux politiques et dans les organisations professionnelles. Vains efforts. Le résultat — c'est que des hommes qui, hier encore étaient emprisonnés pour leur subversive

agitation communiste, siègent aujourd'hui dans des palais comme gouvernants de pays entiers.

Ainsi vont les choses en Autriche allemande, chez les Tchéco-slovaques, chez les Yougo-slaves, en Pologne. Troubles partout. Et si toute une série d'indices ne nous trompe pas, nous pouvons dire que l'ancienne monarchie Austro-Hongroise où régnait l'absolutisme tempéré par l'inconséquence deviendra pour la fameuse Europe Centrale le centre du communisme.

La vague de la révolution communiste est née à l'orient et roule irrésistiblement vers l'occident. Elle passera avec la force d'une loi de la nature, en dépit de tous les obstacles.

Malheur à celui qui lui barrera la route. Il sera anéanti.

Karl GRUBER

(Délégué du Parti Communiste d'Autriche allemande).

## La Troisième Internationale

Le 4 mars à Moscou, capitale de la Russie des Soviets rigoureusement bloquée par tous les états capitalistes, la Troisième Internationale a été fondée, — l'Internationale Communiste. Dans ce Kremlin qui fut jadis le rempart de la réaction européenne, les représentants des communistes de différents pays ont échangé le serment solennel d'unir leurs efforts pour vaincre la domination capitaliste ou périr, — vaincre ou mourir pour leur idéal. La Russie des Soviets qui depuis 18 mois repousse toutes les tentatives de la réaction, tentant par ses continuels complots de jeter bas le pouvoir exécuté du prolétariat, et qui en des guerres sanglantes a résisté avec succès à la coalition des états capitalistes de l'Europe, nous a donné les moyens de réaliser l'union internationale des prolétaires, devenue indispensable. Et voici qu'à l'Internationale Jaune de Berne s'oppose maintenant en qualité d'organisation de combat l'Internationale de Moscou. La troisième Internationale est à peine créée que M. Scheidemann, les gens du 4 août 1914, ceux qui ont renié les résolutions prises à Stuttgart, Copenhague et Bâle pour se jeter avec tout leur avoir dans les bras de la bourgeoisie, se sont mis à nous railler, à nous couvrir de mépris et à s'exclamer triomphalement: la troisième Internationale n'a pas un seul homme considérable. Mais la lutte qui va s'engager contre ces gens insignifiants de la III-ème Internationale prouvera que l'on sait très bien apprécier leur mérite. Nous n'avons pas, il est vrai, de vieux noms devenus des sons creux! Mais combien plus en revanche les noms de Trotsky, de Lénine, de Zinoviev, de Boukharine, de Racovsky, de Sirola, de Grimlund et d'autres

inspirent de crainte à la bourgeoisie que ceux de Branting, de Renaudel, de Bissolati, de Scheidemann, de Wells, etc. La participation des moins connus à notre congrès signifie davantage pour l'avenir que les Judas déshonorés du social-patriotisme.

Le tintement des clochettes de la deuxième internationale sera bientôt couvert par le tocsin de l'Internationale communiste. Le vent du nord venant de Russie nettoiera bientôt l'horizon de l'Europe occidentale des miasmes marécageux du social-patriotisme.

Le Congrès des socialistes gouvernementaux à Berne n'a rien été de plus que la conjonction de nationalistes et des chauvins, congrès d'opportunistes, dont le but était de ranimer, dans la mesure du possible les états capitalistes et par là même, de conserver l'impérialisme. Après de touchants adieux et une causerie intime au ministère des affaires étrangères, nos pèlerins quittèrent le pays pour se rendre au congrès de Berne, emportant ce mot d'ordre: „Bon voyage, — et que votre sabre soit bien affilé!“ Oui, ces Gallifets et ces Thiers d'aujourd'hui et de demain n'avaient qu'un souci — persévérer dans le chemin du 4 août 1914 et, en qualité de fidèles ménagers, défendre adroitement leurs gouvernements nationaux. De quoi s'étonner s'ils se tendirent leurs mains ensanglantées, conscients de leur commune hostilité envers la masse ouvrière disposée au communisme.

Ils siègèrent toute une huitaine, jugeant et condamnant les uns, défendant humblement les autres, pour enfin annoncer au monde le résultat de leurs délibérations sous la forme d'une résolution acceptée à l'unanimité. Hypocrites et pharisiens s'abstinrent

d'examiner les méthodes de lutte qui auraient pu donner quelque force à la résolution acceptée.

Ce congrès sentait le cadavre en décomposition, le cadavre de la II<sup>e</sup> Internationale.

Certes, si la bourgeoisie n'avait à compter qu'avec cette internationale ouvrière elle pourrait se bien vêtir et aller se promener: il est certain que personne ne troublerait sa quiétude.

Qu'est-ce qui cause donc la nervosité de la bourgeoisie européenne? y a-t-il des forces vives dont elle a peur? Il y en a. Le bolchévisme lève la tête, menaçant. Ce mouvement croît comme une avalanche. Au congrès de Moscou les bolchéviki fondent eux-mêmes leur Internationale. Dans ces résolutions on voit l'harmonie, l'unité de vues, l'unanimité dans les méthodes de lutte.

Venus illégalement, après des voyages longs et difficiles qui durèrent une semaine, les délégués d'Autriche et d'Allemagne arrivèrent au congrès de Moscou. Au lieu de se perdre en des questions de culpabilité, de territoires, de Ligue de nations, le congrès expose sa position en un manifeste qui, exprimant un seul esprit, exclut tout compromis.

Plateforme de la nouvelle internationale, thèses sur la politique de l'Entente, etc., sont pénétrés d'un esprit révolutionnaire et correspondent à la volonté de tous les délégués.

Nous avons été guidés par la volonté de mettre fin au capitalisme et d'ériger sur les ruines de l'ancienne organisation économique l'édifice de la société communiste.

Les résolutions de notre congrès ont été des professions de foi d'indéfectible solidarité de principe et de fait avec la République des Soviets de Russie. Nous comprenons tous que la dictature du prolétariat est le prélude de la victoire du socialisme.

Il faut mener contre la bourgeoisie, contre les social-patriotes et les opportunistes une lutte implacable.

La victoire nous est assurée car le prolétariat est avec nous, force décisive dans le processus actuel de la production.

Nous allons, sous le drapeau rouge, vers la libération de l'humanité de l'esclavage du salariat.

Friedrich PLATTEN

(Délégué des Communistes suisses).

## La Troisième Internationale et la France

La troisième Internationale est fondée à Moscou. Il y a déjà cinq mois qu'a paru à Moscou un organe hebdomadaire des socialistes français intitulé «*la Troisième Internationale*». Bientôt, au plus tard dans quelques mois, la troisième Internationale sera en France, comme dans tous les pays d'Europe, le nom d'un grand parti de la classe ouvrière, dont le drapeau sera de signe de ralliement à tous les éléments révolutionnaires.

Là bas, en France, nos camarades cherchent encore une résolution; ils hésitent encore. L'acte historique accompli le 4 mars par la Conférence Communiste Internationale, les entraînera, les obligera à choisir enfin entre le vieux monde qui meurt et la nouvelle société naissante. Il les aidera à comprendre qu'ils sont devant le dilemme: ou la continuation du régime actuel qui mène l'humanité à sa perte définitive, à la pauvreté et à la barbarie, — ou la victoire du socialisme, c'est à dire la réalisation de tous les rêves, de toutes les aspirations du prolétariat:

Ce ne sera pas seulement nos camarades socialistes qui le comprendront, mais tout le peuple français, dans ses éléments les plus sains, que la victoire et le chauvinisme n'ont ni aveuglés, ni enivrés. Le problème est posé trop nettement pour que les masses ouvrières ne comprennent pas quelle doit être leur résolution. La société capitaliste a

violé toutes ses promesses démocratiques. Plus encore: elle n'est pas capable de tirer le pays du mauvais pas qu'elle lui a fait faire.

Les producteurs, après la victoire qu'ils auraient, soi-disant remportée, se trouvent face à face avec l'épuisement économique du pays, en présence duquel la conservation de la petite industrie avec tous ses désavantages — concurrence, folle dépense de richesses et de travail — devient désormais impossible. Pour que les capitalistes puissent exister ils doivent supprimer jusqu'au dernier les petits industriels, s'organiser en trusts, instituer des monopoles. Telles sont les intentions des plus gros capitalistes français: pour continuer son existence, pour prolonger son agonie le capitalisme doit renforcer sa concentration, réaliser une énorme socialisation — qui lui est propre — à son profit. De la sorte le caractère rapace et cruel de la société capitaliste devient clair. Instruites par l'évidence de ces faits les classes opprimées ouvrent les yeux et constatent enfin la banqueroute de la société bourgeoise.

Au point de vue financier, quel régime pourrait résoudre le problème de la liquidation de dizaines et de dizaines de milliards de billets de crédit, mis en circulation pendant la guerre, sans recourir au moyen révolutionnaire — à l'annulation des emprunts d'état?

Au point de vue politique, qui ne voit l'abîme de réaction où la dictature bourgeoise a conduit la France? Précisément, la dictature: le parlement élu avant la guerre et qui, à ce moment déjà, n'était sous aucun rapport le représentant des masses populaires, continue à diriger les affaires du pays tandis que pendant cinq années entières les ouvriers et les paysans n'ont pas eu le moyen d'exprimer leur opinion; un régime de caserne détruisant sous le prétexte de défense nationale les libertés les plus précieuses: censure, emprisonnements, exils. Clémenceau règne et tout est dit en ces deux mots.

Continuer à marcher dans cette voie ce serait mener le pays à sa perte par le chemin le plus court.

Non, ce n'est pas ce que voulait le peuple français. Le gouvernement l'a trompé. Il voulait autre chose.

Nous ne sommes pas entrés en guerre pour conquérir la rive gauche du Rhin et la Syrie ou pour étouffer la révolution en Allemagne et en Russie. Nous avons déclaré la guerre à la guerre, nous voulions la justice et la paix.

Que l'on nous ait encore une fois trompé, soit. Ce n'est pas tant les hommes que la société. Telle est la logique du système voué à se contredire lui-même et à réfuter ses propres principes.

Ce système annonce la paix et éternise la guerre. Promettre le désarmement et déclarer la nécessité d'augmenter les armées permanentes. Prêcher l'équité et opprimer à l'intérieur tous les travailleurs, mener à l'extérieur une politique d'écrasement à l'égard de tous les peuples faibles.

Non, les hésitations auront une fin. Un abîme se creusera entre les aveugles et les voyants, entre les exploités désespérément cramponnés à leurs bénéfices et les ouvriers aspirant au bien-être et à la vie. Après la proclamation de la III<sup>ème</sup> Interna-

tionale les ouvriers se presseront dans ses rangs. Les regards de la France laborieuse sont déjà tournés vers le Kremlin — son centre et son appui.

Il y a déjà en France un petit groupe de candidats au communisme. Son influence est déjà plus grande que le nombre de ses adeptes. Il entraînera bientôt les masses populaires abandonnant toujours plus les leaders du socialisme officiel, désavouant, attaquant ces traitres social-patriotes et ces timides brouillons. La question russe fournit justement l'occasion à ce mouvement. On sait l'émotion provoquée dans les masses populaires en France par l'intervention de la France dans les affaires de la Russie des Soviets. Et qui peut dire combien de soldats français débarqués à Odessa, Arkhangelsk ou envoyés à Omsk pour étouffer la révolution russe reviendront en France «empoisonnés par le bacille bolchévique», conquis au communisme?

Quoiqu'il en soit, en dépit de l'appui des traitres du socialisme, la société capitaliste est définitivement condamnée. La guerre et ses conséquences, l'impossibilité de résoudre avec les ressources présentes les nouveaux problèmes ont déblayé la route pour la marche victorieuse de la III<sup>e</sup> Internationale. En France une large route s'ouvre devant elle. Les exclamations de bienvenue qui accueillent déjà depuis deux ou trois mois les nouveaux mots d'ordre du parti révolutionnaire français, les cris de «Vive Lénine! Vive Trotsky! Vive la République des Soviets! Vive la dictature du prolétariat!» qui retentissent maintenant dans tous les meetings ouvriers montrent qu'il y a quelque chose de changé, que dans le cœur des prolétaires la flamme qui exaltait nos grands aïeux s'est rallumée. La Révolution s'avance déjà en France. Vive la troisième Internationale!

Jacques SADOUL

(Délégué du groupe Communiste français).

## La 3<sup>ème</sup> Internationale et les problèmes présents du prolétariat français

A Berne, dans les premiers jours de février, ceux-là même qui le 4 août 1914, trahirent de la façon la plus cynique et la plus ignominieuse les intérêts du prolétariat s'assemblèrent afin de reconstituer la deuxième Internationale, qui se distingua par son opportunisme et sa bureaucratie. Faisant tache, un camarade français représentant les éléments demeurés révolutionnaires et internationalistes, le camarade Loriot, y assistait, mais pour y lire une déclaration de guerre aux social-patriotes et proclamer publiquement qu'il y avait en

France de nombreux ouvriers approuvant sans réserve l'œuvre entreprise par les communistes de Russie et la lutte menée en Allemagne par les communistes et les spartakistes.

Ainsi et par la grâce d'un riche américain partisan de l'union entre le Travail et le Capital, John de Kay, ceux qui dès le premier jour de la guerre votèrent régulièrement les crédits, les appels successifs des jeunes classes, acceptèrent plusieurs portefeuilles dans un ministère bourgeois et dirigèrent les usines

de munitions (Thomas, Guesde, Sembat) se trouvèrent réunis avec leurs «frères d'armes» — ceux qui en Allemagne accomplirent la plus lourde besogne pour la plus grande gloire des Hohenzollern et pour le plus grand profit des capitalistes, Schidemann, Sudekum et Noske — les auteurs responsables de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, ces deux héros qui symbolisent l'intelligence et le courage révolutionnaire.

\* \* \*

A Moscou, centre actuel non seulement de la Révolution communiste russe, mais aussi de la Révolution universelle se réunissaient les artisans de la nouvelle Internationale, de la III<sup>ème</sup> Internationale Communiste et révolutionnaire, de l'Internationale de l'action. Et ceux qui prirent l'initiative de sa constitution sont ceux-là même qui montrèrent leurs capacités révolutionnaires et organisatrices. Ainsi l'œuvre inaugurée à Zimmerwald, continuée à Kienthal et à Stockholm, prend sa forme définitive. Zimmerwald avait groupé tous les éléments de la seconde Internationale demeurés fidèles aux résolutions des Congrès internationaux de Bâle, de Stuttgart et de Copenhague, menant dans leur pays respectif la lutte contre la guerre impérialiste. Zimmerwald contribua à la dissociation des vieux partis socialistes adhérant à la seconde Internationale et a aggloméré les nouvelles forces révolutionnaires. Le Congrès de la III<sup>ème</sup> Internationale réuni à Moscou du 2 au 6 mars 1919 a soigné et coordonné les éléments de tous les pays véritablement communistes et internationalistes partisans, de la suppression de l'esclavage économique, de la guerre impérialiste et de ses redoutables conséquences physiques, biologiques, culturelles et sociales, résolus à substituer à l'anarchie, au désordre, à l'exploitation capitaliste, l'ordre, la paix et l'harmonie dans le sein d'une République universelle des travailleurs.

Par l'appellation: *Ligue des Nations*, devant laquelle s'extasiaient tous les boutiquiers du social-patriotisme, du social-opportunisme, les grandes puissances et en particulier la France veulent tout simplement réaliser une nouvelle division de monde qui soit adéquate à leur appétit glouton et insatiable. La Ligue des Nations n'est qu'une nouvelle Sainte Alliance des capitalistes contre le prolétariat et la Révolution. Et c'est avec raison que l'Internationale Communiste récemment constituée a dénoncé l'instrument que cette Ligue des Nations est et sera dans les mains des socialistes qui travaillent à démunir les forces du prolétariat et favoriser les contre-révolutionnaires impérialistes.

Les impérialistes américains plus que les impérialistes de tous les pays ont propagé l'idée de la *Ligue des Nations*, parce que par cette institution ils veulent empêcher certains Etats, tels que la France, d'agrandir

démésurément leur territoire. Le nombre des puissances groupées autour de l'Entente et qui assura à celle-ci la victoire finale est à présent une cause de faiblesse. Et les désirs les plus inavouables s'expriment chaque jour cyniquement. C'est ainsi que le *Corriere Della Sera*, le grand organe impérialiste italien mène une campagne vigoureuse contre l'impérialiste français Pichon, et qu'au récent «Congrès national pour Fiume et la Dalmatie italienne», le plus grand bateleur de l'impérialisme italien, Gabriele D'Annunzio, a pu revendiquer pour «compléter l'Italie» toute la côte adriatique jusqu'à Valona, critiquer la pusillanimité du gouvernement italien et barguer la Conférence de la paix où l'on voit réunies autour d'un tapis vert, «l'hypocrisie, l'artério-sclérose, la vanité et la ruse wilsonienne».

\* \* \*

Quelle est donc la tâche qui s'impose à présent au prolétariat français? En dépit des fauilles appartenant aux mercenaires de la contre-révolution et malgré la lamentable attitude des social-impérialistes et des opportunistes, le peuple français ignore plus que son gouvernement, en particulier sous l'impulsion du dictateur Clémenceau, représente au plus haut degré la contre-révolution et la réaction. Le premier soin des alliés et surtout de la France fut de lutter par les moyens les plus odieux contre la Révolution dans les régions occupées d'Allemagne, de Hongrie, de Bulgarie, etc... Les alliés déclarèrent qu'ils couleraient les vaisseaux allemands qui auraient l'audace de hisser le drapeau rouge de la Révolution. L'état-major français à peine installé à Strasbourg, centre de l'Alsace «reconquise» dissout les Soviets dont il fait arrêter les principaux représentants et supprima la journée de huit heures. La même méthode fut appliquée dans toutes les villes de la rive gauche du Rhin, et les généraux français ont annoncé officiellement qu'ils étaient prêts à envoyer des renforts militaires pour aider la bourgeoisie de Dusseldorf à lutter contre les communistes. Clémenceau-le-Sinistre et Pichon-l'Imbécile ont proclamé solennellement l'encerclement économique de la Russie, l'anéantissement par la famine de la République révolutionnaire et ont promis de donner leur appui technique aux contre-révolutionnaires ralliés autour de Denikine, Koltchak et Krasnov. Sous la direction et la responsabilité du gouvernement français, les mercenaires qui occupaient l'Ukraine ont commis les pires atrocités devant lesquelles pâlisent les actions tant reprochées aux «barbares» allemands pendant quatre ans et dénoncées chaque jour par la grande presse chauvine de France. Quelques jours avant la libération d'Odessa, une vaillante communiste française, Jeanne Labourbe, ainsi que tous les camarades rédigeant l'organe communiste *Le Tocsin* étaient fusillés sans jugement.

A l'intérieur, le dictateur Clémenceau satisfait chaque jour sa soif sadique de sang et de châtiement; il fait perquisitionner, arrêter, condamner, calomnier tous ceux qui luttent pour sauver les ouvriers, soldats et paysans de France des griffes d'acier des capitalistes exterminateurs. Rendus craintifs par la poussée révolutionnaire, les bourgeois français viennent de constituer la Confédération Nationale du Patronat, par opposition à la Confédération Générale du Travail.

Le seul moyen qu'ait à sa disposition le prolétariat français pour supprimer ce régime brutal d'oppression démontrant d'une façon nette combien la bourgeoisie méconnaît les plus élémentaires sentiments de justice, d'égalité et de fraternité inscrits au fronton de tous les monuments publics et sans cesse recassés par les politiciens et les orateurs de toute sorte, le seul moyen est d'imiter le prolétariat russe et de prendre le pouvoir en mains. Au gouvernement de classe issu d'une chambre des Députés élue grâce à un système périmé, il faut substituer un Conseil de députés, ouvriers, soldats et paysans—seul instrument rationnel de la démocratie ouvrière et à la fois législatif et exécutif. Pour mener à bien cette œuvre, le prolétariat français doit proclamer la grève générale et s'armer, s'emparer de tous les édifices publics: banques, ministères, gares, centrales téléphoniques et télégraphiques, Chambre des Députés, Sénat, Elysée, Préfecture de Police, etc. Le même processus développé en province permettra d'établir dans toute la France la dictature du prolétariat.

L'avènement du prolétariat au pouvoir sera facilité par la préparation de cadres solides et robustes. De ces cadres, il faut éliminer tous ceux qui ont trahi les intérêts du prolétariat français depuis le 4 août 1914, aussi bien les opportunistes que les social-impérialistes avoués, qui dans les circonstances les plus graves ont toujours marché la main dans la main, fortifiant ainsi la contre-révolution.

\* \* \*

Le programme élaboré lors du Congrès de la III-ème Internationale déclare avec raison qu'il faut faire bloc avec les éléments du mouvement ouvrier révolutionnaire qui, bien que n'appartenant pas auparavant au Parti socialiste, acceptent aujourd'hui dans son ensemble la dictature du prolétariat sous la forme soviétiste, c'est-à-dire avec les éléments correspondants du syndicalisme. Appliquée à la France, cette formule signifie que le regroupement des forces révolutionnaires doit comprendre les zimmerwaldiens de gauche qui dans le Parti socialiste firent bloc autour des camarades Lorient et Saumoneau, les syndicalistes anti-parlementaires qui demeurèrent pendant la guerre partisans résolus de la lutte de classe et se prononcèrent contre le réformisme et la Ligue des Nations, tous les éléments de gauche qui défendirent la Révolution com-

muniste russe dont ils acceptèrent les directives générales, et qui s'agglomérèrent autour de la *Vie Ouvrière*, de la *Plèbe*, de *Ce qu'il faut dire*, de l'*Avenir International* de l'*Internationale*, etc. Ces éléments d'ailleurs luttèrent dans des groupements, tels que le *Comité pour la reprise des relations internationales*, le *Comité de Défense Syndicaliste*, et la *Fédération anarchiste communiste*. Il faudrait se garder d'éliminer les éléments anarchistes communistes qui déjà avant la guerre luttèrent contre le Parti socialiste auquel ils reprochaient justement son opportunisme et qui accablèrent peu scientifiquement, c'est vrai, le mot anarchiste au mot communiste, dans le seul but de se différencier des socialistes unifiés — lesquels portaient déjà en eux le microbe de la trahison. Aussi bien, le Parti socialiste français est un parti pourri et malgré la propagande faite par les néo-majoritaires opportunistes, il ne groupe même pas à l'heure actuelle cinquante mille adhérents, tandis que la *Fédération des Métaux*, à la date du 1-er juillet 1918, comptait à elle seule 204.284 membres et que le *Syndicat des Cheminots* en comprenait en 1918 près de cent cinquante mille.

\* \* \*

Dès les premiers jours de la Révolution prolétarienne, il faudra nationaliser les grandes industries, le grand commerce et les banques et commencer aussitôt la socialisation de la production. Si la France est un des pays ayant acquis ces dernières années une importance industrielle considérable, elle est demeurée néanmoins un pays agricole; c'est pourquoi la nouvelle République soviétiste française devra étudier et solutionner la question agraire et arracher aux grands propriétaires fonciers leurs champs, leurs exploitations, nationaliser la terre et la confier aux soins de tous les ouvriers des campagnes.

La France, puissance impérialiste très développée, s'est distinguée dans son œuvre colonisatrice. L'Algérie, la Tunisie, Madagascar, l'Indo-Chine, le Tonkin etc.... ont été successivement conquises et les populations de ces régions ont été asservies de la façon la plus brutale et la plus inique. La tâche qui incombe aux communistes français est d'aider ces populations à se révolter et à se libérer du joug impérialiste français. Le mouvement révolutionnaire colonial doit être entrepris en corrélation avec le mouvement similaire dans les immenses territoires occupés par l'Angleterre, tels que l'Inde et l'Égypte, car les colonies anglaises et françaises voisinent les unes des autres et l'on n'a pas oublié d'ailleurs les antagonismes qui se manifestèrent entre l'impérialisme britannique et l'impérialisme français.

Le prolétariat français armé constituera l'armée rouge chargée de défendre et de parachever l'œuvre révolutionnaire. Cette armée pourra, lorsque la tâche

strictement intérieure sera remplie, donner son aide efficace au prolétariat de la Belgique et de la Suisse Romande, où la bourgeoisie est encore fortement organisée.

Unie à la République Fédérative des Soviets de Russie, la République Soviétiste française acquerira

une force invincible et si, comme tout paraît l'indiquer, un mouvement semblable s'effectue dans les pays qui n'ont pas encore réussi à mettre à bas leur gouvernement de classe, la République des Soviets d'Europe sera proclamée.

**Henri GUILBEAUX**  
(Délégué de la Gauche française de Zimmerwald).



## GRANDE EPOQUE

Les tsars et les popes — anciens maîtres du Kremlin de Moscou ne se sont sans doute jamais doutés que se réuniraient dans ses vieux murs les représentants de la partie la plus révolutionnaire de l'humanité contemporaine. C'est pourtant ce qui est arrivé. Dans une des salles de la maison de justice où flottent encore les ombres mornes des lois pénales, du régime tsariste, voici que siègent les délégués de la Troisième Internationale.

Cette installation matérielle du congrès communiste n'exprime et ne fait ressortir que d'une façon tout extérieure les immenses changements qui se sont produits dans le monde au cours des derniers vingt ans.

A l'époque non seulement de la première, mais aussi de la seconde Internationale, la Russie tsariste était le dernier rempart de la réaction mondiale. Aux congrès socialistes internationaux la révolution russe était représentée par des émigrants, à l'égard desquels la majorité des chefs opportunistes du socialisme européen n'avait qu'une condescendance ironique. Les fonctionnaires du parlementarisme et du trade-unionisme étaient pleins d'une invincible assurance, considérant que les malheurs de la révolution n'étaient possibles que dans la Russie à demi asiatique, tandis qu'en Europe le développement progressif, indolore, paisible du capitalisme vers le socialisme était certain.

Mais en août 1914 les contradictions capitalistes, mirent en pièce l'écorce paisible du capitalisme, de son parlementarisme, de ses „libertés“, de sa prostitution légalisée, politique et autre. L'humanité fut jetée des hauteurs de la civilisation dans un abîme d'affreuse barbarie et de sanguinaire sauvagerie.

Bien que la théorie du marxisme ait annoncé et prévu cette sanglante catastrophe, les partis socialistes réformistes furent pris au dépourvu. Les perspectives de l'évolution pacifique s'évanouirent en cendre et en fumée. Les chefs opportunistes ne se trouvèrent pas de meilleure besogne que d'appeler les masses ouvrières à la défense de l'état national bourgeois.

Le 4 août 1914 la seconde Internationale périssait sans gloire.

Dès ce moment, tous les vrais révolutionnaires, héritiers de l'esprit marxiste, se donnèrent pour tâche de créer une nouvelle Internationale — celle de l'irréductible bataille contre la société capitaliste. La guerre déchainée par l'impérialisme avait rompu l'équilibre du monde capitaliste. Toutes les questions se posèrent comme des problèmes révolutionnaires. Les vieux raccommodeurs du social-patriotisme déployèrent tout leur art pour conserver visibles les anciennes espérances, les anciens mensonges et les anciennes organisations. Rien n'y fit. La guerre, pour la première fois dans l'histoire se révélait la mère de la révolution. La guerre impérialiste se révélait la mère de la révolution prolétarienne.

L'honneur en revient à la classe ouvrière russe et à son parti communiste endurci à toutes les luttes. Par sa révolution d'octobre le prolétariat russe n'a pas seulement ouvert les portes du Kremlin aux représentants du prolétariat international, mais il a posé la pierre angulaire de l'édifice de la Troisième Internationale.

La révolution en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, la provocation du mouvement des soviets et de la guerre civile, marquée par la mort de martyrs, de Karl-Liebknecht, de Rosa Luxembourg et de milliers de héros inconnus, prouvent que l'Europe n'a pas d'autre chemin que la Russie. L'unité des méthodes de lutte pour le socialisme manifestée en fait a rendu théoriquement certaine la création de l'Internationale communiste, et rendu nécessaire par la même occasion la réunion sans délai d'un congrès communiste.

Ce congrès siège maintenant dans les murs de Kremlin. Et nous sommes les témoins, les acteurs de l'un des plus grands événements de l'histoire mondiale.

La classe ouvrière du monde entier a conquis sur ses ennemis la plus imprenable des forteresses: l'ancienne Russie des tsars. Y trouvant un appui, elle réunit ses forces pour la lutte finale.

Que le bonheur est grand de vivre et de lutter à une telle époque!

**L. TROTSKY**

# DOCUMENTS SUR LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

## Lettre du camarade Lorient à l'Internationale jaune de Berne.

Citoyens Délégués !

Se substituant aux diplomates bourgeois rassemblés à Paris pour tenter de fixer conformément aux intérêts de leur classe le destin des peuples, un grand nombre d'entre vous sont venus ici, non pour rechercher la solution socialiste des tragiques problèmes posés devant l'humanité par le grand crime capitaliste, mais pour faire justifier par l'Internationale le néo-socialisme de guerre gouvernemental, nationaliste et chauvin, qu'on a vu partout éclore sur les ruines du véritable socialisme au lendemain de la déclaration de guerre.

„Ils se sont réunis non pour affirmer leur attachement au pacte d'Amsterdam qui fut avant la guerre notre charte à tous et affirmer en face de la réaction déchaînée leur volonté de réalisation socialiste, mais pour donner l'adhésion solennelle de l'Internationale à la politique du démocrate bourgeois Wilson solidaire des milliardaires américains. Ils se sont rassemblés enfin et surtout, et cela dans la plus parfaite unanimité, pour obtenir la condamnation de l'immense effort de libération prolétarienne entrepris en Russie et qui, à travers l'Europe s'avance irrésistiblement vers les nations occidentales. Ainsi serait légitimée la répression ultérieure du mouvement partacien d'Allemagne. Ainsi seraient frappés de suspicion et paralysés les efforts révolutionnaires des prolétaires français, anglais, italiens.

„De cette œuvre anti-socialiste et contre-révolutionnaire nous ne voulons être ni dupes, ni complices. L'activité qu'on s'efforce de redonner à la seconde Internationale est une illusion. La guerre capitaliste l'avait mortellement blessée, la politique de social-nationalistes a achevé de la tuer en tant qu'organisation de classe. Toutes les tentatives pour lui redonner le caractère qu'elle a perdu resteront vaines. L'histoire socialiste ne s'écrit pas dans les

Congrès, elle s'écrit page par page, jour par jour par les prolétaires et aujourd'hui ces prolétaires dans leur élite révolutionnaire et consciente ne sont plus avec vous.

„L'expérience leur a montré le danger que fait courir à la paix du monde et à la sécurité du travail l'anarchie capitaliste; ils savent ce que valent les prétendues concessions de la bourgeoisie au pouvoir et ils n'attendent le salut des prolétaires que de l'instauration révolutionnaire d'un régime nouveau basé sur la suppression de la propriété privée, c'est-à-dire du régime socialiste. Aussi n'est-ce pas vers la Conférence de Berne que sont tournés les yeux des ouvriers et des paysans ruinés et affamés. Ceux qui vous épient, ceux qui attendent de vous le geste utile, ce sont ces gouvernements capitalistes que vous avez pour mission d'abolir et auxquels vous avez enchaîné votre sort.

„Nous savons qu'il y a ici des socialistes sincères, au glorieux passé révolutionnaire, mais ils ne se désolidarisent pas de l'œuvre des autres et ils assument de ce fait une lourde part de responsabilité. L'Histoire les jugera sévèrement. Pour nous, indéfectiblement attachés au socialisme et à ses traditions glorieuses de lutte de classe et de révolution nous adressons notre salut fraternel et l'assurance de notre solidarité agissante à la République Communiste russe qui lutte contre un monde d'ennemis bourgeois et pseudo-socialistes. Flétrissant les assassins de Liebknecht et de Rosa Luxembourg ainsi que le gouvernement prétendu socialiste qui avec la complicité des généraux de d'Empire a armé leurs bras, nous adressons au prolétariat révolutionnaire d'Allemagne et de tous les pays nos espoirs en leur victoire définitive et totale qui sera celle du prolétariat universel.“

F. LORIENT

## SUR LA MORT DE KARL LIEBKNECHT ET DE ROSA LUXEMBOURG

### APPEL DU GROUPE SPARTACUS

#### Aux Proletaires de tous les pays!

##### *Proletaires, Camarades!*

Nous vous adressons notre appel à la minute la plus pénible pour nous. Dans notre profonde douleur nous nous tournons vers vous. Nous vous parlons, frappés par la plus grande des pertes qui pouvaient nous atteindre.

Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ne sont plus.

Vous rappelez-vous, camarades français, le jour où l'on vous arracha Jean Jaurès! L'aveuglement insensé, le fanatisme sanguinaire de quelque assassin à gage de la bourgeoisie pouvait seul accomplir ce forfait. La bourgeoisie voulait une victime, elle tenait à écarter la dernière barrière placée entre elle et la guerre qu'elle préparait et elle choisit un homme dont l'influence en faveur de la paix était la plus puissante. Un cri d'indignation passa dans toute l'Internationale, un cri si puissant qu'il couvrit même les aboiements des loups de la guerre. Mais chez nous en Allemagne les socialistes avaient déjà conclu leur alliance avec le Kaiser, avaient déjà permis par un traité secret au militarisme prussien et à l'impérialisme allemand, leur complicité dans le crime — et comme pourtant ils élevèrent la voix à propos de la mort de Jaurès qu'ils se préparaient justement à livrer — comme ils s'indignèrent de ce déni du droit et de la morale, de ce déshonneur de l'humanité!

Et pourtant le crime alors commis pâlit devant celui que l'on vient de commettre. Le crime fut alors commis par la bourgeoisie comme elle en commettait des milliers pour défendre ses profits: notre meilleur camarade venait d'être tué par notre ennemi. Nous savions que la bourgeoisie est notre ennemi, nous ne pouvions en attendre rien d'autre; maintenant c'est un gouvernement qui a reçu son pouvoir de la révolution, grâce à l'énergie révolutionnaire et à l'ardente lutte des ouvriers et des soldats, c'est ce gouvernement qui vient de tuer les premiers champions de la révolution.

Oui, ouvriers et camarades, devant vous, devant l'Internationale, devant le monde, devant les contemporains et l'histoire nous accusons:

**Le gouvernement Ebert-Scheidemann-Noske d'avoir consciemment et volontairement provoqué l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg.**

##### *Proletaires, Camarades!*

Rappelez-vous quelle était notre situation. Depuis la fin d'Octobre 1918 il devint clair en Allemagne

à chacun que la révolution était inévitable; la bourgeoisie tremblait. Elle savait que la révolution serait pour elle un terrible jugement où elle rendrait compte de tous ses crimes, mais elle savait aussi qu'il n'y avait qu'un groupe capable de la défendre: le parti Ebert-Scheidemann. Qui donc si ce n'est ce parti pendant 4 ans s'était occupé de justifier aux yeux du proletariat chaque duperie de la caste militaire, chaque vilénie de la diplomatie, chaque méfait de la bourgeoisie? C'est à ce groupe que s'adressa la bourgeoisie en peine. Ebert et Scheidemann assumèrent avec joie sa défense. Ils mirent en jeu tous les moyens pour endormir de nouveau les esprits et si l'orage éclatait le rendre inoffensif. Quand, à Kiel, le 3 Novembre, commencèrent parmi les marins les premiers désastres, ce fut précisément Noske, le Noske même qui est maintenant associé au gouvernement de l'empire, qui fut envoyé là-bas pour étouffer le mouvement. Jusqu'au matin du 9 novembre, jour où le mouvement engloba Berlin, MM. Ebert-Scheidemann travaillèrent contre la révolution et ce ne fut que, quand malgré tous leurs efforts il s'avéra impossible de l'éviter, qu'ils se mirent à la tête du mouvement pour le conduire au but qu'on leur assignait; tirer d'affaire la bourgeoisie.

Tous leurs actes à partir du 9 novembre tendent vers ce but. L'un des premiers fut de proclamer l'inviolabilité de la propriété privée. Les chefs d'entreprises reçurent les plus rassurantes assurances. Toutes les anciennes institutions furent rétablies dans l'administration, dans l'organisation de la justice, des douanes et des impôts. Le commandement des officiers abolis par les soldats fut de nouveau rétabli, les vieux serviteurs de Guillaume II, de Ludendorff et des maîtres étrangers jusqu'au dernier furent confirmés dans leurs fonctions, on désarma les soldats on laissa les armes aux officiers. On invita les ouvriers au calme et, ce faisant, en réponse à leur légitime demande d'une augmentation de salaire on leur parla des „besoins de la patrie“ c'est-à-dire de la bourgeoisie.

Le gouvernement Ebert-Scheidemann avait nettement conscience qu'il ne pourrait atteindre son but — le sauvetage de la bourgeoisie — que par la plus impitoyable lutte contre les représentants de la révolution prolétarienne et surtout contre les camarades tués: Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Et c'est pourquoi dans les premières semaines qui suivirent la révolution, il entreprit contre le groupe Spartacus et contre ces deux camarades une campagne de calomnies dont on trouverait difficilement la pareille dans l'histoire. Dès Novembre, à Berlin, sous les

yeux du gouvernement, des feuilles volantes et des placards invitaient au meurtre de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht; on offrait des récompenses pour leur assassinat. Le gouvernement Ebert-Scheidemann ne bougea pas, d'un doigt. Tout le monde savait de quel milieu venaient ces appels. L'affaire fut laissée sans qu'il y eût aucune suite. Toute la valetaille de la presse bourgeoise reprit cette devise. Le „Vorwärts“, organe des Ebert-Scheidemann, se mit à la tête des persécuteurs. La contre-révolution se manifestait toujours plus ardemment et plus insolument. Le gouvernement même d'Ebert-Scheidemann appela à Berlin des troupes contre-révolutionnaires. Il devint évident que MM. Ebert-Scheidemann étaient les chefs de la contre-révolution, les ennemis impitoyables du prolétariat, prêts à noyer la révolution dans une mer de sang.

Le mois de janvier 1919 permit l'accomplissement de ces desseins. MM. Ebert-Scheidemann préparèrent un nouveau coup. Ils firent écarter le président de la coalition élu à Berlin par le Comité révolutionnaire et qui avait démasqué tous les plans de la contre-révolution. Le prolétariat berlinois n'était pas disposé à laisser faire. Il s'efforça de détourner le coup. Le gouvernement Ebert-Scheidemann n'avait pas de force militaire. A cette minute critique il jeta ouvertement le masque de la révolution et montra son vrai visage. Il arma les étudiants, forma un bataillon d'officiers, distribua des armes aux fils de banquiers et aux élèves des académies, appela deux ou trois régiments arriérés composés de jeunes gens de 18 à 19 ans et ainsi ces réacteurs couverts du sang des révolutionnaires de Finlande et d'Ukraine achevèrent leur tâche à Berlin. Les prolétaires furent collés au mur sans jugement. Les parlementaires furent fouettés à mort, les ouvriers arrêtés, les domiciles violés et dévalisés. Ebert-Scheidemann voulaient montrer qu'ils savaient se comporter à Berlin comme Ludendorf et ses pareils se comportèrent en Belgique et dans le Nord de la France; ils voulaient se montrer les dignes continuateurs de Gallifet et des autres bourreaux versaillais de la Commune.

Il fut évident pour tous, à ce moment, que si les chefs du mouvement spartakiste, les camarades Liebknecht et Luxembourg tombaient entre les mains de cette bande, ils ne s'en tireraient pas vivants. A Berlin chaque enfant savait cela. Le gouvernement Ebert-Scheidemann le savait aussi. Il n'opposait aucune barrière à la cruauté de ses bandes. Le „Vorwärts“ les excitait encore chaque jour. Et voici que se produisit la chose sans nom.

Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg sont arrêtés, assommés à coup de crosse, fusillés, sauvage-

ment tués. La bande Ebert-Scheidemann a tout fait pour couvrir ses assassins. Pour les faire acquitter, elle répandit le mensonge le plus avéré, par exemple: que Karl Liebknecht avait été tué en tentant de fuir—l'évidence démontra le contraire; que Rosa Luxembourg avait été tuée par la populace—il fut cependant établi qu'à la sortie du bâtiment de l'administration militaire d'où l'on devait la transférer à la prison, elle fut abattue à coup de crosse par des soldats qui l'attendaient. Pour épaissir les ténèbres autour du crime, on fit même disparaître le cadavre: «On l'a volé» disaient les Ebert-Scheidemann. Ainsi après l'assassinat commis par les militaires le cadavre est dérobé. On le chercha durant deux semaines entières sans qu'on pût le trouver. L'enquête fut transmise aux juges militaires et tout enfant même comprendra que ceux-ci ne pouvaient avoir qu'un intérêt: permettre aux coupables de se cacher. Le gouvernement a écarté la proposition de transmettre l'enquête à des juges impartiaux; les officiers mis en cause contre lesquels leurs propres dispositions ont une terrible portée accusatrice demeurent en liberté. Les témoins militaires ont disparu.

Prolétaires de tous les pays!

Ce crime trouvera d'autres juges. Nous nous adressons à vous, camarades. C'est à vous qu'appartient le droit de prononcer le verdict. Ceux que l'on a ainsi lâchement assassinés luttèrent pour vous qui êtes opprimés. Ils vivaient pour vous et ils sont morts pour vous. Ils ont été vos chefs et vos amis.

Prolétaires, élevez la voix. Honte éternelle aux assassins! Qu'ils ne trouvent pas de place parmi les camarades du monde entier, qu'ils périssent sous le poids de leurs forfaits avec leurs maîtres les capitalistes.

En ce jour terrible nous nous adressons à vous. Ne permettez pas que ces morts soient inutiles. La dernière pensée des assassinés a été pour vous et pour votre libération.

Levez vous donc, vous aussi dans vos pays pour combattre vos oppresseurs. Et le jour viendra lorsque le capitalisme avec tous ses bourreaux poursuivis de malédictions trouvera sa tombe et ce jour-là, ressusciteront d'entre morts tous ceux de nos camarades que l'on a tués. Ce ne sera pas le son de trompe du jugement dernier qui les réveillera, mais le cri dans le monde entier de million d'hommes!

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

**Le Parti Communiste allemand**  
(Groupe Spartacus)



## Adhésions à l'Internationale Communiste

### Adresse du Parti Ouvrier Social-Démocrate Serbe au bureau de l'Internationale Communiste

*Chers Camarades!*

Le parti ouvrier social-démocrate serbe a reçu avec une grande joie la nouvelle qu'en février se réunit à Moscou le 1-er Congrès de l'Internationale Communiste. Il regrette vivement de n'être pas en état d'envoyer ses délégués au Congrès, ayant été informé trop tard. Mais en revanche, notre parti est heureux de pouvoir vous envoyer un salut cordial et sincère et ses souhaits de réussite pour l'organisation de l'Internationale Communiste.

Chers camarades! Vous savez déjà comment s'est comporté notre parti pendant la guerre des Balkans et pendant la guerre universelle. Il est resté jusqu'à la fin fidèle à l'enseignement de nos grands maîtres Marx et Engels. Nous n'avons toujours éprouvé que dégoût et mépris envers les traîtres du socialisme. Au moment le plus critique notre parti n'a pas oublié pour un instant ses obligations sacrées internationales.

Aux jours où notre bourgeoisie fêtait sa victoire sur les Bulgares, aux jours de la plus grande défaite, quand notre population et notre armée battaient en retraite à travers les hautes montagnes de l'Albanie, aux jours où notre peuple souffrait sous le joug d'une occupation barbare, nous ne connaissions à l'égard de notre bourgeoisie qu'un devoir, — la lutte irréconciliable. La «paix sociale» n'a jamais eu chez nous droit de cité. Nous ne connaissions qu'une guerre, la guerre entre le travailleur et le capital.

A la dernière proposition des social-patriotes, d'envoyer des délégués à Berne, notre parti a répondu par un refus ne voulant rien avoir de commun avec les traîtres du socialisme.

Une guerre de presque 6 ans a provoqué dans l'Europe de grandes pertes. Nos meilleurs camarades sont morts dans les tranchées, aux travaux forcés, comme internés; beaucoup d'entre nous aussi sont morts dans les camps de prisonniers de guerre, beaucoup ont souffert des épidémies, la moitié presque des militants de notre parti a péri. Mais en dépit de ces pertes colossales, l'esprit combatif

n'a rien perdu. Conscients de ce que l'Europe entière entre dans l'ère de la révolution sociale, nous avons entrepris avec un grand enthousiasme de recréer notre vie de parti après une interruption de trois ans.

Autour de notre parti se groupent les larges couches des masses populaires qui se sont, après de longues et torturantes expériences convaincues que seul notre parti est en état de défendre les intérêts des masses ouvrières et de la pauvreté paysanne. On ne peut qu'expliquer ainsi les énormes succès de notre parti au cours des trois derniers mois.

L'in vraisemblable cherté des vivres, l'insuffisance de chauffage et de vêtements, la spéculation éhontée, l'interruption du mouvement des chemins de fer ont provoqué de plus en plus de mécontentement dans les grandes masses populaires. Notre unité nationale n'a rien arrangé. Notre «bourgeoisie yougo-slave» se révèle incapable de terminer la révolution nationale. Les 25 et 26 janvier a eu lieu une conférence des partis social-démocrates de Croatie et de Slavonie à Zagreb où fut prise, entre autre, la résolution suivante: «La Conférence salue la Russie des soviets, la révolution sociale d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie et le mouvement révolutionnaire des autres pays.» A ce Congrès l'on put remarquer combien sont fortes les tendances communistes dans le prolétariat yougo-slave.

Le Congrès de la social-démocratie yougo-slave est convoqué dans 8 semaines pour l'organisation d'un parti ouvrier yougo-slave unique et il n'est pas douteux que les tendances communistes remportent la victoire. Le parti démocrate de Serbie et aussi le parti social-démocrate de Bosnie-Herzégovine se placent sur la plateforme communiste. Les ouvriers de Croatie et de Slavonie sont avec nous, convaincus que le chemin vers le socialisme passe par la dictature prolétarienne et que la forme de cette dictature est le gouvernement des soviets.

Chers Camarades, nous avons la conviction que le 1-er Congrès de l'Internationale Communiste créera un organe de combat correspondant à tous les intérêts de la révolution mondiale et prolétarienne.

C'est pourquoi nous vous envoyons encore une fois notre salut fraternel, sincère et chaleureux.

Vive la nouvelle Internationale Communiste!

Le Parti Ouvrier Social-Démocrate Serbe



# NOS MORTS



Rosa Luxemburg.



Karl Liebknecht.



Les funeraillles de Liebknecht.



Karl Liebknecht.



Jean Jaurès.



J. M. Sverdloff.



Sverdloff sur son lit de mort.

IMPRIMERIE ARTISTIQUE DE LA S<sup>GE</sup> A. F. MAIERS  
PETROGRAD, PERS. ISMAILOVSKY, 29.

## II.

### Adhésion du Parti Socialiste Italien à l'Internationale Communiste.

*Le Comité Exécutif Central du Parti Socialiste Italien a adopté la résolution suivante:*

Le Comité Central Exécutif du Parti Socialiste Italien a adopté la résolution suivante: «Considérant, 1) que le bureau socialiste international n'était pas autre chose qu'un instrument de politique militaire entre les mains de la bourgeoisie dite démocratique, instrument servant à duper le prolétariat et constituant un obstacle à la création de l'Internationale Socialiste; 2) que l'alliance conclue à Berne, entre les représentants des social-patriotes et des internationalistes des pays de l'Europe centrale, jette une grande lumière sur le caractère de toutes les fractions qui n'ont pas rempli leur devoir, — tout le comité central du parti socialiste italien décide de sortir du bureau socialiste international et d'adhérer à l'Internationale Révolutionnaire Socialiste dans laquelle le parti travaillera la main dans la main avec les communistes russes.

En outre, le parti socialiste italien s'efforcera d'amener les socialistes de tous les pays restés fidèles aux principes de l'Internationale à ce même point de vue.

## III.

### Adhésion du Parti Communiste Hollandais.

Le Comité du parti communiste hollandais a décidé d'adhérer à la Troisième Internationale Communiste fondée le 6 mars.

Berlin 13 avril.

## IV.

### Déclaration des délégués du Parti Communiste Hongrois.

Délégués par le Parti Communiste de Hongrie au premier Congrès de la Troisième Internationale, nous regrettons vivement que les difficultés des communications et les combats entre les troupes de la république de l'Ukraine et les hordes de la «république Nationale d'Ukraine» ne nous aient pas permis d'arriver à temps et prendre part aux réunions du Congrès.

C'eût été pour nous une joie et un honneur de prendre part à cet événement d'une importance mondiale, à la fondation de la Troisième Internationale.

Nous déclarons, au nom du parti communiste hongrois, que nous approuvons toutes les décisions et sanctionnons toutes les déclarations et les signatures du camarade Roudniansky chargé en même temps que nous de représenter notre parti au Congrès.

L. RUDAS, G. KOHN

Moscou 10 avril 1919.



## Lettre de Raoul Verfeuil à propos de la Conférence de Berne

Les socialistes internationalistes français avaient décidé de prendre part à la Conférence de Berne afin d'y combattre le fanatisme chauvin et d'y défendre le principe de la lutte des classes adopté par le Congrès d'Amsterdam.

Nous espérons aussi que la conférence se déclarerait solidaire de la révolution ouvrière russe actuellement menacée par l'impérialisme de l'Entente, comme autrefois par l'impérialisme allemand.

L'absence des camarades russes, italiens, suisses, roumains et serbes nous a empêchés d'atteindre notre but. Nous n'avons pu qu'éviter une condamnation officielle du gouvernement des soviets. Quelque négatif que paraisse ce succès, il ne semble très réel. Si les camarades qui n'ont pas voulu, ou n'ont pas pu venir à Berne, viennent au prochain Congrès International, nous y remporterons une véritable victoire. Je les prie d'y venir.

L'Internationale devra adopter la tactique dont nous avons usé dans notre section française; il faut

nous libérer du joug des «majoritaires» et leur arracher la direction de l'Internationale. Nous rendrons ainsi à l'Internationale le caractère révolutionnaire et la vitalité dont elle manque.

De tout cœur j'adresse mon salut au prolétariat russe, engagé dans la lutte pour la libération définitive et je lui souhaite ardemment de remporter une victoire qui sera en même temps celle de la classe ouvrière de tous les pays.

Raoul VERFEUIL

(Berne, 10 février 1919).

### Note de la Rédaction.

Au moment de mettre sous presse l'original français de la lettre qu'on vient de lire nous fait défaut et nous nous voyons dans l'obligation de la reconstituer d'après une traduction russe, ce qui ne permet pas une exactitude *littérale*. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

# ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

## L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

### aux ouvriers et aux soldats de tous les pays!

*Camarades!*

(Par radio).

En Hongrie tout le pouvoir est passé entre les mains de la classe ouvrière.

Les impérialistes des pays de l'Entente ont posé à la Hongrie un nouvel ultimatum. Ils ont voulu priver la Hongrie de toutes ses ressources vitales. Ils ont voulu à travers son territoire entreprendre une guerre contre la Russie des soviets.

Les impérialistes de l'Entente comptaient que la bourgeoisie hongroise consentirait à leur nouvel ultimatum de bandits. Les impérialistes de l'Entente espéraient que le prolétariat hongrois resterait dans l'impuissance de donner aucune réponse à leur sanguinaire agression. Il n'en a pas été ainsi.

Redoutant la colère du peuple la bourgeoisie hongroise n'a pas cédé à l'ultimatum des impérialistes de l'Entente. La bourgeoisie hongroise, à contre cœur, a dû céder le pouvoir aux ouvriers. Les impérialistes de l'Entente se sont brûlés les doigts. Leur brigandage en Hongrie n'a fait que hâter la naissance de la république socialiste des soviets de Hongrie. La bourgeoisie hongroise qui a senti son incapacité de sauver le pays, n'a fait que certifier d'une façon particulièrement évidente que le rôle historique de la bourgeoisie est fini et que le prolétariat son fossoyeur vient la remplacer.

Mais les impérialistes des pays de l'Entente ne se découragent pas. A Paris, les détresseurs impérialistes aiguissent leurs couteaux pour égorgier la jeune république des soviets de Hongrie.

Il n'est pas de calomnies que ces Messieurs de la bourgeoisie ne jugent bonnes à répandre au sujet de la république socialiste hongroise—absolument comme ils le font déjà depuis 16 mois pour la république des soviets de Russie. Le gouvernement français se prépare à jeter, contre les ouvriers hongrois, ses soldats et de même à diriger contre la république des soviets de Hongrie les armées roumaines et tchéco-slovaques. Cette conception diabolique réussira-t-elle? C'est de cela que dépend dans les circonstances présentes le sort de la Hongrie, et c'est de cela que dans une large mesure dépend

le sort immédiat de la révolution prolétarienne dans tous les autres pays d'Europe.

Au nom de l'Internationale Communiste, nous nous adressons aux ouvriers de tous les pays, les invitant à venir au secours de nos frères: les ouvriers et les paysans hongrois.

Ouvriers et soldats français, les yeux des travailleurs du monde entier se fixent maintenant sur vous.

La bourgeoisie française est en ce moment la plus réactionnaire de toutes. Le chef des impérialistes français Clémenceau pousse plus que tout autre, stimule les Alliés à écraser la révolution russe et hongroise. On veut vous pousser, soldats et ouvriers français, à faire un métier de bourreaux, à étouffer la révolution socialiste hongroise. La bourgeoisie française veut par vos mains étrangler la révolution prolétarienne à Budapest pour empêcher, par cette même occasion, la révolution prolétarienne qui mûrit à Vienne, à Berlin, à Paris et à Londres.

Après quatre ans et demi d'une guerre que vous avez menée dans l'intérêt des banquiers on veut vous forcer maintenant à devenir des gendarmes internationaux, des bourreaux de la révolution prolétarienne.

Cela ne sera pas. Les ouvriers français ne se déshonoreront pas par une trahison. Ils tourneront leurs baïonnettes contre leurs propres oppresseurs, contre les impérialistes français et autres.

Camarades! la révolution prolétarienne s'étend par le monde entier. La révolution hongroise n'est que le premier rayon qui tombe du ciel rempli de nuages. La bourgeoisie, de tous les pays après avoir exterminé 20 millions d'hommes dans la plus sanglante des guerres va maintenant répondre pour ce crime. L'humanité n'est pas encore devenue folle. Elle ne laissera pas le pouvoir entre les mains de ceux qui nous ont conduits à la boucherie impérialiste.

Tous à l'aide de la révolution prolétaire de Hongrie!

Soldats! n'obéissez pas à ceux qui vous envoient contre la Hongrie rouge. Insurgez-vous, organisez

vos soviets et passez du côté de la Hongrie des soviets! Insurgez-vous contre les gouvernements qui vous poussent à combattre la Hongrie ouvrière!

Que la révolution socialiste de Hongrie soit pour la bourgeoisie de partout un terrible avertissement. Ne touchez pas à la Hongrie rouge! Ce cri doit retentir dans le monde entier.

Que la révolution socialiste hongroise soit le commencement de toute une série de nouvelles révolutions prolétariennes! Le règne de la bourgeoisie est arrivé à sa fin.

Vive la classe ouvrière et les soldats révolutionnaires de Hongrie! Vive le parti communiste hongrois! Vive la révolution prolétarienne universelle!

Le Président du Comité Exécutif de  
l'Internationale Communiste:

**G. ZINOVIEV**

29 mars 1919.

### Message du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste au Congrès des Communistes Hongrois.

*Budapest.*

Au Commissaire du Peuple chargé des Affaires Etrangères Bella Kun, — pour le Congrès du Parti Communiste Hongrois.

Chers camarades,

Au nom du Comité Exécutif de l'Internationale j'adresse à votre Congrès un salut fraternel communiste.

L'activité du Gouvernement hongrois des Soviets au cours du premier mois de votre dictature demeurera un modèle de vaillance prolétarienne, d'activité et de sagesse communiste. Les Communistes hongrois se sont montrés à la hauteur de la grande tâche qui leur est échue.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste attend avec une entière confiance que votre Congrès resserre définitivement votre parti, en tant que parti communiste, et lui donne un programme communiste nettement défini et décide que le parti portera obligatoirement le nom de parti communiste.

Dans le cadre des Soviets uniques deux ou plusieurs partis peuvent exister. Mais ce qui nous est absolument indispensable, — c'est d'avoir dans chaque pays un parti communiste compact, ayant nettement

conscience de ses buts et pourvu d'une discipline de fer. Y renoncer, surtout dans les pays où le parti s'est déjà formé, ce serait faire un pas en arrière.

La cause du communisme avance, faisant des pas de sept lieues. Les batailles décisives se produisent bien avant que nous ne le pensions. La bourgeoisie fera maintenant tout son possible pour organiser un mouvement contre-révolutionnaire anti-communiste. Soyons prêts à accueillir comme il convient ses coups et ses exécutions. Et nul ennemi ne nous sera redoutable.

L'Internationale Communiste appellera inlassablement les travailleurs de tous les pays à venir au secours des Républiques de Soviets de Russie, de Hongrie et de Bavière. Les ouvriers des autres pays marcheront sur vos traces.

Vivent les Communistes et leur Congrès!

Pour le Comité Exécutif de  
l'Internationale Communiste.

**G. ZINOVIEV**

### Message du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux Soviets bavarois

*Munich.*

(Par radio).

Au Commissaire du peuple chargé des Affaires Etrangères, Docteur Lippi.

Au nom du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste j'adresse, par votre intermédiaire, un cordial salut au prolétariat bavarois qui vient de fonder la république des Soviets. Nous sommes parfaitement convaincus de ce que le temps n'est pas loin quand toute l'Allemagne sera république des Soviets.

L'Internationale Communiste sait que vous luttez maintenant en Allemagne au poste le plus important. Chez vous se décide l'avenir immédiat de la révolution prolétarienne en Europe.

Vivent le Proletariat allemand et son parti communiste!

Vive la révolution communiste mondiale!

Le Président du Comité Exécutif de  
l'Internationale Communiste.

**G. ZINOVIEV**



(Par radio).

## Un nouveau méfait du gouvernement social-démocrate

A Berlin, le gouvernement des social-démocrates allemands vient de commettre un nouveau crime abominable. Le gouvernement de Scheidemann et de Noske vient de fusiller féroce-ment un vieux révolutionnaire, ancien président de la social-démocratie Polonaise dans la deuxième Internationale, le camarade Léo Tychko. Pendant plus de 30 ans le camarade Tychko lutta dans les rues des ouvriers pour la cause du socialisme. Tychko était à la tête de l'héroïque prolétariat polonais, à l'époque où il dressait à Varsovie et à Lodz les premières barricades révolutionnaires. Le camarade Tychko passa de longues années en prison; comme militant de la classe ouvrière il fut en 1906 condamné à 8 années de travaux forcés. Quand il réussit à s'échapper du bagne, il revint aussitôt se donner à la lutte pour le socialisme. La révolution allemande de Novembre surprit le camarade Tychko dans une prison allemande où il avait été jeté par le gouvernement de Guillaume II. Pendant 10 ans Tychko a été l'un des militants les plus dévoués et le plus en vue du mouvement révolutionnaire allemand. Aux côtés de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembour- g, Tychko a été le principal organisateur du

groupe Spartacus, devenu par la suite le parti Communiste allemand. Le socialisme international n'a pas eu de militant plus dévoué, plus désintéressé, plus énergique que le camarade Léo Tychko.

Et c'est ce camarade que viennent de fusiller Scheidemann et Noske qui s'intitulent social-démocrates.

Le camarade Léo Tychko est fusillé parce que jusqu'à son dernier soupir il est resté fidèle aux intérêts de la classe ouvrière et au communisme. Le camarade Léo Tychko est fusillé parce qu'il a été l'ennemi mortel de la société bourgeoise.

L'Internationale Communiste invite les ouvriers de tous les pays à se découvrir devant la tombe de cet organisateur d'une énergie indéfectible.

L'Internationale Communiste est persuadée que le jour n'est pas loin, où les Allemands traiteront selon leur mérite les bourgeois bourreaux et bouchers des communistes: Scheidemann, Ebert, Noske.

Le Président du Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste

**G. ZINOVIEV**



# RÉSOLUTIONS DU CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

## PLATEFORME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Les contradictions du système capitaliste mondial, auparavant cachées en son sein, se sont révélées avec une force inouïe en une formidable explosion — la grande guerre impérialiste mondiale.

Le capitalisme a tenté de surmonter sa propre anarchie par l'organisation de la production. Au lieu de nombreuses entreprises concurrentes, se sont organisées de vastes associations capitalistes (syndicats, cartels, trusts); le capital bancaire s'est uni au capital industriel; toute la vie économique est tombée sous le pouvoir d'une oligarchie financière-capitaliste, qui, par une organisation basée sur ce pouvoir, acquit une maîtrise exclusive. Le monopole supplanta la libre concurrence. Le capitaliste isolé se transforma en membre d'une association capitaliste. L'organisation remplaça l'anarchie insensée.

Mais dans la mesure même où, dans les Etats, pris séparément, les procédés anarchiques de la production capitaliste étaient remplacés par l'organisation capitaliste, les contradictions, la concurrence, l'anarchie, atteignaient dans l'économie mondiale, une plus grande acuité. La lutte entre les plus grands Etats conquérants conduisait, avec une inflexible nécessité, à la monstrueuse guerre impérialiste. La soif de bénéfices poussait le capitalisme mondial à la lutte pour la conquête de nouveaux marchés, de nouvelles sources de matières brutes, de la main d'œuvre à bon marché des esclaves coloniaux. Les Etats impérialistes qui se sont partagés le monde entier, qui ont transformé des millions de prolétaires et de paysans d'Afrique, d'Asie, d'Australie, d'Amérique en bêtes de somme, devaient révéler tôt ou tard dans un gigantesque conflit la nature anarchique du capital. Ainsi se produisit le plus grand des crimes — la guerre du banditisme mondial.

Le capitalisme a tenté de surmonter les contradictions de sa structure sociale. La société bourgeoise est une société de classes. Mais le capital des grands Etats

«civilisés» s'efforça d'étouffer les contradictions sociales. Aux dépens des peuples coloniaux qu'il détruisait, le capital achetait ses esclaves salariés, créant une communauté d'intérêts entre les exploités et les exploités — communauté d'intérêts dirigée contre les colonies opprimées et les peuples coloniaux jaunes, noirs ou rouges; il enchaînait l'ouvrier européen ou américain à la «patrie» impérialiste.

Mais cette même méthode de corruption continue qui créait le patriotisme de la classe ouvrière et sa sujétion morale, produisit, grâce à la guerre, sa propre antithèse. L'extermination, la sujétion totale du prolétariat, un joug monstrueux, l'appauvrissement, la dégénérescence, la faim dans le monde entier — telle fut la dernière rançon de la paix sociale. Et cette paix a fait faillite. La guerre impérialiste s'est transformée en guerre civile.

Une nouvelle époque naquit. Epoque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Epoque de la révolution communiste du prolétariat.

Le système impérialiste croule. Troubles aux colonies, fermentation parmi les petites nationalités jusqu'à présent privées d'indépendance, révoltes du prolétariat, révolutions prolétariennes victorieuses dans plusieurs pays, décomposition des armées impérialistes, incapacité absolue des classes dirigeantes à diriger dorénavant les destinées des peuples — telle est le tableau de la situation actuelle dans le monde entier.

L'humanité, dont toute la culture a été dévastée, est menacée de destruction. Il n'est plus qu'une force capable de la sauver, — et cette force c'est le prolétariat. L'ancien «ordre» capitaliste n'est plus. Il ne peut plus exister. Le résultat final des procédés capitalistes de production, c'est le chaos, — et ce chaos ne peut être vaincu que par la plus grande classe productrice, — la classe ouvrière. C'est elle qui doit instituer l'ordre véritable, — l'ordre

communiste. Elle doit briser la domination du capital, rendre les guerres impossibles, effacer les frontières entre les états, transformer le monde en une vaste communauté travaillant pour elle-même, réaliser la solidarité fraternelle et la libération des peuples.

Entretemps, contre le prolétariat le capital mondial s'arme pour un dernier combat. Sous le couvert de la Ligue des Nations et des bavardages pacifistes, il tente ses derniers efforts pour rajuster les parties disjointes d'elles-mêmes du système capitaliste et diriger ses forces contre la révolution prolétarienne irrésistiblement déchaînée.

A ce nouveau, à cet immense complot des classes capitalistes le prolétariat doit répondre par la conquête du pouvoir politique, tourner ce pouvoir contre ses propres ennemis, s'en servir comme levier pour la transformation économique de la société. La victoire définitive du prolétariat mondial marquera le commencement de l'histoire de l'humanité libérée.

#### La conquête du pouvoir politique.

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat signifie l'anéantissement du pouvoir politique de la bourgeoisie. L'appareil gouvernemental avec son armée capitaliste, placée sous le commandement d'un corps d'officiers bourgeois ou de junkers, avec sa police et sa gendarmerie, ses géoliers et ses juges, ses prêtres, ses fonctionnaires, etc., constitue entre les mains de la bourgeoisie le plus puissant instrument de gouvernement. La conquête du pouvoir gouvernemental ne peut se réduire à un changement de personnes dans la constitution des ministères, mais doit signifier l'anéantissement d'un appareil étatiste étranger, la prise en mains de la force réelle, le désarmement de la bourgeoisie, du corps d'officiers contre-révolutionnaire, des gardes blancs, l'armement du prolétariat, des soldats révolutionnaires et de la garde rouge ouvrière; la destitution de tous les juges bourgeois et l'organisation des tribunaux prolétariens; la destruction du fonctionarisme réactionnaire et la création de nouveaux organes d'administration, prolétariens. La victoire prolétarienne est assurée par la désorganisation du pouvoir ennemi et l'organisation du pouvoir prolétarien, — elle doit signifier la ruine de l'appareil étatiste bourgeois et la création de l'appareil étatiste prolétarien. Ce n'est qu'après la complète victoire, quand le prolétariat aura définitivement brisé la résistance de la bourgeoisie, qu'il pourra obliger ses anciens adversaires à le servir utilement, les amenant progressivement, sous son contrôle, à l'œuvre de construction communiste.

#### Démocratie et dictature.

Comme tout Etat, l'Etat prolétarien représente un appareil de contrainte et cet appareil est maintenant dirigé contre les ennemis de la classe ouvrière. Sa mission est de briser et de rendre impossible la résistance des exploités, employant dans leur lutte désespérée tous les moyens pour étouffer la révolution dans le sang. D'autre part, la dictature du prolétariat faisant officiellement de cette classe la classe gouvernante, crée une situation transitoire.

Dans la mesure où sera brisée la résistance de la bourgeoisie elle sera expropriée et se transformera en une masse laborieuse; la dictature du prolétariat disparaîtra, l'Etat mourra et les classes sociales finiront avec lui.

La soi-disant démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, n'est rien autre que la dictature bourgeoise déguisée. La « volonté populaire » tant prônée est une fiction comme l'unité du peuple. En fait, des classes existent dont les intérêts contraires sont irréductibles. Et comme la bourgeoisie n'est qu'une minorité insignifiante, elle utilise cette fiction, cette prétendue « volonté populaire » afin d'affermir, à la faveur de belles phrases sa domination sur la classe ouvrière, afin de lui imposer la volonté de sa classe. Au contraire, le prolétariat, constituant l'énorme majorité de la population, use ouvertement de la puissance de ses organisations de masses, de ses Soviets, pour écarter les privilèges de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classes.

L'essence de la démocratie bourgeoise réside dans une reconnaissance purement formelle des droits et des libertés, précisément inaccessibles au prolétariat et aux éléments à demi-prolétariens, à cause du manque de ressources matérielles, tandis que la bourgeoisie a toutes les possibilités de tirer parti de ses ressources matérielles, de sa presse et de son organisation pour mentir au peuple et le tromper. Au contraire, l'essence du système des Soviets — de ce nouveau type de pouvoir gouvernemental — consiste en ce que le prolétariat reçoit la possibilité d'assurer en fait ses droits et sa liberté. Le pouvoir des Soviets remet au peuple les plus beaux palais, les maisons, les typographies, les réserves de papier, etc., pour sa presse, ses réunions, ses syndicats. Ce n'est qu'alors que devient vraiment possible la démocratie prolétarienne.

Avec son système parlementaire la démocratie bourgeoise ne donne qu'en paroles aux masses, la possibilité de prendre part au gouvernement. Mais en fait les masses et leur organisation sont complètement écartées et du pouvoir véritable et de la véritable administration du pays. Dans le

système des Soviets les organisations des masses gouvernement et par elles, les masses elles-mêmes, les Soviets appelant à l'administration de l'état un nombre toujours plus grand d'ouvriers; et ce n'est que de cette façon que tout le peuple ouvrier est peu à peu appelé à prendre part effectivement au gouvernement de l'état. Le système des Soviets s'appuie de la sorte sur les organisations des masses prolétariennes, représentées par les Soviets mêmes, les unions professionnelles révolutionnaires, les coopératives, etc.

La démocratie bourgeoise et le parlementarisme, par la division des pouvoirs législatif et exécutif et l'absence du droit de rappel des députés, achèvent de séparer les masses de l'état. Au contraire, le système des Soviets, par son droit de rappel, par la réunion des pouvoirs législatif et exécutif et, conséquemment, par l'aptitude des Soviets à constituer des collectivités de travail, lie les masses aux organes d'administration. Ce lien est encore allégé par le fait, que, dans le système des Soviets, les élections ne se font pas d'après des subdivisions territoriales artificielles, mais coïncident avec les unités locales de la production.

Le système des Soviets assure de la sorte la possibilité d'une véritable démocratie prolétarienne, démocratie pour le prolétariat et dans le prolétariat, dirigée contre la bourgeoisie. Dans ce système une situation prédominante est assurée au prolétariat industriel, auquel appartient, par suite de sa meilleure organisation et de son plus grand développement politique, le rôle de classe dirigeante, dont l'hégémonie permettra au demi-prolétariat et à la pauvreté paysanne de s'élever progressivement. Ces supériorités momentanées du prolétariat industriel doivent être utilisés pour arracher les masses non possédantes de la petite bourgeoisie paysanne à l'influence des gros propriétaires ruraux et de la bourgeoisie, pour les organiser et les appeler à collaborer à la construction communiste.

### L'expropriation de la bourgeoisie et la socialisation des moyens de production.

La décomposition du système capitaliste et de la discipline capitaliste du travail rendent impossible, étant données les relations entre les classes, la reconstitution de la production sur les anciennes bases. La lutte des ouvriers pour l'augmentation des salaires, même en cas de succès, n'amène pas l'amélioration espérée des conditions d'existence, — l'augmentation du prix des produits annulant immanquablement chaque succès. La lutte énergique des ouvriers pour l'augmentation des salaires dans les pays dont la situation est évidemment sans espoir, par son caractère impétueux et passionné, par

sa tendance à la généralisation, rend impossible dorénavant les progrès de la production capitaliste. L'amélioration de la condition des ouvriers ne pourra être atteinte que lorsque le prolétariat lui-même s'emparera de la production. Pour élever les forces productrices de l'économie, pour briser au plus vite la résistance de la bourgeoisie, qui prolonge l'agonie de la vieille société, créant par là même le danger d'une complète ruine de la vie économique. — la dictature prolétarienne doit réaliser l'expropriation de la grosse bourgeoisie et de la noblesse et faire des moyens de production et de transport la propriété collective de l'état prolétarien.

Le Communisme naît maintenant sur les débris de la société capitaliste; l'histoire ne laissera pas d'autre issue à l'humanité. Les opportunistes, dans leur désir de retarder la socialisation par leur utopique revendication du rétablissement de l'économie capitaliste, ne font qu'ajourner la solution de la crise et créer la menace d'une ruine totale, tandis que la révolution communiste apparaît pour la vraie force productrice de la société, pour le prolétariat — et avec lui, pour toute la société, — comme le meilleur, le plus sûr moyen de salut.

La dictature prolétarienne n'entraîne aucun partage des moyens de production et de transport. Au contraire, sa tâche est de réaliser une plus grande centralisation des moyens et la direction de toute la production selon un plan unique.

Le premier pas vers la socialisation de toute l'économie, comporte nécessairement les mesures suivantes: socialisation des grandes banques qui dirigent maintenant la production; prise en mains par le pouvoir prolétarien de tous les organes de l'état capitaliste régissant la vie économique; — prises en mains de toutes les entreprises communales; — socialisation des branches d'industrie trustées ou syndiquées; — de même socialisation des branches d'industrie dont le degré de concentration et de centralisation rend la socialisation techniquement possible; socialisation des propriétés agricoles et leur transformation en entreprises agricoles dirigées par la société.

Quant aux entreprises de moindre importance, le prolétariat doit, en tenant compte de leur grandeur, les socialiser peu à peu.

Il importe de souligner ici que la petite propriété ne doit pas être expropriée et que les petits propriétaires n'exploitant pas le travail d'autrui, ne doivent subir aucune violence. Cette classe sera peu à peu attirée dans la sphère d'organisation sociale, par l'exemple et la pratique démontrant la supériorité de la nouvelle structure sociale qui libère la classe des petits paysans, et la petite

bourgeoisie du joug des gros capitalistes, de la noblesse, des impôts excessifs (principalement par suite de l'annulation des dettes d'état), etc.

La tâche de la dictature prolétarienne dans le domaine économique n'est réalisable que dans la mesure où le prolétariat saura créer des organes de direction de la production centralisés et réaliser la gestion par les ouvriers eux-mêmes. A cette fin il sera contraint de tirer parti de celles de ses organisations de masses qui sont liées, le plus étroitement, avec le processus de la production.

Dans le domaine de la répartition la dictature prolétarienne doit réaliser le remplacement du commerce par une juste répartition des produits. Parmi les mesures à cette fin indispensables, il faut indiquer: la socialisation des grandes entreprises commerciales; la transmission au prolétariat de tous les organes de répartition de l'Etat et des municipalités bourgeois; le contrôle des grandes unions coopératives dont l'appareil organisateur aura encore pendant la période de transition une importance économique considérable; la centralisation progressive de tous ces organes et leur transformation en un tout unique pour la répartition rationnelle des produits.

De même que dans le domaine de la production, dans celui de la répartition il importe d'utiliser tous les techniciens et les spécialistes qualifiés — sitôt que leur résistance dans le domaine politique aura été brisée; et ils seront en état de servir, au lieu de capital, le nouveau système de production.

Le prolétariat n'a pas l'intention de les opprimer, au contraire. Lui seul leur donnera le premier la possibilité de développer l'activité créatrice la plus énergique. La dictature prolétarienne remplacera la division du travail physique et intellectuel, propre au capitalisme; par l'union, réunissant ainsi le travail et la science.

En même temps qu'il expropriera les fabriques, les mines, les propriétés, etc. le prolétariat doit mettre fin à l'exploitation de la population par les capitalistes propriétaires d'immeubles, transmettre les grandes habitations aux Soviets ouvriers locaux, installer la population ouvrière dans les appartements bourgeois, etc.

Au cours de cette immense transformation le pouvoir des Soviets doit, d'une part échafauder un énorme appareil de gouvernement toujours plus centralisé dans sa forme et, d'autre part, doit appeler à un travail de direction immédiat des couches toujours plus grandes du peuple travailleur.

#### Le chemin vers la victoire.

La période révolutionnaire exige que le prolétariat use d'une méthode de lutte qui concentre

toute son énergie à savoir l'action directe des masses jusques et y compris sa suite logique, le choc direct, la guerre déclarée avec la machine gouvernementale bourgeoise. A ce but doivent être subordonnés tous les autres moyens, tels que, par exemple, l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme bourgeois.

Les conditions préliminaires indispensables à cette lutte victorieuse sont: la rupture, non-seulement avec les laquais directs du capital et les bourreaux de la révolution communiste — dont les social-démocrates de droite assument aujourd'hui le rôle — mais encore la rupture avec le «Centre» (groupe Katsky) qui, au moment critique, abandonne le prolétariat et lie partie avec ses ennemis déclarés.

D'un autre côté, il est nécessaire de réaliser un bloc avec ces éléments du mouvement ouvrier révolutionnaire qui, bien qu'ils n'aient pas appartenu auparavant au parti socialiste, se placent maintenant en tout et pour tout sur le terrain de la dictature prolétarienne, sous sa forme soviétique, c'est-à-dire avec les éléments correspondants du syndicalisme.

L'accroissement du mouvement révolutionnaire dans tous les pays, le danger pour cette révolution d'être étouffée par la ligue des Etats bourgeois, les tentatives d'union des parties traitres au Socialisme (formation de l'Internationale jaune à Berne) dans le but de servir basement la Ligue de Wilson — et enfin la nécessité absolue pour le prolétariat de coordonner ses efforts — tout cela nous conduit inévitablement à la fondation de l'Internationale Communiste, véritablement révolutionnaire et véritablement prolétarienne.

L'Internationale qui se révélera capable de subordonner les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale, réalisera ainsi l'entraide des prolétaires des différents pays, — tandis que sans cette aide mutuelle économique et autre le prolétariat n'est pas en état d'édifier une société nouvelle. D'autre part, en opposition, à l'Internationale socialiste jaune, l'Internationale Proletarienne et Communiste soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement final du système impérialiste mondial.

Les malfaiteurs du capitalisme affirmaient au début de la guerre mondiale qu'ils ne font pas que défendre leur patrie. Mais l'impérialisme allemand révéla sa nature bestiale par une série de sanglants forfaits commis en Russie, en Ukraine, en Finlande. Maintenant se révèlent à leur tour, même aux yeux des couches les plus arriérées de la population, les puissances de l'Entente qui pillent le

monde entier et assassinent le prolétariat. D'accord avec la bourgeoisie allemande et les social-patriotes, le mot de paix sur les lèvres, elles s'efforcent d'écraser à l'aide de tanks et de troupes coloniales, incompréhensives et barbares, la révolution du prolétariat européen. La terreur blanche des bourgeois-cannibales a été indescriptiblement féroce. Les victimes dans les rangs de la classe ouvrière, sont

innombrables; elle a perdu ses meilleurs champions: Liebknecht, Rosa Luxembourg.

Le prolétariat doit se défendre en tout état de choses. L'Internationale Communiste appelle le prolétariat mondial à cette lutte décisive. Arme contre arme! Force contre force! A bas la conspiration impérialiste du capital! Vive la République internationale des Soviets prolétariens!



## THÈSES DU CAMARADE LÉNINE

### sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne

*Ces thèses du camarade Lénine, qui expriment la position de principes prise par l'Internationale Communiste dans la question de la démocratie bourgeoise et de la dictature prolétarienne ont été remises au Bureau de la Troisième Internationale avec mission de leur donner la plus large publicité.*

1. La croissance du mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays suscite les efforts convulsifs de la bourgeoisie et des agents qu'elle possède dans les organisations ouvrières pour découvrir des arguments philosophico-politiques capables de servir à la défense de la domination des exploités. La condamnation de la dictature et la défense de la démocratie figurent au nombre de ces arguments. Le mensonge et l'hypocrisie d'un tel argument répété à satiété dans la presse capitaliste et à la Conférence de l'Internationale Jaune de Berne en Février 1919, sont évidents pour tous ceux qui ne tentent pas de trahir les principes fondamentaux du socialisme.

2. D'abord cet argument s'appuie sur les conceptions de «démocratie en général» et de «dictature en général», sans préciser la question de classe. Poser ainsi le problème, en dehors de la question de classes, en prétendant considérer l'ensemble de la nation, c'est proprement se moquer de la doctrine fondamentale du socialisme, à savoir la doctrine de la lutte de classes, acceptée en paroles, mais oubliée en fait par les socialistes passés dans le camp de la bourgeoisie. Car dans aucun pays civilisé, dans aucun pays capitaliste il n'existe de démocratie en général: il n'y a que la démocratie bourgeoise. Il ne s'agit pas davantage de dictature en général, mais de la dictature exer-

cée par la classe opprimée, c'est-à-dire par le prolétariat sur les oppresseurs et les exploités, sur la classe bourgeoise, dans le but de triompher de la résistance des exploités luttant pour leur domination.

3. L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est jamais parvenue à la domination, et n'a pu y parvenir, sans passer par une période de dictature pendant laquelle elle s'empara du pouvoir politique et abat par la force la résistance désespérée, exaspérée, qui ne s'arrête devant aucun crime, qu'ont toujours opposée les exploités. La bourgeoisie, dont aujourd'hui la domination est soutenue par les socialistes qui pérorent sur la dictature en général et qui se démentent en faveur de la démocratie en général, a conquis le pouvoir dans les pays civilisés au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de l'écrasement par la force — des rois, des nobles, des propriétaires d'esclaves — et par la répression de leurs tentatives de restauration. Des milliers et des milliers de fois, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple le caractère de classes de ces révolutions bourgeoises, dans leurs livres, dans leurs brochures, dans les résolutions de leurs congrès, dans leurs discours de propagande. C'est pourquoi cette défense actuelle de la démocratie bourgeoise au moyen de discours sur la «dictature en général», tous ces cris et ces pleurs contre la dictature du prolétariat sous prétexte de condamner «la dictature en général» ne sont qu'une trahison véritable du socialisme, qu'une défection caractérisée au profit de la bourgeoisie, qu'une négation du droit du prolétariat à sa révolution prolétarienne. C'est là défendre le réformisme bourgeois

précisément à l'heure où il a fait faillite dans le monde entier, à l'heure où la guerre a créé un état de choses révolutionnaire.

4. Tous les socialistes en démontrant le caractère de classes de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée, déjà formulée avec le maximum d'exactitude scientifique par Marx et Engels, que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes. Il n'y a pas un seul révolutionnaire, pas un seul marxiste parmi ceux qui crient aujourd'hui contre la dictature et pour la démocratie qui n'ait juré ses grands dieux devant les ouvriers qu'il acceptait cette vérité fondamentale du socialisme ; et maintenant que le prolétariat révolutionnaire est en fermentation et en mouvement, qu'il tend à détruire cette machine d'oppression et à conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme voudraient faire croire que la bourgeoisie a donné aux travailleurs la «démocratie pure», comme si la bourgeoisie avait renoncé à toute résistance et était prête à obéir à la majorité des travailleurs, comme si dans une république démocratique il n'y avait pas une machine gouvernementale faite pour opérer l'écrasement du travail par le capital.

5. La Commune de Paris, que tous ceux qui veulent passer pour socialistes honorent en paroles, parce qu'ils savent que les masses ouvrières sont pleines d'une vive et sincère sympathie pour elle, a montré avec une particulière netteté la relativité historique, la valeur limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise, institutions marquant un très grand progrès par rapport à celles du moyen âge, mais exigeant nécessairement une réforme fondamentale à l'époque de la révolution prolétarienne. Marx, qui a apprécié mieux qu'aucun autre l'importance historique de la Commune, a prouvé en l'analysant le caractère d'exploitation de la démocratie et du parlementarisme bourgeois, régime sous lequel les classes opprimées reçoivent le droit de décider en un seul jour pour une période de plusieurs années quel sera le représentant des classes possédantes qui représentera et opprime le peuple au parlement. Et c'est à l'heure où le mouvement soviétiste embrassant le monde entier, continue aux yeux de tous l'œuvre de la Commune que les traîtres au socialisme oublient l'expérience concrète de la Commune de Paris, et répètent les vieilles sornettes bourgeoises sur «la démocratie en général». La Commune n'était pourtant pas une institution parlementaire.

6. La valeur de la Commune consiste ensuite en ce qu'elle a tenté de bouleverser, de détruire, de fond en comble, l'appareil gouvernemental bourgeois dans l'administration, dans la justice, dans l'armée, dans la police, en le remplaçant par l'organisation autonome des masses ouvrières, sans reconnaître aucune distinction des pouvoirs législatif et exécutif. Toutes les démocraties bourgeoises contemporaines sans exception la république allemande que les traîtres du socialisme appellent prolétarienne en l'apit de la vérité, conservent au contraire le vieil appareil gouvernemental. Ainsi il se confirme une fois de plus, de façon absolument évidente que tous ces cris en faveur de la démocratie ne servent en réalité qu'à défendre la bourgeoisie et ses privilèges de classe exploitante.

7. La liberté de réunion peut être prise pour exemple des principes de la démocratie pure. Tout ouvrier conscient qui n'a pas rompu avec sa classe comprendra du premier coup qu'il serait insensé de permettre la liberté de réunion aux exploités dans un temps et dans des circonstances, où ces exploités s'opposent à leur déchéance et défendent leurs privilèges. La bourgeoisie, quand elle était révolutionnaire, soit en Angleterre en 1649, soit en France, en 1793, n'a jamais accordé la liberté de réunion aux monarchistes ni aux nobles qui appelaient les troupes étrangères et «se réunissaient» pour organiser des tentatives de restauration. Si la bourgeoisie d'aujourd'hui qui depuis longtemps est devenue réactionnaire, réclame du prolétariat qu'il garantisse à l'avance, malgré toute la résistance que feront les capitalistes contre leur expropriation, la liberté de réunion pour les exploités, les ouvriers ne pourront que rire de l'hypocrisie de cette bourgeoisie.

D'autre part, les ouvriers savent très bien que la liberté de réunion, même dans la république bourgeoise la plus démocratique, est une phrase vide de sens, puisque les riches possèdent les meilleurs édifices publics et privés, ainsi que le loisir nécessaire pour se réunir sous la protection de leur appareil gouvernemental bourgeois. Les prolétaires de la ville et de la campagne et les petits paysans, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, ne possèdent ni l'un ni l'autre. Tant qu'il en est ainsi l'égalité, c'est-à-dire la démocratie pure, est un leurre. Pour conquérir la véritable égalité, pour réaliser vraiment la démocratie au profit des travailleurs, il faut préalablement enlever aux exploités toutes les richesses demeures publiques et privées, il faut préalablement donner des loisirs aux travailleurs, il faut que la liberté de leurs réunions soit protégée par des ouvriers armés et non point par des officiers hubereaux ou capitalistes avec des soldats à leur dévotion.

C'est seulement alors que l'on pourra sans se moquer des ouvriers, des travailleurs, des pauvres, parler de liberté de réunion et d'égalité. Or, qui peut accomplir cette réforme, sinon l'avant-garde des travailleurs, le prolétariat, par le renversement des exploiters et de la bourgeoisie?

8. La liberté de la presse est également une des grandes devises de la démocratie pure. Encore une fois les ouvriers savent que les socialistes de tous les pays ont reconnu des millions de fois que cette liberté est un mensonge, tant que les meilleures imprimeries et les plus gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que subsiste le pouvoir du capital sur la presse, pouvoir qui se manifeste dans le monde entier avec d'autant plus de clarté, de netteté et de cynisme que le régime démocratique et républicain est plus développé, comme par exemple en Amérique. Afin de conquérir la véritable égalité et la vraie démocratie dans l'intérêt des travailleurs, des ouvriers et des paysans, il faut commencer par enlever au capital la faculté de louer les écrivains, d'acheter et de corrompre des journaux, et des maisons d'édition et pour cela il faut renverser le joug du capital, renverser les exploiters, briser leur résistance. Les capitalistes ont toujours appelé «liberté», la liberté de s'enrichir pour les riches, la liberté pour les ouvriers de mourir de faim. Les capitalistes appellent liberté de la presse la faculté pour les riches de corrompre la presse, la faculté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et pour soutenir la soi-disant opinion publique. Les défenseurs de la «démocratie pure» sont en réalité une fois de plus les défenseurs du système vil et corrompu de la domination des riches sur l'instruction des masses, ils sont ceux qui trompent le peuple et le détournent avec de belles phrases mensongères, de cette nécessité historique d'affranchir la presse de son assujettissement au capital. De véritable liberté ou égalité il n'y en aura que dans le régime édifié par les Communistes, dans lequel il sera impossible de s'enrichir aux dépens d'autrui, dans lequel il sera matériellement impossible de soumettre la presse directement ou indirectement au pouvoir de l'argent, dans lequel rien n'empêchera chaque travailleur, ou chaque groupe de travailleurs, de posséder et d'user en toute égalité, du droit de se servir des imprimeries et du papier de l'Etat.

9. L'histoire du 19<sup>ème</sup> et du 20<sup>ème</sup> siècle nous a montré même avant la guerre ce qu'était la fameuse démocratie pure sous le régime capitaliste. Les marxistes ont toujours répété que plus la démocratie était développée, plus elle était pure, et plus devenait vive, acharnée et impitoyable la lutte des classes, et plus apparaissait purement le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie. L'affaire Dreyfus dans la France républicaine, les vio-

lences sanglantes des détachements soudoyés et armés par les capitalistes contre les grévistes dans la république libre et démocratique d'Amérique, ces faits et des milliers d'autres semblables découvrent cette vérité qu'essaye en vain de cacher la bourgeoisie, que c'est précisément dans les républiques les plus démocratiques que règnent en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, terreur et dictature qui apparaissent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploiters que le pouvoir du capital commence à être ébranlé.

10. La guerre impérialiste de 1914—1918 a définitivement manifesté, même aux yeux des ouvriers non éclairés, ce vrai caractère de la démocratie bourgeoise même dans les républiques les plus libres — comme caractère de dictature bourgeoise. C'est pour enrichir un groupe allemand ou anglais de millionnaires ou de milliardaires qu'ont été massacrés des dizaines de millions d'hommes et qu'a été instituée la dictature militaire de la bourgeoisie dans les républiques les plus libres. Cette dictature militaire persiste même après la défaite de l'Allemagne dans les pays de l'Entente. C'est la guerre qui mieux que tout a ouvert les yeux aux travailleurs, a arraché ses faux appâts à la démocratie bourgeoise, a montré au peuple tout l'abîme de la spéculation et du lucre pendant la guerre et à l'occasion de la guerre. C'est au nom de la liberté et de l'égalité que la bourgeoisie a fait cette guerre, c'est au nom de la liberté et de l'égalité que les fournisseurs aux armées ont amassé des richesses inouïes. Tous les efforts de l'Internationale jaune de Berne n'arriveront pas à dissimuler aux masses le caractère d'exploitation actuellement manifeste de la liberté bourgeoise, de l'égalité bourgeoise, de la démocratie bourgeoise.

11. Dans le pays capitaliste le plus développé d'Europe, en Allemagne, les premiers mois de cette complète liberté républicaine apportée par la défaite de l'Allemagne impérialiste ont révélé aux ouvriers allemands et au monde entier le caractère de classe de la république démocratique bourgeoise. L'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg est un événement d'une importance historique universelle non seulement par la mort tragique des hommes et des chefs les meilleurs de la vraie Internationale prolétarienne et communiste, mais encore parce qu'il a manifesté dans l'Etat le plus avancé d'Europe et même, on peut le dire, du monde entier, la véritable essence du régime bourgeois. Si des gens en état d'arrestation, c'est-à-dire pris par le pouvoir gouvernemental des social-patriotes, sous sa garde, ont pu être tués impunément par des officiers et des capitalistes, c'est que la république démocratique dans laquelle un pareil événement a été possible n'est que la dicta-

tude de la bourgeoisie. Les gens qui expriment leur indignation au sujet de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, mais qui ne comprennent pas cette vérité, ne font que montrer par là ou leur bêtise ou leur hypocrisie. La liberté dans une des républiques du monde les plus libres et les plus avancées, dans la république allemande, est la liberté de tuer impunément les chefs du prolétariat en état d'arrestation, et il ne peut en être autrement tant que subsiste le capitalisme, car le développement du principe démocratique, loin d'affaiblir, ne fait que surexciter la lutte de classes qui, par suite des répercussions et des influences de la guerre, a été portée à son point d'ébullition.

Dans tout le monde civilisé, on expulse aujourd'hui les bolchéviki, on les poursuit, on les emprisonne, comme par exemple dans une des plus libres républiques bourgeoises, en Suisse; on massacre les bolchéviki en Amérique, etc... Du point de vue de la démocratie en général, ou de la démocratie pure, il est tout à fait ridicule que des Etats civilisés et avancés, démocratiques, armés jusqu'aux dents, craignent la présence de quelques dizaines d'hommes venus de la Russie retardataire, affamée et ruinée, de cette Russie que dans leurs dizaines de millions d'exemplaires les journaux bourgeois appellent sauvage, criminelle, etc... Il est clair que les conditions sociales dans lesquelles une contradiction aussi criante a pu naître réalisent en réalité la dictature de la bourgeoisie.

12. Dans un tel état de choses la dictature du prolétariat n'est pas seulement absolument légitime, en tant qu'instrument propre au renversement des exploités et à l'écrasement de leur résistance, mais encore absolument indispensable pour toute la masse laborieuse comme son seul moyen de défense contre la dictature de la bourgeoisie qui a causé la guerre et qui prépare de nouvelles guerres.

Le point le plus important que ne comprennent pas les socialistes et qui constitue leur myopie théorique, leur emprisonnement dans les préjugés bourgeois et leur trahison politique envers le prolétariat c'est que dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte de classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que lamentations réactionnaires de petit bourgeois.

La preuve en est apportée par l'expérience du développement de la démocratie bourgeoise et du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle dans tous les pays civilisés et en particulier par l'expérience des cinq dernières années. C'est aussi la vérité qu'enseignent toute la science de l'économie politique, tout le contenu du marxisme, qui explique par quelle nécessité économique naît la dictature

de la bourgeoisie, et comment elle ne peut être remplacée que par une classe développée, multipliée, fortifiée et devenue plus cohérente par le développement même du capitalisme, c'est-à-dire la classe des prolétaires.

13. Une autre erreur, théorique et politique, des socialistes consiste à ne pas comprendre que les formes de la démocratie ont constamment changé pendant le cours des siècles, depuis ses premiers germes dans l'antiquité, à mesure qu'une classe dominante était remplacée par une autre. Dans les anciennes républiques de la Grèce, dans les Cités du moyen âge, dans les pays capitalistes civilisés, la démocratie revêt des formes diverses et un degré d'adaptation différent. Ce serait la plus grande sottise de croire que la révolution la plus profonde dans l'histoire de l'humanité, que le passage du pouvoir, pour la première fois au monde, d'une minorité d'exploiteurs à la majorité des exploités, puissent se produire dans les vieux cadres de la démocratie bourgeoise et parlementaire, puissent se produire sans brisures nettes, sans que se créent de nouvelles formes de démocratie, avec de nouvelles institutions incarnant ces nouvelles conditions de vie, etc.

14. La dictature du prolétariat ressemble à la dictature des autres classes en ce que, elle est provoquée, comme toute espèce de dictature, par la nécessité de réprimer violemment la résistance de la classe qui perd la domination politique. Le point fondamental qui sépare la dictature du prolétariat de celle des autres classes, de la dictature des éléments féodaux au moyen âge, de la dictature de la bourgeoisie dans tous les pays civilisés capitalistes, consiste en ce que la dictature des éléments féodaux et de la bourgeoisie était l'écrasement violent de la résistance de l'énorme majorité de la population de la classe laborieuse; tandis que la dictature du prolétariat est l'écrasement par la force de la résistance des exploités, c'est-à-dire d'une infime minorité de la population, les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Il s'ensuit encore que la dictature du prolétariat entraîne inévitablement non seulement une modification des formes et des institutions démocratiques en général, mais encore une modification telle qu'elle aboutit à une extension jusqu'alors inconnue du principe démocratique en faveur des classes opprimées par le capitalisme, en faveur des classes laborieuses.

En effet, la forme de la dictature du prolétariat déjà élaborée en fait, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets en Russie, le Räte-Systeme en Allemagne, les Shop Stewards Committees et autres institutions soviétistes analogues dans les autres pays, signifie précisément et réalise pour les classes

laborieuses, c'est-à-dire pour l'énorme majorité de la population, une faculté pratique de profiter des droits et libertés démocratiques comme il n'y en a jamais eu même d'approchantes, dans les républiques bourgeoises les meilleures et les plus démocratiques.

L'essence du pouvoir des soviets consiste en ce que la base constante et unique de tout le pouvoir gouvernemental, de tout l'appareil gouvernemental, c'est l'organisation des masses jadis opprimées par le capitalisme, c'est-à-dire des républiques bourgeoises les plus démocratiques tout en jouissant de l'égalité selon la loi, étaient écarterées en réalité par des milliers de coutumes et de manœuvres de toute participation à la vie politique, de tout usage des droits et libertés démocratiques et qui maintenant sont appelées à prendre une part considérable et obligatoire, une part décisive à la gestion démocratique de l'Etat.

15. L'égalité de tous les citoyens, indépendamment du sexe, de la religion, de la race, de la nationalité, que la démocratie bourgeoise a toujours et partout promise, mais n'a réalisée nulle part, et qu'étant donnée la domination du capitalisme elle ne pouvait pas réaliser, le pouvoir des Soviets ou la dictature du prolétariat, la réalise tout d'un coup et complètement, car seul est en état de la réaliser le pouvoir des ouvriers qui ne sont pas intéressés à la propriété privée aux moyens de production à la lutte pour leur partage et leur distribution.

16. La vieille démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise et le parlementarisme étaient organisés de telle façon que les masses laborieuses étaient de plus en plus éloignées de l'appareil gouvernemental. Le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat est au contraire construit de façon à rapprocher les masses laborieuses de l'appareil gouvernemental. Au même but tend la réunion des pouvoirs législatif et exécutif dans l'organisation soviétiste de l'Etat ainsi que la substitution aux circonscriptions électorales territoriales d'unités de travail, comme les usines et les fabriques.

17. Ce n'est pas seulement sous la monarchie que l'armée était un instrument d'oppression. Elle l'est resté dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques. Seul, le Pouvoir des Soviets, en tant qu'organisation gouvernementale permanente des classes opprimées par le capitalisme, est capable de supprimer la soumission de l'armée au commandement bourgeois et de fondre

réellement le prolétariat avec l'armée, en réalisant l'armement du prolétariat et le désarmement de la bourgeoisie, sans lesquels est impossible le triomphe du socialisme.

18. L'organisation soviétiste de l'Etat est adaptée au rôle directeur du prolétariat comme classe concentrée au maximum et éduquée par le capitalisme. L'expérience de toutes les révolutions et de tous les mouvements des classes opprimées, l'expérience du mouvement socialiste dans le monde entier nous enseignent que seul le prolétariat est en état d'unifier et de conduire les masses éparses et retardataires de la population laborieuse et exploitée.

19. Seule l'organisation soviétiste de l'Etat peut réellement briser d'un coup et détruire définitivement le vieil appareil bourgeois administratif et judiciaire, qui s'est conservé et devait inévitablement se conserver sous le capitalisme même dans les républiques les plus démocratiques, puisqu'il était de fait le plus grand empêchement à la mise en pratique des principes démocratiques en faveur des ouvriers et des travailleurs. La Commune de Paris a fait dans cette voie le premier pas d'une importance historique universelle; le pouvoir des soviets a fait le second.

20. L'anéantissement du pouvoir gouvernemental est le but que se sont proposés tous les socialistes, Marx le premier. Sans réalisation de ce but la vraie démocratie, c'est-à-dire l'égalité et la liberté, est irréalisable. Or le seul moyen pratique d'y arriver est la démocratie soviétiste ou prolétarienne, puisque, appelant à prendre une part réelle et obligatoire au gouvernement les organisations des masses laborieuses, elle commence dès maintenant à préparer le dépérissement complet de tout gouvernement.

21. La complète banqueroute des socialistes réunis à Berne, leur incompréhension absolue de la démocratie prolétarienne nouvelle apparaissent particulièrement dans ce qui suit. Le 10 Février 1919, Branting clôturait à Berne la Conférence internationale de l'Internationale jaune. Le 11 Février 1919 à Berlin est imprimé dans le journal de ses corréligionnaires «Die Freiheit» une proclamation du parti des Indépendants au prolétariat. Dans cette proclamation est reconnu le caractère bourgeois du Gouvernement de Scheidemann auquel on reproche son désir d'abolir les soviets appelés les Messagers et les Défenseurs de la Révolution et auquel on demande de légaliser les soviets, de leur donner les droits politiques, le droit de vote contre les décisions de l'Assemblée Constituante, le referendum demeurant juge en dernier ressort.

Cette proclamation dénote la complète faillite des théoriciens qui défendaient la démocratie sans comprendre son caractère bourgeois. Cette tentative

ridicule de combiner le système des soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, avec l'Assemblée Constituante, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie, dévoile jusqu'au bout à la fois la pauvreté de pensée des socialistes jaunes et des social-démocrates, leur caractère réactionnaire de petits bourgeois, et leurs lâches concessions devant la force irrésistiblement croissante de la nouvelle démocratie prolétarienne.

22. En condamnant le bolchévisme, la majorité de l'Internationale de Berne qui n'a pas osé voter formellement un ordre du jour correspondant à sa pensée, par crainte des masses ouvrières, a agi justement de son point de vue de classe. Cette majorité est complètement solidaire des menchéviki et socialistes-révolutionnaires russes ainsi que des Scheidemann allemands.

Les menchéviki et socialistes-révolutionnaires russes en se plaignant d'être poursuivis par les bolchéviki essayent de cacher le fait que ces poursuites sont causées par la part prise par les menchéviki et les socialistes-révolutionnaires à la guerre civile du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat. Les Scheidemann et leur parti ont déjà montré de la même façon en Allemagne qu'ils prenaient la même part à la guerre civile du côté de la bourgeoisie contre les ouvriers.

Il est par suite tout à fait naturel que la majorité des participants de l'Internationale jaune de Berne se soit prononcée contre les bolchéviki. Par

là s'est manifesté non point le désir de défendre la démocratie pure, mais le besoin de se défendre eux-mêmes chez des gens qui sentent et qui savent que dans la guerre civile ils sont du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Voilà pourquoi du point de vue de la lutte de classes il est impossible de ne pas reconnaître la justesse de la décision de la majorité de l'Internationale jaune. Le prolétariat ne doit pas craindre la vérité, mais la regarder en face et tirer les conclusions politiques qui en découlent.

Sur la base de ces thèses et en considération des rapports des délégués des différents pays, le Congrès de l'Internationale Communiste déclare que la tâche principale des Partis Communistes, dans les divers régions où le Pouvoir des Soviets n'est pas encore constitué, consiste en ce qui suit:

1. *Eclairer les plus larges masses de la classe ouvrière sur la signification historique de la nécessité politique et pratique, d'une nouvelle démocratie prolétarienne, qui doit prendre la place de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme;*

2. *Elargir et organiser des Soviets dans tous les domaines de l'industrie, dans l'armée, dans la flotte, parmi les ouvriers agricoles et les petits paysans;*

3. *Conquérir à l'intérieur des Soviets une majorité communiste. sûre et consciencieuse.*



## RÉSOLUTION

### concernant les tendances socialistes et la Conférence de Berne

*Adoptée sur la proposition des camarades G. Zinoviev et F. Platten, rapporteurs.*

#### I.

Lors du Congrès Socialiste International qui eut lieu à Stuttgart, en 1907, la II-ème Internationale ayant abordé les questions de politique coloniale et de guerre impérialiste, il devint évident que plus de la moitié de ses membres et la majorité de ses chefs se trouvaient en ces matières plus rapprochés des points de vue bourgeois que des idées communistes de K. Marx et d'Engels.

Le Congrès de Stuttgart adopta néanmoins l'amendement suivant proposé par les représentants de la gauche révolutionnaire, Lénine et Rosa Luxembourg.

„En cas de guerre, les socialistes doivent intervenir dans le but d'abrégier le plus possible le conflit et utiliser tous les moyens de la crise économique et politique infailliblement provoquée par la guerre afin de créer dans le peuple une agitation et de hâter la chute de la domination capitaliste.»

En Novembre 1912, au Congrès de Bâle convoqué pendant la guerre des Balkans, la II-ème Internationale déclarait :

„Que les gouvernements bourgeois n'oublient pas que c'est la guerre Franco-Allemande qui a provoqué le soulèvement révolutionnaire de la Commune et que c'est la guerre Russo-Japonaise qui mit en

branle les forces révolutionnaires de la Russie. Les prolétaires considèrent comme criminel de tirer les uns sur les autres dans l'intérêt des bénéfices capitalistes, à cause de rivalités dynastiques ou de l'application de traités diplomatiques.»

\* \*

Jusqu'à la fin de juillet, jusqu'au début du mois d'août 1914, 24 heures encore avant que ne commençât la guerre mondiale, les institutions et les organes compétents de la II-ème Internationale ne cessaient pas de condamner comme le plus grand des crimes de la bourgeoisie la guerre qui venait.

Les déclarations des partis dirigeants de la II-ème Internationale, qui se rapportent à ces journées, constituent autant d'éloquents réquisitoires contre les chefs de la II-ème Internationale.

\* \*

Au premier coup de feu qui retentit sur les champs de massacre de la guerre impérialiste, les partis les plus importants de la II-ème Internationale trahirent la classe ouvrière et passèrent, sous le prétexte de «défense de la patrie», dans le camp de «leurs» bourgeoisies respectives. Scheidemann et Ebert en Allemagne, Thomas et Renaudel en France, Henderson et Hyndman en Angleterre, Vandervelde et de Broeckère en Belgique, Renner et Pernersdorfer en Autriche, Plekhanoff et Roubanovitch en Russie, Branting et son parti en Suède, Gompers et ses adeptes en Amérique, Mussolini et Cie en Italie, exigèrent la conclusion d'une paix civile avec la bourgeoisie de leurs pays et la renonciation au mot d'ordre: guerre à la guerre,—faisant ainsi du prolétariat la chair à canon des impérialistes.

Ce fut le moment de la banqueroute définitive et la fin de la II-ème Internationale.

\* \*

Grâce à l'ensemble du développement économique, la bourgeoisie a les moyens de corrompre et de séduire l'élite de la classe ouvrière — l'aristocratie ouvrière — moyennant quelques menues aumônes prélevées sur ses immenses revenus.

Les éléments petits bourgeois du socialisme affluèrent dans les rangs des partis socialistes officiels et, peu à peu, réussirent à faire dévier le cours de leur politique, dans le sens de la bourgeoisie.

Les meneurs du mouvement ouvrier pacifique parlementaire, les chefs des associations professionnelles, les secrétaires, les rédacteurs, les employés des partis socialistes formèrent toute une caste bureaucratique ouvrière ayant ses appétits, ses intérêts de groupe et devenue en fait hostile au socialisme.

Par suite de toutes ces circonstances, les partis socialistes officiels dégénérent en un parti antisocialiste et chauvin.

Au sein même de la II-ème Internationale *trois courants principaux* se révélèrent. Pendant la durée de la guerre et jusqu'au début de la révolution prolétarienne en Europe les aspects de ces tendances se précisèrent tout à fait nettement:

1) *Le courant social-chauviniste* (majoritaire) représenté de la façon la plus typique par les social-démocrates allemands qui partagent en ce moment le pouvoir avec la bourgeoisie et sont devenus les assassins des chefs de l'Internationale Communiste Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Les social-chauvinistes se montrent actuellement les véritables ennemis de classe du prolétariat. Ils suivent le programme de «liquidation» de la guerre que leur a soufflé la bourgeoisie: transmission à la charge des classes laborieuses de la plus grande part des impôts; intangibilité de la propriété privée; abandon de l'armée aux mains de la bourgeoisie; dissolution des soviets de députés ouvriers, partout en voie d'organisation; — abandon du pouvoir politique à la bourgeoisie, — en un mot, «démocratie» bourgeoise contre le socialisme.

Quelque aigües que soient les formes revêtues jusqu'à ce jour par la lutte des communistes contre les socialistes majoritaires, les ouvriers sont encore loin de se rendre clairement compte du danger qui menace le prolétariat international de la part de ces traîtres.

Désiller les yeux des travailleurs sur le marché de Judas des social-chauvinistes et mettre, par la force des armes, ce parti contre-révolutionnaire dans l'impuissance de nuire,— telle est en ce moment l'une des tâches les plus importantes de la révolution prolétarienne.

2) *Le courant centriste* (social-pacifistes, groupe Kautsky, indépendants) qui se manifesta déjà avant la guerre, surtout en Allemagne.

Au début de la guerre le centre fut presque partout d'accord sur les questions essentielles, avec les social-chauvinistes.

Le leader et le théoricien du centre, Kautsky s'est prononcé pour la politique suivie par les social-chauvins allemands et français. L'Internationale, à les entendre, ne serait qu'un «moyen de paix», de «lutte pour la paix», de «lutte de classe en temps de paix» — telle est la devise de Kautsky.

Au début de la guerre le «centre» insiste sur «l'unité» avec les social-chauvinistes. Après l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg le «centre» continue à prêcher cette même «unité» — c'est-à-dire l'unité des ouvriers-communistes avec les assassins des chefs communistes Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Dès le début des hostilités le «Centre» (Kautsky, Victor Adler, Turati, R. Macdonald) se mit à prêcher une amnistie réciproque qui devait s'étendre aux

chefs des partis socialistes d'Allemagne et d'Autriche d'une part, de France et d'Angleterre d'autre part. Le „Centre“ prêche encore cette amnistie maintenant que la guerre a pris fin, empêchant ainsi les ouvriers d'élucider clairement les causes de la chute de la II-ème Internationale.

Le Centre a délégué ses mandataires à Berne, à la Conférence internationale des socialistes désireux de conclure un compromis facilitant ainsi la duperie des ouvriers par les Scheidemann et les Renaudel.

Il est indiscutablement nécessaire de détacher du „Centre“ les éléments les plus révolutionnaires. Ce n'est possible que par une critique impitoyable, en démasquant les chefs „centristes“. La scission de l'organisation du centre apparaît comme une absolue nécessité historique. La tâche des communistes de chaque pays consiste à préciser le moment de cette scission, en tenant compte du degré d'évolution du mouvement.

3) *Communistes.* Cette tendance dans la II-ème Internationale défendait les points de vue communistes-marxistes sur la guerre et sur les tâches du prolétariat (Stuttgart 1907: Résolution Lénine-Luxembourg), y restait en minorité.

Le groupe de la „gauche radicale“ (plus tard celui des Spartakistes) en Allemagne, le parti bolchevik en Russie, les „tribunistes“ en Hollande, les groupes de la Jeunesse en Suède et la gauche de la Jeunesse Internationale formèrent le noyau de la nouvelle Internationale.

Demeurée fidèle aux intérêts du prolétariat cette tendance adopta au début de la guerre la devise: „Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile“.

Cette tendance vient de s'organiser dans la troisième Internationale.

## II.

La Conférence de Berne, en Février 1918, ne fut qu'une tentative de galvaniser le cadavre de la II-ème Internationale.

La composition de la Conférence de Berne montre à l'évidence que le prolétariat révolutionnaire mondial n'a rien de commun avec elle.

Le prolétariat victorieux de Russie, l'héroïque prolétariat allemand, le prolétariat italien, les groupes communistes de la classe ouvrière d'Autriche et de Hongrie, le prolétariat suisse, la classe ouvrière de Bulgarie, de Roumanie, de Serbie, les partis ouvriers de gauche de Suède, de Norvège, de Finlande; le prolétariat ukrainien, letton, polonais; la meilleure partie du prolétariat organisé d'Angleterre, la Jeunesse Internationale et l'Internationale des femmes ont refusé d'une façon démonstrative de prendre part à la conférence des social-patriotes à Berne.

Ceux des participants de la Conférence de Berne qui ont encore conservé un certain contact avec le véritable mouvement ouvrier de notre temps ont formé un groupe d'opposition, contraire à la politique des social-patriotes, au moins en ce qui concerne la question principale: Appréciation de la révolution Russe.

La déclaration du camarade français Loriot, flagellant la majorité du congrès de Berne du terme de „laquais“ de la bourgeoisie, exprime l'opinion véritable des ouvriers conscients du monde entier.

Sur la question dite des „responsabilités“, la Conférence de Berne s'est constamment débattue dans les cadres de l'idéologie bourgeoise. Les social-patriotes allemands et français se sont jetés à la face les mêmes accusations qu'échangeaient les bourgeois allemands et français. La Conférence de Berne a discuté par le menu tel ou tel geste des ministres bourgeois avant la guerre, sans vouloir reconnaître que le principal responsable, c'est le capitalisme, le capital-financier des deux coalitions et ses valets social-patriotes. La majorité social-patriote de Berne voulait trouver le principal responsable de la guerre. S'ils s'étaient regardés dans un miroir, tous ses délégués eussent pu s'y reconnaître responsables.

Ce que la Conférence de Berne a déclaré à propos de la question territoriale est à double sens. Et ce double sens fait justement le jeu de la bourgeoisie. Le plus réactionnaire des représentants de la bourgeoisie internationale, Clémenceau, a reconnu les services de la Conférence social-patriotique de Berne devant la réaction impérialiste en recevant sa délégation et en lui proposant de prendre part aux travaux des différentes commissions de la Conférence impérialiste.

Dans la question coloniale il s'avéra que la Conférence de Berne suivait le courant de la politique coloniale libérale bourgeoise qui justifie l'exploitation et l'asservissement des colonies par la bourgeoisie impérialiste et tente seulement de la voiler au moyen d'une phraséologie philanthropo-humanitaire.

Les social-patriotes allemands ont exigé que les colonies allemandes restassent la propriété de l'état allemand, c'est à dire que l'exploitation de ces colonies par le capital allemand continuât.

Les divergences apparues à ce sujet prouvent que les social-patriotes de l'Entente s'en tiennent à ce point de vue de négriers et considèrent l'asservissement ultérieur des colonies françaises et anglaises par le capital de la patrie comme une chose entendue. La Conférence de Berne a ainsi prouvé qu'elle a totalement oublié la devise: „Restituez les colonies!“

Au cours de la discussion sur la „Ligue des Nations“ la Conférence de Berne a montré qu'elle suivait pas à pas les éléments bourgeois qui, par le

mensonge de la Ligue des Nations voudraient bannir du monde la révolution prolétarienne destructrice du passé. Au lieu de démasquer les agissements de la conférence interalliée de Paris, comme ceux d'une bande de filibustiers, la Conférence de Berne l'a soutenue, s'abaissant jusqu'à n'être qu'un instrument entre ses mains.

La position d'humble docilité adoptée par ce Congrès en remettant à la Conférence des états bourgeois le soin de décider ce qui concerne la législation de protection du travail, montre que les social-patriotes se prononcent consciemment pour la conservation de l'esclavage capitaliste — par le salariat — et sont prêts à ne jeter au prolétariat qu'une aumône, sous forme d'insignifiantes réformes.

Les tentatives inspirées par la politique bourgeoise d'obliger la Conférence de Berne à accepter une résolution par laquelle la II-ème Internationale eût couvert l'intervention armée éventuelle dans les affaires de Russie, n'a échoué que grâce aux efforts de l'opposition. Dans cette victoire de l'opposition de Berne sur des éléments nettement chauvins, nous voyons une preuve indirecte de ce que le prolétariat

de l'Europe occidentale sympathise avec la révolution prolétarienne de Russie et est prêt à combattre la bourgeoisie impérialiste.

La peur que trahissent ces laquais de la bourgeoisie devant l'inévitable propagation des Soviets de Députés Ouvriers se manifeste dans leur craintive inclination à esquiver l'examen de ces faits d'une importance historique mondiale.

Les Soviets de Députés Ouvriers constituent l'événement le plus important depuis la Commune de Paris. En l'ignorant, la Conférence de Berne démontre son indigence d'esprit, sa banqueroute théorique.

Le Congrès de l'Internationale Communiste considère „l'Internationale“ que la Conférence de Berne s'efforce de ressusciter, comme une internationale de jaunes, de „renards“, qui n'est plus qu'une arme entre les mains de la bourgeoisie.

Le Congrès propose aux ouvriers de tous les pays d'entreprendre une lutte décisive contre l'Internationale jaune et de défendre les masses populaires contre cette Internationale de Mensonge et de Duperie.



## THÈSES

### sur la situation internationale et la politique de l'Entente

*Adoptées par le Congrès sur la proposition du camarade Ossinsky, rapporteur.*

L'expérience de la guerre mondiale impérialiste a servi à montrer dans la politique impérialiste des démocraties bourgeoises la lutte des États-trusts pour le partage du monde et pour l'établissement de la dictature économique et politique du capital financier sur les masses exploitées et opprimées. La destruction et la mutilation de millions d'hommes, l'enrichissement des classes dirigeantes et l'asservissement du prolétariat, l'anéantissement de la classe moyenne, les gains inouïs de la haute bourgeoisie dans les commandes de guerre, dans les emprunts, etc.; le triomphe de la réaction militariste dans tous les pays, tout cela a commencé à dissiper les illusions de la défense nationale, de l'union sacrée et de la démocratie. La « politique de paix » découvre les vraies tendances des impérialistes de tous les pays et permet de les mettre complètement à nu.

**La paix de Brest-Litovsk et la révélation de l'impérialisme allemand.**

La paix de Brest-Litovsk, puis celle de Bucarest, découvrirent le caractère rapace et réactionnaire de l'impérialisme des puissances centrales. Les vainqueurs obtinrent de la Russie sans défense des annexions et des contributions. Ils se servirent du principe des nationalités comme d'une feuille de vigne destinée à couvrir leur politique de conquêtes, en créant une série d'États-vassaux dont les Gouvernements réactionnaires pratiquèrent une politique de pillage et réprimèrent le mouvement révolutionnaire des masses laborieuses. L'impérialisme allemand qui n'a jamais été complètement vainqueur dans la lutte internationale, n'a pas eu la possibilité de montrer dans toute leur splendeur ses véritables inten-

tions; il fut obligé de vivre tant bien que mal dans une paix apparente avec la Russie soviétiste, revêtant sa politique de rapt et de réaction de phrases hypocrites.

Les Puissances de l'Entente, victorieuses dans le monde entier, ont pu jeter bas tous les masques et montrer à l'univers le véritable visage de l'impérialisme mondial.

#### La victoire de l'Entente et les Groupements d'Etats.

La victoire des Puissances de l'Entente divisa en plusieurs groupes les pays du monde soi-disant civilisé. Le premier d'entre eux est constitué par les souverains de l'univers capitaliste, par les grandes puissances impérialistes triomphantes: Angleterre, Amérique, France, Japon, Italie. En face d'eux les pays de l'impérialisme vaincu, brisés par la guerre et achevés par le début de la révolution prolétarienne: Allemagne, Autriche-Hongrie, avec leurs anciens vassaux. Le troisième groupe est constitué par les Etats vassaux des Puissances de l'Entente. Font partie de ce troisième groupe les petits pays capitalistes entrés dans la guerre aux côtés de l'Entente: Belgique, Serbie, Portugal, etc... ainsi que les républiques nationales et les Etats-tampons nouvellement créés: république Tchéco-Slovaque, Pologne, républiques contre-révolutionnaires russes, etc... Les Etats neutres ont une situation analogue à celle des vassaux, mais ils éprouvent en outre une forte pression économique et politique qui rapproche leur situation bien souvent de celle des vaincus. La république socialiste russe est l'Etat des ouvriers et des paysans; elle est en dehors du monde capitaliste; elle constitue un immense danger social pour l'impérialisme triomphant — menaçant de détruire tous les résultats de la victoire, sous la pression de la révolution mondiale.

#### La politique de paix de l'impérialisme allié et comment elle se démasque elle-même.

La politique de paix des cinq grands maîtres du monde, des Puissances de l'Entente, a été et reste encore une politique qui se démasque pleinement.

En dépit de toutes les phrases sur «la politique extérieure démocratique» elle n'est que le triomphe de la diplomatie secrète, qui décide la destinée du monde par une série de marchandages entre les délégués des trusts financiers à l'insu et aux dépens de millions de travailleurs de tous les pays. Sans aucune exception toutes les questions essentielles sont décidées à Paris par le Comité des cinq puissances à porte close, en l'absence des représentants des Etats vaincus, neutres ou même vassaux.

La nécessité des annexions et des contributions aux dépens des vaincus a été ouvertement proclamée et justifiée dans les discours de Lloyd George, de Clémenceau, de Sonnino et d'autres.

On a vu ouvertement proclamer, malgré les phrases mensongères sur la guerre pour le désarmement général, la nécessité de la continuation des armements et en particulier de la conservation de l'hégémonie anglaise sur les mers, pour protéger la prétendue liberté des mers.

On a vu ouvertement foulé aux pieds le *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* proclamé par l'Entente et publiquement remplacé par le démembrement des districts en litige partagés entre les Etats souverains et leurs vassaux. L'Alsace-Lorraine est annexée à la France sans que l'on consulte sa population. L'Irlande, l'Inde et l'Egypte sont privées du droit de décider de leur sort. Les Etats yougoslaves et la république Tchéco-Slovaque sont formés par la force armée. Les marchandages les plus éhontés continuent pour le partage de la Turquie d'Europe et d'Asie. On a commencé en fait le partage des colonies allemandes, etc... etc.

La politique des contributions a été conduite jusqu'au pillage complet des vaincus. On ne se contente pas de leur présenter des notes se montant à plusieurs milliards, on ne se contente pas de leur enlever tout leur matériel militaire. Les Puissances de l'Entente leur enlèvent encore les locomotives, les wagons, les vaisseaux, les instruments agricoles, les réserves d'or, etc... etc... A cela s'ajoute l'asservissement des prisonniers de guerre, devenus les esclaves et les bêtes de somme des vainqueurs. On met en avant des projets aboutissant à astreindre aux travaux forcés les ouvriers allemands, que les Puissances de l'Entente veulent changer en esclaves nus et affamés du capital allié.

La politique de *haine nationale* menée à son point extrême s'exprime par une persécution incessante des nationalités vaincues par la presse alliée, par les pouvoirs d'occupation, ainsi que par le blocus qui condamne les peuples allemands et autrichiens au dépérissement par la famine. Cette politique conduit directement aux massacres d'Allemands organisés par les séides de l'Entente, les nationalistes tchèques et polonais, ainsi qu'à des pogromes antisémites qui surpassent tous les exploits du tsarisme russe.

Les pays «démocratiques» de l'Entente mènent une politique de réaction extrême.

La réaction triomphe à la fois à l'intérieur des pays de l'Entente, — parmi lesquels la France voit revenir les pires époques de Napoléon III, — et dans tout le monde capitaliste placé sous l'influence de l'Entente. Les Alliés étrangent la révolution dans les régions occupées d'Allemagne, de Hongrie, de

Bulgarie, etc.. Ils excitent les gouvernements bourgeois ou social-patriotes des pays vaincus contre les ouvriers révolutionnaires, en menaçant les Etats vaincus de les priver de ravitaillement. Les Alliés ont déclaré qu'ils couleraient les vaisseaux allemands assez audacieux pour hisser le drapeau rouge de la révolution; ils ont refusé de reconnaître les Soviets allemands; ils ont aboli la journée de huit heures dans les provinces occupées d'Allemagne. Non-seulement ils ont soutenu directement la politique réactionnaire dans les Etats neutres, ils l'ont implantée dans les Etats vassaux (témoin le régime de Paderevski en Pologne), mais ils excitent les forces réactionnaires de ces pays comme en Finlande, en Pologne, en Suède, etc... contre la Russie révolutionnaire, et ils réclament l'entrée en ligne contre elle des armées allemandes.

#### Opposition des Puissances de l'Entente entre elles.

Parmi les grandes puissances qui dominent le monde capitaliste on découvre malgré la concordance des lignes essentielles de leur politique impérialiste une série de profondes contradictions.

Ces contradictions se concentrent principalement autour du programme de paix du capital financier américain, connu sous le nom de programme de Wilson. Les points les plus importants de ce programme sont: la *liberté des mers*, la *Ligue des Nations*, *l'internationalisation des colonies*.

La devise *liberté des mers* si on veut débarasser cette formule de son enveloppe hypocrite, signifie en réalité la suppression de la prépondérance militaire de certaines grandes puissances, et en première ligne de l'Angleterre sur les mers, et l'ouverture de toutes les voies maritimes au commerce américain. La *Ligue des Nations* signifie que les grandes puissances européennes en première ligne la France, perdent le droit de se soumettre ou de s'annexer directement les Etats et les peuples plus faibles. *L'internationalisation des colonies* établit la même règle par rapport aux domaines coloniaux.

Ce programme s'explique par ce fait que le capital américain, n'ayant pas une flotte qui soit la première du monde, n'a pas la possibilité de faire des conquêtes en Europe: par suite il s'efforce d'exploiter les Etats et les peuples faibles au moyen des échanges commerciaux et du placement de ses capitaux. Aussi le capital américain veut-il obliger les autres puissances à fonder un syndicat de puissances-trusts pour la répartition entre tous les participants du monde et changer la rivalité des Etats-trusts entre eux en une rivalité purement économique. Sur l'arène de l'exploitation économique le capital financier américain, grâce à son haut déve-

loppement, acquerra l'hégémonie et s'assurera ainsi la prédominance économique et politique dans le monde entier.

La *Liberté des Mers* contredit absolument les intérêts de l'Angleterre, du Japon, et en partie ceux de l'Italie, dans la mer Adriatique. La *Ligue des Nations et l'internationalisation des colonies* contredisent foncièrement les intérêts de la France et du Japon et à un moindre degré ceux des autres puissances impérialistes. La politique des impérialistes de France, pays où le capital financier revêt certains traits de basse usure, où l'industrie est faiblement développée et où les forces productives sont complètement ruinées par la guerre, tend à soutenir le régime capitaliste par les moyens les plus désespérés, le pillage barbare de l'Allemagne, l'assujettissement direct et l'exploitation rapace des Etats vassaux (projet de la Ligue du Danube, Etat Yongo-Slave), l'extorsion par le Tsarisme au Shylock français. La France et l'Italie (et cela se rapporte également sous une autre forme au Japon), en tant que puissances continentales, peuvent en outre mener une politique d'annexions proprement dites.

Se trouvant en contradiction avec les intérêts de l'Amérique les grandes puissances se trouvent également en contradiction les unes avec les autres. L'Angleterre craint un renforcement de la France sur le continent, les intérêts de l'Angleterre en Asie Mineure et en Afrique sont opposés à ceux de la France. Les intérêts de l'Italie dans la Péninsule des Balkans et dans le Tyrol contredisent les intérêts français. Le Japon est en conflit avec l'Australie anglaise pour les fies du Pacifique, etc...

#### Combinaisons et tendances diverses au sein de l'Entente.

Ces oppositions réciproques entre les grandes puissances amènent la formation dans les rangs de l'Entente de diverses combinaisons. Jusqu'à ce jour on a pu remarquer deux combinaisons principales: la combinaison franco-anglo-japonaise, dirigée contre l'Amérique et l'Italie, la combinaison anglo-américaine, agissant contre les autres grandes puissances.

La première a dominé jusqu'au commencement de Janvier 1919, tant que le Président Wilson n'avait pas renoncé à son dessein d'anéantir la prédominance de l'Angleterre sur les mers. Le développement du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des soldats anglais, en obligeant les impérialistes des divers pays à une entente mutuelle, à la liquidation de l'aventure russe et à la conclusion plus rapide de la paix, augmente les chances de cette combinaison en Angleterre. Elle devient dominante à partir de Janvier 1919. Le bloc anglo-

américain agit contre le droit de priorité de la France à piller l'Allemagne et contre un pillage excessif de ce pays. Il met une certaine limite aux exigences annexionnistes excessives de la France, de l'Italie et du Japon. Il les empêche de se soumettre directement les Etats vassaux nouvellement créés. Dans la question russe le bloc anglo-américain a une attitude plus pacifique: il veut se donner les coudées franches pour terminer le partage mondial et pour étrangler la révolution européenne, afin d'étrangler ensuite la révolution en Russie.

A ces deux combinaisons répondent deux tendances différentes à l'intérieur même des grandes puissances: une tendance annexionniste extrême et une tendance plus modérée à laquelle se tiennent Wilson et Lloyd George.

#### La Ligue des Nations.

Etant donné les oppositions inconciliables qui se manifestent parmi les Puissances de l'Entente, la Ligue des Nations, si même elle était réalisée sur le papier, ne sera que la sainte alliance des capitalistes pour l'écrasement de la révolution ouvrière. En même temps la propagande de la Ligue des Nations est le meilleur moyen de troubler la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière, en substituant à l'internationale des républiques révolutionnaires ouvrières l'union internationale des fausses démocraties, obtenue par la coalition du prolétariat avec les classes bourgeoises.

La Ligue des Nations joue le rôle d'un appât trompeur au moyen duquel les social-traîtres, ayant reçu mission du capital international, désunissent les forces du prolétariat et amènent la contre-révolution impérialiste.

Les prolétaires révolutionnaires de tous les pays du monde doivent mener une guerre implacable contre l'idée de la ligue des Nations de Wilson et protester contre l'entrée de leur pays dans cette ligue de pillage, d'exploitation et de contre-révolution impérialiste.

#### Politique extérieure et intérieure des Etats vaincus.

La défaite militaire et la débâcle interne de l'impérialisme austro-allemand ont amené au premier stade de la révolution la domination du régime bourgeois et socialiste traître dans les pays centraux. Sous l'enseigne démocratique et socialiste les social-traîtres allemands dans leur politique intérieure protègent ou restaurent la domination économique et la dictature politique de la bourgeoisie. Dans leur politique extérieure ils s'efforcent de rétablir l'impérialisme allemand, en réclamant la restitution des colonies et l'inclusion de l'Allemagne dans la

rapace Ligue des Nations. A mesure que prennent plus de force les bandes de gardes-blancs en Allemagne et que se développe la dissolution dans le camp de l'Entente, les tendances impérialistes de la bourgeoisie et des social-traîtres ne font que grandir. En même temps exécutant les missions contre-révolutionnaires de l'Entente, et en particulier excitant pour le plus grand avantage de cette dernière les ouvriers allemands contre la révolution ouvrière russe, le gouvernement bourgeois et social-traître ruine la solidarité internationale du prolétariat et sépare les ouvriers allemands de leurs autres frères ouvriers. La politique de la bourgeoisie et des social opportunistes d'Autriche et de Hongrie répète la politique du bloc bourgeois et social-traître en Allemagne.

#### Les Etats vassaux de l'Entente.

Dans les Etats vassaux et dans les Républiques récemment créées par l'Entente (Bohême, Yougoslavie, Pologne, Finlande; etc.) la politique de l'impérialisme allié, en s'appuyant sur les classes dominantes et sur les socialistes nationalistes, tend à créer des centres de contre-révolution nationale. Ces mouvements contre-révolutionnaires doivent être dirigés contre les vaincus, doivent équilibrer au cours d'une lutte mutuelle les forces des nouveaux Etats et les maintenir ainsi sous la domination de l'Entente, ils doivent servir de frein au mouvement révolutionnaire qui se développe au sein des nouvelles républiques nationales, ils doivent enfin constituer des cadres de gardes-blancs pour lutter contre la révolution internationale et en particulier contre la révolution russe.

En ce qui concerne la Belgique, le Portugal, la Grèce, et autres petits Etats alliés, leur politique est entièrement déterminée par celle des grands rapaces auxquels ils sont complètement soumis et à l'aide desquels ils doivent recourir pour obtenir une part légère d'annexions et de contributions.

#### Les Etats neutres.

Les Etats neutres tombent dans la situation de vassaux non privilégiés de l'impérialisme allié, envers qui l'Entente, comme envers tous les peuples faibles, emploie sous une forme mitigée les mêmes procédés qu'envers les vaincus. Ceux d'entre eux qui sont les plus favorisés présentent diverses revendications contre les ennemis des alliés: prétentions du Danemark sur Flensburg, proposition de l'internationalisation du Rhin de la part de la Suisse, etc. . . . En même temps ils exécutent les exigences contre-révolutionnaires de l'Entente: expulsion des légations russes, recrutement de gardes-blancs dans les Etats scandinaves, etc. . . . D'autres sont soumis

au danger d'un démembrement territorial: projet relatif au rattachement du Limbourg hollandais à la Belgique et internationalisation de l'embouchure de l'Escaut.

#### L'Entente et la Russie Soviétiste.

C'est à l'égard de la Russie Soviétiste que se montre le mieux partout le caractère rapace, inhumain et réactionnaire de l'impérialisme allié. Depuis le début de la Révolution d'Octobre les Puissances de l'Entente ont passé du côté des Partis et des Gouvernements contre-révolutionnaires de Russie. Avec l'aide des contre-révolutionnaires bourgeois, ils se sont emparés de la Sibérie, de l'Oural, des côtes du Nord de la Russie d'Europe, du Caucase et d'une partie du Turkestan. Des provinces occupées les Alliés ont exporté et exportent les matières premières (bois, naphte, manganèse, etc.). Avec le secours des bandes tchéco slovaques à leur solde ils ont volé la réserve d'or du peuple russe. En Russie les espions français et anglais sous la direction du diplomate anglais Lockhardt ont préparé des destructions des ponts, de voies ferrées et de trains, s'efforçant d'empêcher le ravitaillement. Les Alliés ont soutenu avec leur argent, leurs munitions et leurs troupes les généraux réactionnaires: Denikine, Koltchak et Krasnoff qui pendaient et fusillaient des milliers d'ouvriers et de paysans à Rostoff, Jouzovka, Novorossisk, Omsk, etc. Par la bouche de Clémenceau et de Pichon, les Alliés ont ouvertement proclamé le principe de l'encerclement économique, l'anéantissement par la famine de la République Révolutionnaire, de ses ouvriers et de ses paysans, et ont promis leur appui technique aux bandes de Denikine, Koltchak et Krasnoff. Les Alliés ont constamment repoussé les

multiples propositions de paix de la Russie Soviétiste. Le 23 Janvier 1919, les Puissances de l'Entente, parmi lesquelles se fortifiait alors une tendance plus modérée, adressèrent à tous les Gouvernements Russes l'invitation d'envoyer des représentants à l'île des Princes. Cette proposition, sans aucun doute, cachait une intention de provocation vis-à-vis du Gouvernement Soviétiste. Malgré cela, le 4 Février l'Entente reçut du Gouvernement Soviétiste une réponse affirmative, dans laquelle le pouvoir des Soviets se déclarait prêt afin d'épargner aux ouvriers et aux paysans russes les souffrances de la guerre imposée par les Alliés, à consentir à ces derniers des annexions, des contributions et des concessions. Mais l'Entente laissa également sans réponse cette proposition de paix de la Russie Soviétiste.

C'est là la preuve que les tendances annexionnistes et réactionnaires rencontrent un terrain solide parmi les impérialistes alliés. Ils menacent la République Socialiste des nouvelles annexions et d'agressions contre révolutionnaires.

La politique de paix de l'Entente révèle définitivement aux yeux du prolétariat international l'essence de l'impérialisme allié et de tout impérialisme en général. Elle prouve en même temps que les Gouvernements impérialistes sont incapables de conclure une paix juste et durable, que le capital financier est incapable de rétablir la vie économique ruinée. La continuation de la domination du capital financier conduirait ou bien à la complète dissolution de la société civilisée ou à un renforcement inouï de l'exploitation, de l'asservissement, de la réaction politique et des armements, et finalement à de nouvelles guerres destructrices.

## RÉSOLUTION SUR LA TERREUR BLANCHE

*Adoptée sur la proposition du camarade Sirola.*

Le système capitaliste a été, dès ses origines un système de brigandage et de massacre. Les horreurs des premiers temps de l'accumulation des richesses, la politique coloniale qui, avec le concours de la Bible, de la syphilis et de l'eau de vie amène aussi à l'extermination impitoyable de peuplades et de nations entières; la pauvreté, la mort par la faim, l'épuisement, la mort prématurée de millions de prolétaires exploités; les sanglantes représailles contre la classe ouvrière lorsqu'elle se lève contre ses exploités; enfin, le monstrueux, l'in croyable massacre transformant la production mondiale en production de dépouilles humaines—tel est le tableau de l'ordre capitaliste. Dès le

premier moment de la guerre les classes dominantes qui ont égorgé sur les champs de bataille plus de dix millions d'hommes, qui en ont mutilé davantage encore, ont introduit à l'intérieur de leurs pays un régime de sanglante dictature. Le gouvernement tsariste russe fusillait et pendait les ouvriers, organisait les pogroms antisémites, étouffait tout ce qui était vivant dans le pays. La monarchie autrichienne a noyé dans le sang les insurrections des ouvriers et des paysans Ukrainiens et Tchèques. La bourgeoisie anglaise a exécuté les meilleurs, représentants du peuple irlandais. L'impérialisme allemand a sévi dans son propre pays les marins révolutionnaires ont été ses premières victimes. On

a fusillé en France les soldats russes qui ne consentaient pas à défendre les intérêts des banquiers français. En Amérique, la bourgeoisie a lynché les internationalistes, condamné les meilleurs des prolétaires à 20 ans de travaux forcés, fusillé les ouvriers pour des grèves.

Quand la guerre impérialiste a commencé à se transformer en guerre civile, quand les classes dominantes, les plus criminelles que l'histoire de l'humanité ait connues virent le danger de la chute de leur sanglant régime, leur brutalité devint encore plus cruelle.

Dans la lutte pour la conservation de l'ordre capitaliste la bourgeoisie a recours à des procédés inouïs, devant lesquels pâlisent toutes les férocités du moyen-âge, de l'inquisition et des brigandages coloniaux.

Au seuil du tombeau, occupée à détruire la plus importante, à l'heure actuelle, des forces créatrices — le prolétariat — la bourgeoisie, par cette terreur blanche s'est révélée dans son écoeurante nudité.

Les généraux russes, incarnant l'ancien régime, organisaient et continuent à organiser les fusillades d'ouvrier, avec le concours direct ou indirect des traîtres au socialisme. Pendant la domination, en Russie, des socialistes révolutionnaires et des menchéviks des milliers d'ouvriers et de paysans remplissaient les prisons russes et les généraux exterminaient pour insubordination des régiments entiers. Maintenant Krasnov et Dénikine, bénéficiant du bienveillant appui des états de l'Entente, ont égorgé ou pendu dix mille ouvriers, ont fusillé „chaque dixième“; et pour terroriser les vivants, les cadavres des suppliciés demeuraient trois jours pendus.

Dans les régions de l'Oural et du Volga les bandes de Tchéco-slovaques et de gardes blancs coupaient aux prisonniers les pieds et les mains, les noyaient dans le Volga, les enterraient vifs. En Sibérie les généraux ont fait tuer les communistes par milliers, ont exterminé un nombre incalculable d'ouvriers et de paysans.

Les bourgeois allemands et autrichiens ont pleinement révélé leur cannibalisme quand, en Ukraine, ils se sont mis à pendre sur des potences de fer transportables, les ouvriers, les paysans, les communistes, leurs propres compatriotes, nos camarades allemands et autrichiens. En Finlande, pays de démocratie bourgeoise, ils ont aidé la bourgeoisie finlandaise à fusiller 13 ou 14 mille prolétaires et à en torturer — jusqu'à la mort — dans les

prisons plus de 15 mille. A Helsingfors, pour se protéger du feu des mitrailleuses ils chassaient devant eux des femmes et des enfants. Grâce à leur complicité les gardes-blancs finlandais et les mercenaires suédois purent se livrer, sur le prolétariat finlandais vaincu, à de sanglantes orgies: à Tammerfors on obligea les femmes et les enfants condamnés à mort à creuser eux-mêmes leurs propres fosses. A Viborg on extermina des milliers de Russes, hommes, femmes et enfants.

Dans leur pays les bourgeois et les social-démocrates allemands ont atteint le summum de la fureur réactionnaire par la sanglante répression de l'insurrection ouvrière communiste; par l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, par le massacre des ouvriers spartakistes. La terreur blanche, individuelle ou collective, telle est l'enseignement que la bourgeoisie s'avance la bourgeoisie.

Même spectacle dans d'autres pays. Dans la Suisse démocratique tout est prêt pour châtier les ouvriers s'ils osent toucher à la loi capitaliste. En Amérique, le bague, la loi de Lynch et la chaise d'électrocution sont les symboles choisis de la démocratie et de la liberté.

En Hongrie, en Angleterre, en Bohême, en Pologne, partout, même chose. Les bourgeois assassins ne reculent devant aucune honte. Pour consolider leur règne ils entretiennent le chauvinisme et organisent de monstrueux pogroms antisémites, laissant loin derrière eux les pogroms organisés par la police tsariste (Exemples: la bourgeoisie démocrate d'Ukraine en tête de laquelle se trouve le menchévik Petlura; celle de Pologne — avec le social-patriote Pilsudsky). Et quand la canaille réactionnaire et socialiste de Pologne massacra les représentants de la Croix-Rouge russe, ce ne fut qu'une goutte de sang de plus dans la mer, parmi les crimes et les férocités du cannibalisme bourgeois expirant. La «Ligue des Nations» qui, d'après les déclarations de ses créateurs, doit donner la paix au monde, mène une guerre sanglante contre les prolétaires de tous les pays. Les Etats de l'Entente, désireux de sauver leur domination, sont entrés, avec leurs bandes noires, dans la voie d'un terrorisme, d'une cruauté sans mesure.

Le premier Congrès de l'Internationale Communiste, mandissant les assassins capitalistes et leurs soutiens social-démocrates, appelle les ouvriers de tous les pays à réunir tous leurs efforts pour mettre à jamais fin à ce système d'assassinat et de brigandage en anéantissant la domination capitaliste.



### Résolution concernant la participation des ouvrières à la lutte pour le socialisme.

Le Congrès International Communiste constate que la réalisation de toutes les tâches qui se posent à nous, de même que la victoire définitive du prolétariat mondial et l'entière abolition du régime capitaliste ne peuvent être assurées que par une étroite collaboration des ouvriers et des ouvrières dans une lutte commune. L'augmentation colossale de la main-d'œuvre féminine dans toutes les branches de la vie économique, le fait que la moitié au moins de toutes les richesses dans le monde est le produit du travail féminin, et d'autre part le rôle important, reconnu par tous, que les femmes prolétaires jouent dans la construction du nouvel édifice social communiste et tout spécialement dans l'adaptation au communisme des conditions de la vie, dans la réforme de la vie familiale et la création pour les enfants d'une éducation socialiste dont le but doit consister à préparer pour la république des Soviets des citoyens laborieux et pénétrés de l'esprit de solidarité—tout cela impose à tous les partis adhérents à la troisième Internationale le devoir impérieux de tendre tous leurs efforts et toutes leurs énergies pour attirer les femmes prolétaires dans le parti et d'employer tous les moyens pour donner aux ouvrières une éducation qui corresponde au nouveau régime social et à l'éthique communiste au point de vue social et familial.

La dictature du prolétariat ne peut se fortifier et triompher qu'avec la participation énergique et active des ouvrières.

### Décision concernant la constitution de l'Internationale Communiste.

(4 mars 1919).

La Conférence Communiste Internationale décide se constituer comme Troisième Internationale et d'adopter le nom d'Internationale Communiste. Les proportions des voix accordées ne subissent pas de changement. Tous les partis, toutes les organisations et les groupes conservent le droit, pendant une durée de huit mois, d'adhérer définitivement à la Troisième Internationale.

### Proposition concernant la constitution de la III-e Internationale.

Les représentants du parti communiste d'Autriche allemande, de la gauche du parti social-démocrate russe, de la Fédération Ouvrière social-démocrate des Balkans, du parti communiste hon-

grois, proposent de constituer l'Internationale Communiste.

1. La nécessité de lutter pour la dictature du prolétariat requiert une organisation unique, fermée, internationale de tous les éléments communistes se plaçant à ce point de vue.

2. Organiser un tel centre nous est un devoir surtout parce qu'en ce moment, à Berne,—et cela se répétera peut-être plus tard en d'autres lieux—l'on tente de recréer l'ancienne Internationale opportuniste et d'unifier de nouveau tous les éléments mêlés indécis, du prolétariat, c'est pourquoi il est indispensable de tracer une limite précise entre les éléments révolutionnaires prolétaires et les éléments traités au socialisme.

3. Si la Conférence qui siège à Moscou ne foudait pas la III-e Internationale, l'impression serait que les partis communistes manquent d'unanimité,—ce qui affaiblirait notre position et accroîtrait la confusion parmi les éléments indécis du prolétariat de tous les pays.

4. La constitution de la III-e Internationale apparaît donc indiscutablement comme un impératif historique et doit être l'œuvre de la Conférence Internationale Communiste siégeant à Moscou.

### Décision concernant la question d'organisation.

Afin de pouvoir commencer sans retard son travail actif, le Congrès désigne immédiatement les organes nécessaires, dans l'idée que la constitution définitive de l'Internationale Communiste devra être donnée par le prochain Congrès sur la proposition du Bureau.

La Direction de l'Internationale Communiste est confiée à un Comité Exécutif. Celui-ci se compose d'un représentant de chacun des partis communistes des pays les plus importants. Les partis de Russie, d'Allemagne, d'Autriche allemande, de Hongrie, de la Fédération des Balkans, de Suisse et de Scandinavie doivent envoyer immédiatement leurs représentants au premier Comité Exécutif.

Les partis des pays qui déclareront adhérer à l'Internationale Communiste avant le deuxième Congrès obtiendront un siège au Comité Exécutif.

Jusqu'à l'arrivée des représentants étrangers les Camarades du pays dans lequel le Comité Exécutif a son siège se chargent d'assurer le travail. Le Comité Exécutif élit un bureau de cinq personnes.

### Déclaration faite par les participants de la conférence de Zimmerwald au Congrès de l'Internationale Communiste à Moscou.

Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal eurent leur importance à une époque où il était nécessaire d'unir tous les éléments prolétariens disposés sous une forme ou sous une autre à protester contre la boucherie impérialiste. Mais il pénétra dans le groupement de Zimmerwald, à côté d'éléments nettement communistes, des éléments «centristes», pacifistes et hésitants. Ces éléments centristes, comme l'a montré la conférence de Berne, s'unissent actuellement aux social-patriotes, pour lutter contre le prolétariat révolutionnaire, utilisant ainsi Zimmerwald au profit de la réaction.

En même temps le mouvement communiste grandissait dans une série de pays, et la lutte contre les éléments centristes qui font obstacle au développement de la révolution sociale est devenue maintenant la tâche principale du prolétariat révolutionnaire.

Le groupement de Zimmerwald a fait son temps. Tout ce qu'il y avait dans le groupement de Zimmerwald de véritablement révolutionnaire passe et adhère à l'Internationale Communiste.

Les participants soussignés de Zimmerwald déclarent qu'ils considèrent le groupement de Zimmerwald comme dissous et demandent au Bureau de la Conférence de Zimmerwald de remettre tous ses documents au Comité Exécutif de la troisième Internationale.

S. Rakovski, N Lénine, G. Zinoviev,  
L. Trotzky, Platten.

### Décision concernant le groupement de Zimmerwald.

Après avoir entendu le rapport de la Camarade Balabanova, secrétaire du Comité socialiste international, et des Camarades Rakovski, Platten, Lénine, Trotzky et Zinoviev, membres du Groupement de Zimmerwald, le premier congrès du Zimmerwald, communiste décide:

de considérer comme dissous le groupement de Zimmerwald.

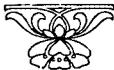
### Adresse du Congrès à l'Armée Rouge

Le Congrès de l'Internationale Communiste envoie à l'Armée rouge de la Russie soviétiste son salut cordial et ses souhaits de victoire définitive dans la lutte contre l'impérialisme international.

### Adresse du Congrès aux ouvriers ukrainiens

Le congrès de l'Internationale communiste envoie son salut cordial aux camarades ukrainiens du troisième congrès des soviets d'Ukraine. Les camarades ukrainiens ont enfin réussi à triompher de leurs ennemis dans leur propre pays et à montrer par là aux interventionnistes alliés que les ouvriers et les paysans pauvres d'Ukraine ne défendent la domination d'aucune bourgeoisie mais luttent pour la république soviétiste et triomphent dans leur lutte.

Vive la dictature du prolétariat!  
Vive la révolution socialiste!



# LISTE DES DÉLEGUÉS

AU PREMIER CONGRÈS  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, À MOSCOU

(2-6 mars 1919).

Pays et Parti.	Représentants.	Nombre de voix.	Pays et Parti.	Représentants.	Nombre de voix.
1. Parti Communiste Allemand	Albert	5	17. Parti Communiste des colons allemands de Russie	Klinger	1
2. Parti Communiste Russe	Lénine, Trotsky, Zinoviev, Stalin, Boukharin, Tchitcherine, Obolensky (Ossinsky), Vorovsky	5	18. Groupe unifié des peuples orientaux de la Russie.	Jalimov, Bikentaer, Altimirov, Kassimov, Mansourov	1
3. Parti Communiste d'Autriche (allemande)	Gruber, Petin	3	19. Gauche française de Zimmerwald	Gilbeaux	5
4. Parti Communiste Hongrois	Roudniansky	3	AYANT VOIX CONSULTATIVE:		
5. Parti social-démocrate de gauche, Suédois	Grimlund	3	20. Groupe Communiste Tchèque	Gandlir	
6. Parti social-démocrate Norvégien	Stange	3	21. Group Communiste Bulgare	Djorov	
7. Parti social-démocrate Suisse (opposition)	Platten	3	22. Groupe Communiste Yougo-Slave	Milkitch	
8. Parti social-démocrate Américain	Reinstein	5	23. Groupe Communiste Anglais	Feinberg	
9. Fédération Révolutionnaire des Balkans („Tessniaki“ Bulgares et parti communiste Roumain)	Racovski	3	24. Groupe Communiste Français	Sadoul	
10. Parti Communiste Polonais	Unschlicht (Jurkovsky)	3	25. Parti social-démocrate Hollandais	Rutgers	
11. Parti Communiste Finlandais	Sirola, Manner, Kussinen, I. Rakhia, B. Rakhia	3	26. Ligue Américaine de propagande socialiste	Rutgers	
12. Parti Communiste Ukrainien	Skripnik, Gropner	3	27. Communistes Suisses.	Kachir	
13. Parti Communiste Letton	Gailis	1	28. Turquie	Jalimov	
14. Parti Communiste Lithuanien et blanc-russien	Gedris	1	29. Turquie	Soubkhi	
15. Parti Communiste Esthonien	Pegelman	1	30. Géorgie	Chghenti	
16. Parti Communiste Arménien	Elkouni	1	31. Azerbeïdjan	Bagirov	
			32. Perse	Gousseïnov.	
			33. Parti ouvrier socialiste chinois	Laou-Slou-Djaou-Tchoungoun-Koul-Kaïn.	
			34. Union ouvrière Coréenne		
			35. Commission Zimmerwaldienne	Balabanova.	

En tout 34 délégués dont 18 n'ayant qu'une voix consultative.



## La Bulgarie et l'impérialisme

Il est douteux qu'aucun pays ait eu à subir les conséquences de la grande guerre impérialiste mondiale dans d'aussi terribles proportions que la Bulgarie. On ne parle même plus de la Bulgarie, la Bulgarie est exclue du lexique des conquérants. Après le krack de l'impérialisme de la bourgeoisie bulgare et sa capitulation sans réserve devant les vaincus, la Bulgarie enclavée entre des voisins dont l'impérialisme chauvin triomphait, occupée par les alliés, séparée du reste du monde par une muraille de Chine, devint la proie muette et sans force des bandits conquérants. Mais il y a en Bulgarie des hommes vivants, il y a un prolétariat, il y a des paysans qui ont donné tout leur sang, affaiblis, torturés par la lutte à laquelle on les a forcés contre deux rapaces en lutte.

D'après les rares mais positifs renseignements qui nous parviennent, malgré le blocus allié et l'isolement, l'on peut juger que là aussi le pouls de la vie bat encore et que les masses laborieuses luttent désespérément contre la mort.

La bourgeoisie bulgare en faillite ne cherche déjà plus de coupables. Elle ressasse au peuple qu'une catastrophe s'est produite et que tous sont coupables; de la sorte la bourgeoisie capitule théoriquement même devant son peuple et place tout son espoir en la magnanimité des alliés et surtout de l'Amérique.

Dans le pays toute vie est suspendue, les entreprises, les fabriques, les usines chôment presque entièrement, les transports sont ruinés, à ce point que même sur les lignes de chemin de fer les plus importantes, les trains ne marchent que tous les trois jours. Absence totale de produits de première nécessité et de vivres. Avec la liquidation des organes de ravitaillement qui agissaient pendant la guerre, la spéculation et le maraudage se donnent scandaleusement libre cours. Faim dans les villes, faim dans les campagnes. Foule de chômeurs non seulement dans les villes, mais encore dans les campagnes à cause de la diminution du bétail et l'insuffisance d'outils.

Tout cela ne concerne guère les «valeureux», les «magnanimes» alliés impérialistes, leurs héros et la Ligue des Nations; leur tour viendra, ils présenteront leur note, pour le brigandage, les atrocités, les restrictions accomplies par les impérialistes bulgares en Serbie, en Roumanie, en Dobroudja, en Macédoine il faudra que paient les paysans et prolétaires bulgares.

Les vaincus se contenteront-ils d'ajouter à une dette nationale de près de dix milliards une contribution de guerre de représailles proportionnée, ou prendront-ils tout simplement en mains les terres fertiles arrosées

de sang, s'empareront-ils des chemins de fer, des ports, des douanes, etc... C'est ce que l'avenir nous montrera bientôt. Mais le fait que les alliés ne plaisaient pas avec les Bulgares est prouvé par l'attitude cynique des impérialistes français envers les prisonniers de guerre Bulgares. D'après les renseignements que nous avons, on les traite en France comme du bétail. On les oblige à accomplir les plus lourdes, les plus répugnantes besognes dans des conditions de servage invraisemblablement difficiles; ils sont mal nourris, mal logés et subissent une surveillance impitoyable, des vexations, des violences. Des témoins racontent que les conditions d'existence de ces prisonniers esclaves dans la France civilisée sont inhumaines.

Mais à travers le cauchemar politique et économique quelques clairs rayons d'espoir tombent sur notre petit pays. Le gouvernement de la coalition de la bourgeoisie et des traitres au socialisme, soutenu dans les villes à l'aide des baïonnettes françaises, anglaises, italiennes n'est presque plus reconnu dans les campagnes. Les paysans vivent avec leur propre autorité ou souvent sans autorité. Dans l'armée réduite à son minimum environ quatre divisions, la discipline, la soumission, la confiance envers les autorités font totalement défaut. Parmi les ouvriers des grèves, des manifestations ont lieu, en dépit des baïonnettes françaises prêtes à soutenir la bourgeoisie bulgare, elle l'a fait déjà plus d'une fois. La seule opposition dans le pays est composée par les socialistes qui n'ont pas trahi le prolétariat (Tessniaki) autour desquels se groupent les prolétaires et les paysans et se centralisent les forces révolutionnaires. Le moment historique que nous vivons en Bulgarie n'est possible que grâce à des conditions objectives extérieures au pays, mais à l'intérieur la tension est trop grande et terrible et n'exclut pas la possibilité de l'explosion révolutionnaire. Toute chose a sa fin. Le prolétariat, les paysans, ne supporteront pas les représailles des baïonnettes de l'impérialisme allié de la bourgeoisie bulgare en faillite et des socialistes traitres. Il y a trop de matière inflammable en Bulgarie déjà tombée lors de la première explosion révolutionnaire étouffée par les baïonnettes, par l'artillerie allemande pour que l'incendie ne s'allume pas. Les socialistes par leur politique ne font que verser de l'huile sur le feu. L'espoir des masses, des naïfs travailleurs que les alliés débarrasseront la Bulgarie du joug allemand ne s'est pas justifié et les yeux de tous se sont enfin ouverts sur cette vérité que tous les impérialistes sont également inhumains et cruels.

St. DJOROV



### La Galicie entre deux républiques soviétistes

La révolution en Autriche-Hongrie et la guerre civile qui lui a succédé a séparé la Galicie en deux régions ennemies: la Galicie occidentale, où les batailles des Polonais galiciens avec les démocrates nationaux et les social-patriotes ont constitué un front contre la force représentée par les nationalistes ruthènes dans la Galicie occidentale. Le meurtre commença aussitôt la débâcle de la monarchie, ce fut d'autant plus terrible que les deux partis se combattirent sans fin avec une haine sauvage et sans observer jamais les conventions internationales. Comme de vulgaires bandits les hordes du capitalisme polonais s'emparèrent de la ville de Przemyśl, répandirent le sang parmi la population pacifique, allèrent ensuite dans la direction de Lemberg où ils dépassèrent par leurs actes abominables les faits les plus ignobles qu'ait jamais enregistré l'histoire du monde. Leurs corrégionnaires dans les camps ruthéniens qui s'étaient amalgamés aux éléments militaires de Petlura, commencèrent avec eux à appliquer l'art des pogromes, et à Proskurov, Tarnopol et Stanislawov. — Telles sont les dernières convulsions de l'abominable ordre capitaliste.

Après quelque indécision le prolétariat s'aperçut, que deux mondes nouveaux se trouvaient en présence, — celui du mensonge hypocrite représenté par Wilson et celui de la libération de l'humanité laborieuse, le monde des Soviets, représenté par Lénine. Et une grande transformation s'accomplit dans les masses. Se groupant sous les drapeaux rouges du communisme, elles adoptèrent unanimement le mot d'ordre: «Tout le pouvoir aux Soviets des ouvriers et des paysans.»

L'ironie du sort fait que même les paysans luttent, avec tous les moyens de leur logique paysanne, contre le pouvoir du soi-disant «gouvernement national» d'Ukraine en Galicie, quoique les Ukrainiens de Galicie forment une population presque exclusivement rurale.

En Galicie, comme presque partout, il y a trois catégories de paysans:

1) ceux qui ne possèdent rien du tout, et ceux qui ne peuvent pas vivre des médiocres lopins de terre qu'ils possèdent; 2) les paysans moyens qui ne peuvent pas se nourrir seulement des produits de leur terre; 3) les gros fermiers qui pareils aux gros propriétaires fonciers dans la société capitaliste forment une minorité dominante.

Les hommes qui depuis des dizaines d'années ont promis la terre aux paysans pauvres et qui aujourd'hui sont assis au secré général de Stanislaw, s'avèrent comme tout à fait incapables de donner

au pays une réforme agraire; de la première catégorie qui forme la majorité s'élève la haine la plus amère, et les réquisitions irrationnelles contribuent à exciter les antagonismes. Les groupes communistes du prolétariat des villes qui se sont constitués ou qui sont en formation atteignent aussi les villages et l'agitation a également atteint l'armée.

Les événements de Hongrie ont placé la Galicie entre deux républiques soviétistes grâce à quoi la position des masses révolutionnaires du pays sera facilitée considérablement. L'Entente paraît l'avoir senti et c'est pourquoi elle s'efforce de réconcilier la Pologne et l'Ukraine pour ensuite les employer l'une et l'autre contre le Bolchévisme. Mais, n'en doutons point le prolétariat saura le prévenir!

A. KORF

(Délégué du Parti  
Communiste de la Galicie Orientale)

### Dernières nouvelles d'Allemagne

La vie politique de l'Allemagne est en ce moment grosse de nouvelles et terribles luttes pour l'idéal communiste. Les derniers combats ont encore accusé les antagonismes. Le congrès des Indépendants a montré que les éléments encore hésitants entre les socialistes majoritaires et les communistes se trouveront bientôt dans l'obligation de se définir nettement. La dictature du prolétariat, le système des Soviets, la révolution internationale, l'attitude nette envers la Russie des Soviets, toutes ces questions ayant déjà acquis une importance vitale pour le prolétariat allemand pénétré de la conscience de ses intérêts de classe, exigent une solution définie, sans équivoque. La conduite des délégués à la Conférence de l'Internationale jeune de Berne a été caractéristique (exposé de Kautsky), et l'incapacité absolue des résidus «indépendants» à se retrouver dans la vie politique actuelle de l'Allemagne a été nettement soulignée lors des élections du présidium du parti indépendant, marquées par la victoire des éléments de l'extrême gauche.

L'assemblée du 2-e Congrès des Soviets de D'putés ouvriers et soldats, à Berlin, souligne aussi ce trait dans le tableau de l'Allemagne contemporaine. La débilite de cette organisation que le gouvernement traite avec un total mépris (ce qui fut conformé par les débats sur la question d'immunité du Congrès des Soviets, sur la demande de libération formulée en faveur de Ledebour et du deuxième président du Soviet des soldats danois, Brandès); la vive critique à laquelle furent soumis les volontaires de Scheidemann et les régiments de garde de la frontière, transformés, comme l'a souligné Seemann (Koenigsberg) en arme aux mains des propriétaires; les exigences d'annulation de tous les signes de distinction; la résolution adoptée contre l'enrôlement des volontaires; l'exigence de la levée de l'état de siège; l'exigence d'une amnistie générale; les débats orageux sur la grève générale du bassin de la Ruhr (M. le ministre du ravitaillement faisant observer avec tristesse que «les revendications essentielles des mineurs n'ont pas un caractère écono-

mique, mais politique) — en tout cela se reflète une grande différenciation dans la structure intérieure de la masse ouvrière allemande. Richard Müller qui fut au Congrès le leader des gauches exprima le mécontentement des Soviets ouvriers et soldats en soulignant durement leur profonde défiance à l'égard du Soviet central. « Les masses sont déçues. On adopte des mesures à laquelle n'eût pas recouru la pire réaction. L'assemblée nationale a définitivement échoué — et le peuple est indigné. On ne noierait pas ce mouvement dans une mer de sang. » Un démocrate indiqua, dans son discours, avec affliction que « les Allemands, comme autrefois, n'apprécient pas ce qu'ils ont chez eux, mais ce qu'ils reçoivent de l'étranger. Le dernier mot aujourd'hui — c'est le bolchévisme russe. » Et pourtant le Congrès dut envoyer son salut à la République des Soviets de Hongrie. A l'égard de la République des Soviets de Bavière il resta dans l'expectative.

Les flammes du grand incendie de la révolution communiste allemande s'élevaient haut. A Frankfurt, à Stuttgart, à Dusseldorf, dans tout le bassin de la Ruhr, à Magdebourg, à Hambourg, à Leipzig, à Dantzig, à Wurtzbourg, à Brunswick, à Schweinfurt, à Munich, à Nuremberg, à Furst, à Koenigsberg — partout les prolétaires sont debout pour la république des Soviets, pour la dictature du prolétariat. La réaction organisée, en tête de laquelle se trouvent les traîtres social-patriotes ne réussirent pas à réprimer ce mouvement par le fer et le sang. La classe ouvrière a choisi son chemin; elle ira, la main dans la main, avec le prolétariat du monde entier, jusqu'à la victoire finale de la révolution communiste internationale.

James GORDON

### Le Mouvement révolutionnaire en Suisse romande.

Depuis la grève générale de Novembre 1918 provoquée par l'expulsion de la Légation de la République des Soviets de Russie, le mouvement révolutionnaire n'a fait que se développer dans toute la Suisse. Le Congrès de la III<sup>ème</sup> Internationale est arrivé à point pour donner une impulsion nouvelle à ce mouvement et le radicaliser aussi bien qu'à lui imprimer une direction nettement communiste.

Les progrès révolutionnaires, sont à un tel point importants dans les cantons de Bâle et de Zurich que si le mouvement communiste de Bavière s'étendait à la Bâle, presque automatiquement ces deux cantons passeraient immédiatement au communisme.

Dans la Suisse Allemande, les ouvriers sont bien organisés et bon gré mal gré les chefs ont été dans l'obligation d'accepter leurs exigences légitimes qu'appuyaient d'ailleurs les représentants de l'aile gauche du parti socialiste.

Il n'en est pas de même, hélas! dans la Suisse Romande, la partie la plus pauvre matériellement et intellectuellement de la Suisse. Si l'on excepte la Chaux-de-Fonds, la poussée révolutionnaire progresse lentement grâce en particulier à la puissance corruptrice de la presse de Genève et de Lausanne. Certains ouvriers se montrent rebelles non seulement à la révolution, mais au syndicalisme et au socialisme. Et, au moment même où il aurait fallu invigorer la masse, les plus connus d'entre les leaders du mouvement, les conseil-

lers nationaux Charles Naine et Graber ont fait machine en arrière, combattirent le bolchévisme, la dictature du prolétariat et l'action révolutionnaire et préconisèrent le réformisme et la prétendue « démocratie ». A la Chaux-de-Fonds la lutte fut très vive entre Graber et Humbert-Droz, rédacteur au quotidien *La Sentinelle* que dirigeait jusqu'au 1<sup>er</sup> Avril Paul Graber. Charles Naine prononça une attaque violente contre Humbert-Droz dans la *Sentinelle* et publia avec une préface du journaliste contre-révolutionnaire russe, Swesditch, en français et en allemand une brochure contre la dictature du prolétariat.

Ce qui montre que dans la région de Lausanne les leaders sont orientés vers le menchevisme, c'est que Charles Naine vient d'être choisi comme rédacteur, en chef du *Droit du Peuple*, journal publié chaque semaine à Lausanne et qui est devenu quotidien. On a éliminé Paul Gokay, qui sans être bolchévique pur avait des tendances plus radicales que Charles Naine.

A Genève la lutte a été plus dure encore, mais les internationalistes réussirent à l'emporter. Ils parvinrent d'abord à faire la scission et à jeter hors du parti socialiste tous les éléments social-patriotiques et contre-révolutionnaires menés par Jean Sigg, l'homme de confiance des agents français en Suisse. Grâce surtout aux efforts du « Groupe Communiste International » et de son organe *La Nouvelle Internationale*, ils radicalisèrent le mouvement à ce point que, seule, au Congrès de Berne la section de Genève vota la résolution Schneider, amendée par Platten, s'opposant à la participation du parti socialiste suisse à la Conférence de l'Internationale jaune de Berne.

La condamnation des membres du Comité d'action d'Olten et le manifeste que ceux-ci publièrent prouvent l'efficacité de la lutte révolutionnaire. D'autre part les craintes excessives manifestées par le gouvernement suisse et le redoublement de la violence de la campagne menée par toute la presse contre-révolutionnaire depuis le *Journal de Genève* jusqu'à la *Neue Zürcher Zeitung* prouve que l'on peut envisager avec optimisme la situation révolutionnaire en Suisse qui bien qu'elle soit strictement dépendante des succès du communisme en Allemagne est en soi extrêmement favorable.

André CARTIGNY

### Le mouvement social en Finlande

En Finlande le parti communiste a été fondé le 28 Août 1918. Après que, dans la guerre des classes qui se développa en Finlande de la fin de Janvier au début de Mai, les rouges eussent été vaincus grâce à l'intervention de l'impérialisme allemand, quand la terreur commença ses orgies, une transformation commença dans l'esprit des social-démocrates finlandais réfugiés en Russie. Une partie d'entre eux adhéraient déjà au communisme, l'autre partie commença à passer du Kautskisme au communisme. De même en Finlande, dans les camps de concentration, où souffraient près de 80.000 hommes, et dans de petits groupes de camarades sûrs, se passait le même phénomène. Et quand les émigrés en Russie se mirent pendant l'été de 1918 à éditer des journaux et des ouvrages bolchéviques, les prolétaires de Finlande étaient déjà prêts à accueillir

l'unique théorie qui pouvait apprécier équitablement les événements révolutionnaires de l'année dernière et donner l'essor à de nouvelles expériences. Le développement ultérieur de la révolution mondiale éleva l'esprit des prolétaires révolutionnaires de Finlande, encouragea les efforts des communistes dans l'émigration et dans le pays même. Le parti social-démocrate de nouveau fondé en Finlande par les éléments extrêmes de l'aile droite de l'ancien parti, quoiqu'il recrutât beaucoup d'ouvriers, suscitait par sa tactique de vives oppositions au sein même de l'organisation. Les tendances de „gauche" soumettaient la tactique du parti à une acerbe critique. Mais tout de même nos camarades communistes ont à mener une lutte clandestine tant contre le terrorisme bourgeois que contre la politique de compromission de la social-démocratie.

A côté du terrorisme direct selon la loi de Lynch, „des corps de garde" — garde blanche — s'exerce aussi l'„okhrana" légale, imitant tous les exemples tsaristes. Lors des interrogatoires on use de toutes les tortures de l'inquisition. On continue à fusiller les prisonniers. C'est ainsi que ces derniers jours nous avons été informés de 5 cas de fusillade de personnes soupçonnées d'être des émissaires révolutionnaires. Cette politique s'exerce avec un zèle particulier à la frontière russe où l'on redoute la contagion bolchévique.

La situation politique est caractérisée par la crise ministérielle. Après la révolution allemande, le gouvernement sanguinaire de Svinhofvud qui avait vendu la Finlande à l'impérialisme allemand fut remplacé par un autre de la même espèce, en tête duquel se trouvait Mannerheim; on voulait par ce changement conquérir les bonnes grâces de l'Entente. Mais gouverner avec le concours du „parlement mutilé" (les social-démocrates étaient en exil ou en prison) devenait de moins en moins possible et vers les 1—3 Mars de nouvelles élections eurent lieu. Naturellement notre parti les boycotta. Le premier Avril le nouveau Sejma se réunit avec la composition suivante: parti de „coalition" (monarchistes) 27; suédois 22; „progressistes" (républicains) 26; agrariens (paysans) 42; ouvriers chrétiens 2; social-démocrates 81. En ce moment les progressistes et les agrariens tentent de constituer un gouvernement parlementaire pour tromper le peuple et satisfaire l'Entente. Les leaders social-démocrates se réuniraient volontiers à eux, mais sous la pression ouvrière la fraction social-démocratique a été contrainte de poser les conditions suivantes: amnistie des rouges, à l'exclusion des meurtriers et des incendiaires; révision de la loi sur le fermage et le service militaire; licenciement des gardes et de la police politique; annulation des décisions de la Sejma précédente qui n'ont pas encore été appliquées; constitution et président élu pour trois ans, privé du droit de veto et du droit de dissoudre le parlement. Comme aucun des partis bourgeois n'éprouve le besoin d'accepter ces conditions, nous aurons très probablement un gouvernement bourgeois du

centre. Il ne réussira naturellement pas à arrêter le développement ultérieur de la crise. La situation économique empire de jour en jour par suite du grand nombre des importations et du petit nombre des exportations flétries. Les finances de l'Etat sont dans un état pitoyable, les impôts pèsent lourdement sur les masses et provoquent de plus en plus de mécontentements même chez les paysans. Les nouveaux droits sur le pain et sur les autres produits élèvent les prix des produits de première nécessité. Le chômage accroît le trouble parmi les ouvriers. Et les antagonismes sociaux s'accroissent ainsi de plus en plus.

La grande question en Finlande c'est celle de la position adoptée en présence du bolchévisme international. Les désirs de l'Entente et aussi les souhaits des impérialistes finlandais, si l'on peut ainsi s'exprimer, tendent vers l'intervention dans la lutte contre la Russie des soviets. „Le discours du trône" de Mannerheim contient le passage suivant: „Nous ne pouvons considérer avec indifférence les souffrances et les persécutions de nos frères de race habitant hors des frontières de la Finlande, dans leur dure lutte pour leur tâche nationale". Il s'agit de l'Esthonie, où les Finlandais se battent à côté des blancs et de la Karélie russe (Olonets, Mourman, Kola) — que les irrédentistes finois espèrent conquérir. A la question posée à ce sujet par les social-démocrates, le premier ministre a répondu d'une façon à demi-négative, à demi-évasive, et le gouvernement a obtenu un vote de confiance de 96 voix contre 63 (20 bulletins ayant été classés).

Que les blancs de Finlande songent à la guerre, voilà qui est évident, mais nécessaires ressources fin sont insuffisantes. Les dispositions de la classe ouvrière sont assez connues et les paysans ne sont pas enclins aux aventures militaires. Une partie de la bourgeoisie voudrait aussi, sembler il, gagner le marché russe pour ses exportations. La plupart des soldats sont douteux, et la garde blanche réussit à peine à maintenir l'ordre à l'intérieur. L'aide de l'Entente s'est manifestée uniquement par l'envoi d'un certain ravitaillement et, peut-être, par l'envoi de quelques munitions et par les tournées des officiers français et américains. L'attitude envers la Suède est assez froide à cause de la question des îles d'Aland sur lesquelles elle a des prétentions. L'organisation en Finlande des Cent-Noirs russes provoque de l'opposition dans les pays. La situation internationale met particulièrement en garde contre de semblables aventures. Si les choses en arrivaient à une tentative réelle, la crise intérieure atteindrait son maximum d'acuité.

Ainsi ou autrement le cours des événements nous mène à une situation révolutionnaire tendue. La marche de la révolution prolétarienne mondiale enflamme l'esprit des prolétaires et les communistes de Finlande, saluant la fondation de la troisième Internationale Communiste comme une garantie de prompt libération.

SIROLA



## L'état d'esprit du prolétariat français.

Cependant que MM. Wilson, Orlando, Pichon, etc. se partagent le vieux monde en ruines, les masses ouvrières que leurs parolotes n'intéressent guère, sont travaillées d'un grand désir d'action et cherchent les chemins vers un ordre nouveau. Grèves à Lyon, grève générale des transports à Paris, où l'autorité militaire dut réquisitionner omnibus, tramways, métro et mobiliser les employés afin de les faire travailler sous la menace du conseil de guerre; mutineries dans l'armée, scission de plus en plus complète dans le parti socialiste et dans les syndicats, entre les éléments révolutionnaires — aujourd'hui en majorité — et les anciens meneurs passés à l'opportunisme, autant d'indices marquant l'approche d'un orage dont on ne peut prévoir la violence. La bourgeoisie française d'ailleurs, adopte quant à elle, dans la lutte des classes, des positions bien nettes. Assomades régulières des ouvriers à la sortie des réunions publiques, arrestations, emprisonnements arbitraires sont choses normales. Et voici que dans la même quinzaine, Villain, l'assassin de Jaurès est acquitté et Cottin, soldat mutilé, mais ouvrier syndicaliste-libertaire, condamné à mort pour avoir éraflé d'une balle de revolver la peau du vieux « tigre ». Gestes symboliques; l'obscur soldat qui juge et condamne en Clémenceau la bourgeoisie — fusillé pour une menace; le disciple fanatique des réacteurs royalistes qui tua le chef de l'élite française, Jaurès, acquitté. N'est-ce pas une sorte d'invitation à la terreur blanche? — Autres nouvelles, même politique: Henri Guilbeaux, condamné à mort à Paris pour on ne sait quelle fantaisiste haute trahison; Jeanne Labourbe, communiste française, fusillée à Odessa sur les injonctions du commandement français. Ainsi les premiers coups sont portés; les comptes se régleront sans doute bientôt.

\* \* \*

Les dispositions de la presse française nous donnent à cet égard d'utiles indications. La presse bourgeoise a beau continuer ses ineptes campagnes de calomnies, publier de longs commentaires sur la mort de Kropotkine, tué par les bolchéviks (!!!), retrancher, comme le *Temps*, les passages essentiels des radios de Tchitchérine concernant les propositions de paix de la Russie, — ses efforts sont désormais inutiles. Sous la pression des nouvelles majorités ouvrières, nettement révolutionnaires, tous les organes lus par les travailleurs des grands centres défendent — bon gré, mal gré, mais quotidiennement — les Soviets russes. Le *Populaire*, organe du groupe de Jean Longuet, Le *Journal du Peuple*, rédigé par Henri Fabre et toute la pleiade de journalistes libéraux groupés autour de ces feuilles (Henri Barbusse, Léon Werth, Georges Pioch, Séverine, Fernand Desprès, Victor Méric; ajouter à ces noms ceux de vrais camarades R. Verfeuil, Lorient, Amédée Dumois, P. Faure) se consacrent avec succès à éclairer l'opinion sur les choses de Russie.

Se consacrent aussi à la défense de la révolution russe et des Soviets: *L'Avenir-International* (syndicaliste); s'y consacraient largement *Ce qu'il faut dire*, *La Plèbe*, *Franchise*, journaux anarchistes supprimés par la censure. — A noter, faisant contraste, la triste attitude de certains rênégats du révolutionnarisme groupés autour de la *Bataille* autrefois « syndicaliste ».

Nombreux sont ceux qui, hostiles d'abord au régime communiste et sans doute prêts à le combattre encore, si les événements les mettaient en demeure d'agir enfin, ont dû, pour ne pas se voir abandonnés des masses ouvrières dont ils sont les clients se faire les défenseurs des Soviets russes. Comment ne pas considérer ainsi tels centristes ou minoritaires français, de J. Longuet à Brizon en passant par les citoyens Moutet, Lafont, Mayéras, etc. qui, tout en défendant l'œuvre des Soviets, sacrifient obstinément leur devoir révolutionnaire au mythe de l'Unité, refusent de se solidariser nettement avec les spartakistes fusillés par le pouvoir des Renaudels d'outre-Rhin — et contribuent même à répandre les basses calomnies de la presse et de la justice bourgeoise sur de vrais communistes français (commentaires de Mayéras sur la condamnation de Guilbeaux)?

L'important c'est de noter que l'ensemble du public ouvrier français ne permet pas désormais qu'on attaque la révolution russe et veut qu'on la défende, — et veut qu'on l'imite. Georges Pioch, en qui nous ne saurions voir un coréligionnaire politique, écrivait il y a quelques semaines dans les *Hommes du Jour* ces lignes typiques consacrées à Lénine et à Trotsky:

« Dites-nous : si la contagion révolutionnaire se litte-  
loppant, l'Allemagne est gagnée aux généraux, justes et  
ficonils désordres qui renouvellent la Russie, qui donc,  
sinon Lénine, Trotsky et leurs délégués illettrés, aura  
par cette œuvre livrée encore inespérée sauvé l'Europe?  
... Dites-nous enfin : qui donc égale actuelle-  
ment, dans leur zèle, non seulement pour le peuple  
russe, mais pour tous les peuples, ces tant décriés Lé-  
nine, Trotsky et leurs disciples, leurs frères? »

De telles lignes sous la plume d'un écrivain très lu de la jeunesse intellectuelle, publiées à l'heure où les Soviets sont acclamés dans toutes les réunions ouvrières de Paris malgré la réaction déchainée et Clémenceau régnant, témoignent d'un profond revirement d'opinion. Et ces menus indices nous donnent le droit de beaucoup attendre d'un proche avenir.

Victor-Serge

## Chronique du mouvement révolutionnaire

Angleterre. Jamais encore la bourgeoisie anglaise habituée à régner sans conteste et dans le domaine extérieur et dans le domaine intérieur n'a été si peu sûre du lendemain. Il suffit de parcourir quelques journaux anglais pour noter les signes d'une profonde fermentation dans les masses populaires. En Irlande, l'agitation républicaine Sinn-feiner continue. De Valera, leader Sinn-feiner, réussit à s'échapper d'une prison anglaise et revient en Irlande. A Glasgow grève et désordres. Sous la pression de l'opinion publique les « conscientious objectors » (qui avaient refusé le service militaire par principe, par suite de leurs convictions religieuses ou libertaires) sont peu à peu libérés. Le Labour party exige la suppression immédiate de la conscription. L'esprit révolutionnaire des masses se développe, leur pensée s'oriente dans des sens bien définis; au lieu des anciens mots d'ordre du trade-unionisme, trois des plus fortes organisations (Mineurs, Ouvriers des transports et Cheminots) mettent à l'ordre du jour une exigence qui, il y a peu de temps encore, aurait paru chimérique à tout Anglais de bon sens: nationalisation des mines,

des transports et des chemins de fer. Leurs délégués ont à ce sujet des pourparlers avec Lloyd Georges, qui à la fin des fins se voit contraint de leur promettre de présenter à bref délai un projet de nationalisation. Pourtant la politique élastique des diplomates anglais ne réussit pas à détourner le mouvement ouvrier vers les marchandages et les compromissions. A la Conférence Industrielle de Londres qualifiée («Parlement Ouvrier») une profonde transformation se révèle dans la mentalité de l'ouvrier anglais. Cette mentalité évolue rapidement vers le révolutionnarisme et la politique extérieure de l'Angleterre y contribue de même que la crise alimentaire (Les spécialistes indiquent que l'Angleterre manquera pendant de longues années de certains produits de première nécessité et notamment de viande). Les journaux bourgeois rendent bien-entendu le bolchévisme responsable de tout et recherchent le moyen de préserver leur pays du dangereux bacille.

Certes, il y a quelque chose de changé dans la «vieille Angleterre» et ce n'est pas sans raison que Lloyd Georges a renoncé à envoyer ses soldats en Russie...

**Belgique.** — Le pauvre pays épuisé par 4 années de guerre n'a pas encore de repos. Sa situation économique est terrible. La production est complètement détruite, le ravitaillement, l'alimentation sont dans un état pitoyable. Si bien que Vandervelde ministre, chevalier du jusqu'au-boutisme et qui ne voyait de salut qu'en la victoire sur l'Allemagne, reconnaît que la situation du pays est presque sans issue: l'industrie étant en ruines, 740.000 sans travail reçoivent de l'état 1 fr. 50 par jour ce qui représente une dépense quotidienne de plus d'un million. Une aide prompte est nécessaire, si l'on veut éviter des «excès»: tel est l'avis du ministre ex-socialiste. Mais le prolétariat belge tirera une autre conclusion: il conclura que le salut du pays est uniquement dans la révolution communiste universelle.

**Espagne.** — Le mouvement révolutionnaire en Espagne devient tous les jours plus profond et plus large. En tête du mouvement se trouvent les syndicalistes barcelonnais qui se placent au point de vue communiste et sympathisent ardemment avec la révolution russe. Les titres seuls de deux journaux espagnols récemment publiés sont significatifs: «*El Maximalista*» et «*El Soviets*». L'aggravation de la situation économique amène des explosions révolutionnaires. A Madrid les manifestations contre la cherté des vivres se transforment en émeutes, en pillage de boulangeries, et s'achèvent en conflits avec la troupe. Une centaine de blessés, plus de 300 arrestations et la loi martiale est proclamée dans la ville. A Ferrol semblables désordres. La foule brûle sur les places publiques les bardes et les meubles des «boutiquiers-vautours». Où les masses ouvrières sont plus organisées, le mouvement revêt un caractère moins primitif. Grèves incessantes dans le centre ouvrier. La dernière grève générale de Barcelone a été particulièrement unanime et bien organisée. De l'aveu des journaux «les syndicalistes prirent en fait tout le mécanisme de la ville civilisée». Le gouvernement répondit à la grève par la suppression des garanties constitutionnelles, l'introduction de la censure et la tentative de remplacer les grévistes par des soldats du génie.

V. M.

**Suède.** — La «crise de la paix» se fait sentir. Chômage dans la production industrielle, dans la confection. Les prix des vivres haussent, les salaires au contraire tombent. Le

gouvernement libéral social-démocrate n'a rien fait en 18 mois. La piteuse réforme de la Constitution de Décembre se révèle tout à fait insuffisante. Le suffrage universel pour les municipalités et pour le parlement (première chambre) est devenu fictif par suite de l'âge requis des électeurs (28 ans pour la première chambre). La confiance des masses en les traitres au socialisme, dirigés par l'agent bien connu de l'Entente, par l'anti-bolchévik Branting, commence à tomber. Le parti social-démocrate de gauche arrive à un crédo de plus en plus marxiste et se libère de cette idéologie humanitaire dont la dictature prolétarienne ne veut pas.

La question de l'attitude envers le bolchévisme devient de plus en plus actuelle par suite de l'enrôlement des gardes-blancs pour les régions baltiques. Le moment fatal dans cet enrôlement a été marqué par le complot du bureau de recrutement letton et des officiers suédois avec les barons baltiques contre la république lettonne. Il faut espérer que la lutte de nos camarades contre l'enrôlement des gardes-blancs se fera de plus en plus active.

**Danemark.** — La grève des ports n'a pas pu empêcher l'envoi d'un certain nombre de gardes-blancs en Russie. Mais elle a prouvé que là aussi les ouvriers sont avec nous.

**Norvège.** — La fermentation des milieux ouvriers s'accroît. Les travailleurs du bâtiment, les métallurgistes, etc., se préparent à la grève. La journée de 8 heures est acquise. Les rêves ministériels des socialistes de droite cèdent rapidement la place aux discussions sur la démocratie et la dictature prolétarienne, sur l'adhésion à l'Internationale Communiste, sur les problèmes pratiques de la grève générale et de l'antimilitarisme actif. Les crises ministérielles dans les pays scandinaves démontrent que l'état d'esprit des foules oblige les capitalistes à recommencer sans cesse la défense de leur dictature. Bien qu'il n'y ait pas encore ici de symptômes d'un mouvement révolutionnaire immédiat, les circonstances de la politique intérieure et surtout les grands faits de la vie internationale ne cessent d'y prédisposer de plus en plus l'esprit des ouvriers.

S.

## Arrestation de Friedrich Platten.

Friedrich Platten, membre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste vient d'être arrêté à Helsingfors. Venü en Russie, pour assister au Congrès de la III<sup>ème</sup> Internationale en qualité de délégué des Communistes Suisses, le camarade Platten rentrait, par la Finlande, dans son pays, au moment où il fut retenu à Helsingfors. Un membre du Parlement ayant désiré le voir et ayant demandé à l'Etat-Major l'autorisation nécessaire a essuyé un refus, accompagné de cette explication que Platten est détenu en qualité d'«otage russe (!)».



## La Russie des Soviets et les peuples du monde

*Le Soviet de Pétrograd édite sous ce titre une brochure consacrée au meeting international qui eut lieu le 19 Décembre 1919 à Pétrograd et devait contribuer à créer la nouvelle Internationale. Nous en remplaçons le compte-rendu par le texte intégral de la préface écrite par le président de la réunion, Maxime Gorky, pour la brochure qui vient de paraître.*

Le meeting international du 19 Décembre a été la fête du prolétariat russe et l'on voudrait que ce grand jour de la révolution russe demeurât longtemps, toujours, dans la mémoire des ouvriers.

Ce n'est pas que les discours aient une grande importance, ce n'est pas que soient si neuves et profondes les paroles dites au peuple russe par les représentants de différents Etats, de différentes nations de l'Europe et de l'Asie; ce qui importe et signifie c'est le sentiment de brûlante confiance envers la Russie ouvrière, et la parfaite compréhension de son rôle historique exprimé par 23 orateurs.

Hindous et Coréens, Anglais, Perses, Français, Chinois, Turcs et autres ont parlé en fait sur un seul thème, celui de l'impérialisme. S'oublant dans sa cupidité jusqu'à la folie et à la honte du massacre, l'impérialisme s'est gorgé du sang des peuples qu'il avait grisé et s'est lui-même creusé une tombe, en révélant à tous les travailleurs du monde avec une évidence saisissante, et son inhumanité et son cynisme.

Mais, dis-je, ce n'est pas cette critique du vieil ordre social déjà connue et familière aux oreilles de la masse ouvrière, ce n'est pas le verdict de l'équité internationale prononcé sur une bande de malfaiteurs; ce n'est pas là que réside la signification essentielle du meeting.

Sa signification réside dans l'unanimité de sentiment avec laquelle les prières des morts étaient dites sur le passé, avec laquelle une joyeuse bienvenue était adressée à la révolution russe régénérée, appelant à son secours tous les peuples, et l'appellant, elle, au secours des travailleurs de tous les pays. Dans tous les discours on sentait l'assurance que la Russie, ayant par la volonté de l'histoire pris le rôle d'avant-garde du socialisme, remplira avec honneur et succès son rôle, difficile mais grand, et entraînera tous les peuples à sa suite vers la création d'une vie nouvelle.

Ces discours de langues différentes, pénétrés d'un seul sentiment, avaient une résonance merveilleuse et suggéraient la conviction que seule la volonté du peuple rationnellement dirigée est capable d'accomplir des miracles.

Et n'est-ce pas un miracle en vérité? Depuis la fin du 18-ème siècle le peuple de la Russie monarchiste accomplissait immuablement la tâche honteuse et sanglante d'étrangleur de tous les mouvements émancipateurs et révolutionnaires des peuples de l'occident et de l'orient; nos soldats se battirent aveuglément contre l'armée révolutionnaire de la grande révolution française, écrasèrent plusieurs fois sans merci le mouvement national révolutionnaire polonais, aidèrent en 1848 l'Autriche monarchique à étouffer la révolution hongroise, tuèrent en 1878/79 la Turquie constitutionnelle, violèrent la Perse, noyèrent dans le sang les mouvements nationaux de la Chine, remplirent en un mot le rôle de bourreaux de la liberté, partout où les envoyaient les mains avides et craintives de l'autocratie.

Et voici qu'aujourd'hui vers ce peuple se tournent les cœurs et les yeux de tous les peuples, de tous les travailleurs de la terre, et tous regardent la Russie avec espérance, avec une grande espérance, avec la certitude qu'elle pourra dignement et puissamment remplir le rôle qu'elle a assumé d'être la force qui libérera le monde des chaînes rouillées du passé.

Cette certitude, cette espérance, a été le mieux exprimée dans son discours par le camarade Yousouf représentant du Turkestan et de Boukhara; c'est lui qui de la façon la plus convaincante et la plus vive a exprimé la conscience de la signification mondiale, planétaire, de la libération russe.

„Ne vous plaignez pas, disait-il, de ce que votre existence est difficile; vous avez entrepris une œuvre qui exige les plus grands sacrifices, qui exige de l'abnégation, un courage inébranlable, du désintéressement et un travail incessant.“ Tel est le sens de son discours et il fut dit on ne pouvait plus à propos.

En effet, le travailleur socialiste russe attire l'attention du monde. Comme si, devant l'Humanité il passait l'examen de sa maturité politique il se montre devant tous les hommes, créateur de nouvelles formes de vie. C'est la première fois que s'accomplit sur une aussi grande échelle une tentative décisive de réaliser l'idée socialiste, l'essai de donner corps dans la vie à cette théorie que l'on peut appeler la religion des travailleurs.

On comprend parfaitement que l'attention de toute l'humanité laborieuse soit tendue vers la Russie: c'est que nous travaillons pour le monde, pour la planète entière.

Et l'intérêt du monde travailleur concentré sur le socialiste russe oblige ce dernier à tenir haut et ferme son drapeau, car par la volonté de l'histoire il apparaît comme le maître et l'exemple pour des centaines de milliers et de millions d'hommes.

En dépit de ses conditions d'existence actuelles extrêmement difficiles, il doit être vaillant, stoïque, raisonnable, généreux, désintéressé et opiniâtre dans le travail.

Il doit savoir qu'il est lui-même empoisonné par le poison dont les possédants ont contaminé tout l'univers; il doit savoir que la cruauté, la bestialité, envers le prochain et tout ce sur quoi reposait le vieux monde, lui est entré dans le sang.

Lui qui, maintenant, est libre, se comporte toujours envers le travail comme un esclave, tandis que seul un travail concentré, obstiné, désintéressé

peut arracher jusqu'aux racines toutes les hideurs de l'ancien monde.

Je ne pense pas, que ces troublantes réflexions ne soient pas à leur place ici, avant les discours élogieux adressés au travailleur russe, lors de sa première fête internationale.

Camarades! tous les travailleurs de la terre se tournent vers vous avec une vive espérance: ils veulent voir en vous des hommes nouveaux, probes, incorruptibles, inlassables dans leur œuvre de construction d'un monde nouveau.

Montrez donc, à toute la terre que vous êtes des hommes nouveaux, montrez au monde ce qu'il y a de mieux, ce qu'il y a de plus humain en vous — votre amour, votre générosité, votre magnanimité honnêteté et comment vous savez travailler!

Maxime GORKI.



## BIBLIOGRAPHIE.

**KARL LIEBKNECHT. Mon procès.** (En russe). Traduit de l'allemand. Préface de G. Zinoviev. Avec un portrait de Karl Liebknecht. Pétrograd, 1918, 215 p., prix 8 r.

**Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.** (En russe). Discours de G. ZINOVIEV et de L. TROTSKY, prononcés à la réunion du Soviet de Pétrograd, le 18 Janvier 1919. 82 p., prix 1 r. 50 k.

**C. D. KATAÏA. La terreur bourgeoise en Finlande.** (En russe. Paraîtra prochainement en français). Pétrograd, 1919, 32 p., prix 1 r. 50 k.

Il faut citer ici en première place «Mon procès» de Karl Liebknecht. Ce n'est qu'un recueil de documents officiels, ayant trait au procès, à commencer par le mandat d'arrêt lancé contre «le soldat du bataillon ouvrier» Liebknecht, pour sa participation à la manifestation du 1-er mai 1916 et aussi à cause de la «suspicion pesant sur lui, d'avoir en temps de guerre sciemment favorisé les agissements d'une puissance ennemie», ce qui traduit du jargon bourgeois en simple langage humain veut dire qu'il fût l'adversaire de la guerre et de la bourgeoisie.

A lire ces arides documents officiels et ces rapports on entrevoit l'homme exceptionnel qui seul, si simplement et si humainement, sans nulle emphase, sans nulle pose, accomplit son devoir héroïque. Comme si la mort tragique de Liebknecht avait été pressentie, la couverture du volume porte un symbolique dessin: la couronne d'épines et le glaive brisé.

«Il est mort et il vit!»— Ces deux morts Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg qui marchèrent dans la vie la main

dans la main, et dont la mort a encore lié si étroitement les noms, sont devenus après leur mort, encore plus menaçants pour leurs assassins, car leurs noms sont aujourd'hui des signes de ralliement pour le combat.

En mémoire des assassinés, le Soviet de Pétrograd édite en brochure les discours des camarades G. Zinoviev et L. Trotsky prononcés sous la première impression de notre grand deuil. Le lecteur y trouvera un sommaire, mais très juste portrait de nos héros et une appréciation de leur valeur dans le mouvement révolutionnaire communiste. On écrira encore beaucoup sur Liebknecht et Rosa Luxembourg, mais ces premiers discours émouvants, ces adieux des chefs de la révolution russe aux chefs de la révolution allemande conserveront toujours leur signification.

Vient de paraître aussi parmi les éditions du Soviet de Pétrograd A. S. Kataïa: *La terreur bourgeoise en Finlande*. Rien qu'un livre de faits où se trouve consignée une part infime des horreurs accomplies en Finlande par la bourgeoisie enivrée de ses victoires. Fusillades en masses, exécutions, tortures, orgies de bourreaux, extermination de tout ce qui est jeune, ardent, honnête, odieuse raillerie envers les victimes, telle fut la terreur blanche dans ce petit pays du nord comme dans le monde entier. Les Versaillais firent de même autrefois à Paris. Les gardes blancs, sur tous les fronts, dans tous les pays, font de même. Et nous n'avons pas à nous en indigner. Nous connaissons notre ennemi nous savons ce qu'il faut en attendre. Mais la lecture de cette brochure serait bien utile à ceux qui s'indignent hypocritement contre la terreur rouge à laquelle, en d'autres moments de lutte la révolution prolétarienne est parfois obligée d'avoir recours.

V. M.



# Table des matières du 1-er numéro.

	Page		Page
<b>MANIFESTE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE</b> aux prolétaires de tous les pays . . . . .	5	Salut du Comité Exécutif aux Communistes bava- rois . . . . .	85
<b>VIVE LE PREMIER MAI!</b> Adresse du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux prolétaires de tous les pays . . . . .	21	Un nouveau forfait du Gouvernement social- démocrate allemand (sur l'exécution du ca- marade Tychko) . . . . .	87
<b>Maxime Gorky.</b> Hier et Aujourd'hui . . . . .	29		
<b>N. Lénine.</b> La Troisième Internationale et sa place dans l'histoire . . . . .	31	<b>Résolutions du Premier Congrès de l'Internationale Communiste.</b>	
<b>G. Zinoviev.</b> Les perspectives de la révolu- tion prolétarienne . . . . .	39	<b>Plateforme de l'Internationale Commu- niste</b> . . . . .	89
<b>L. Rudas.</b> La révolution prolétarienne en Hongrie . . . . .	47	<b>Thèses du camarade Lénine sur la Dé- mocratie bourgeoise et la Dictature prolétarienne.</b> . . . . .	97
<b>A. Balabanova.</b> Salut aux camarades italiens	53	<b>Résolution sur l'attitude à prendre envers les tendances socialistes et la confé- rence de Berne.</b> . . . . .	107
<b>M. Albert.</b> Bienvenue au 1-er numéro de l'Internationale Communiste" . . . . .	59	<b>Thèses sur la situation internationale et sur la Politique de l'Entente</b> . . . . .	113
<b>K. Gruber.</b> La dernière étape . . . . .	59	<b>Résolution concernant la Terreur blanche</b> . . . . .	121
<b>F. Platten.</b> La Troisième Internationale . . . . .	61	<b>Résolution concernant la nécessité d'attirer les ouvrières dans la lutte pour le socialisme</b> . . . . .	125
<b>J. Sadoul.</b> La Troisième Internationale et la France . . . . .	63	Décision concernant la constitution de l'Inter- nationale Communiste . . . . .	125
<b>Henri Guilbeaux.</b> La Troisième Internationale et les problèmes actuels du prolétariat français . . . . .	65	Proposition, concernant la constitution de l'In- ternationale Communiste . . . . .	125
<b>L. Trotsky.</b> Grande époque . . . . .	71	Décision concernant la question d'organisation	125
		Déclaration des membres de la conférence de Zimmerwald . . . . .	127
		Message du Congrès à l'Armée Rouge . . . . .	127
		Message du Congrès aux ouvriers ukrainiens . . . . .	127
		Composition du 1-er Congrès de l'Internationale Communiste, à Moscou . . . . .	129
		<b>Rapports et chronique.</b>	
<b>Documents sur le mouvement international.</b>		<b>St Djorov.</b> La Bulgarie et l'Impérialisme . . . . .	131
<b>Lettre de Lorient</b> à l'Internationale Jaune de Berne . . . . .	73	<b>A. Korf.</b> La Galicie entre deux républiques de Soviets . . . . .	133
<b>Sur la Mort de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg.</b> Appel du Groupe Spartacus . . . . .	75	<b>James Gordon.</b> Dernières nouvelles d'Alle- magne . . . . .	133
<b>Adresse du Parti Social-Démocrate serbe</b> à l'Internationale Communiste . . . . .	79	<b>André Cartigny.</b> Le mouvement révolutionnaire dans la Suisse romande . . . . .	135
<b>Adhésion des socialistes italiens</b> à l'Inter- nationale Communiste . . . . .	81	<b>Sirola.</b> Le mouvement social en Finlande . . . . .	135
<b>Adhésion des Communistes hollandais</b> à l'Internationale Communiste . . . . .	81	<b>Victor Serge.</b> L'état d'esprit du prolétariat fran- çais . . . . .	139
<b>Déclaration des Délégués du Parti Communiste hongrois</b> . . . . .	81	<b>V. M. et C.</b> Chronique du mouvement révolu- tionnaire . . . . .	139
<b>Lettre de Raoul Verfeuil</b> à propos de la Confé- rence de Berne . . . . .	81	Arrestation de Friedrich Platten . . . . .	141
		<b>Maxime Gorky.</b> La Russie des Soviets et les peuples du monde . . . . .	143
		<b>V. M. — Bibliographie</b> . . . . .	145